JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F
(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1963-1964

COMPTE RENDU INTEGRAL — 43^e SEANCE

Séance du Mercredi 29 Avril 1964.

SOMMAIRE

1. — Désignation de membres de commissions (p. 1009).
2. — Politique étrangère. — Suite du débat sur la déclaration du Gouvernement (p. 1010).
MM. Westphal, de Lipkowski, Maurice Schumann, président de la commission des affaires étrangères; André Rey, Abelin, Rivain, Teariki; Fiornoy, Hinsberger, de la Malène.
M. Couve de Murville, ministre des affaires étrangères.
Clôture du débat.
3. — Dépôt d'un projet de loi (p. 1028).
4. — Dépôt de rapports (p. 1028).
5. — Ordre du jour (p. 1028).

PRESIDENCE DE M. PIERRE PASQUINI,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

* (1 f.)

— 1 —

DESIGNATION DE MEMBRES DE COMMISSIONS

M. le président. Le groupe de l'Union pour la Nouvelle République-Union démocratique du travail a désigné :

1^o M. Neuwirth pour remplacer Mme de Hauteclocque dans la commission des affaires étrangères ;

2^o Mme de Hauteclocque pour remplacer M. Neuwirth dans la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ;

3^o En accord avec le groupe des républicains indépendants, M. Quentier pour siéger à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Ces candidatures ont été affichées le 28 avril 1964 et publiées à la suite du compte rendu des séances du même jour et au Journal officiel du 29 avril.

Elles seront considérées comme ratifiées et la nomination prendra effet à l'expiration du délai d'une heure suivant le présent avis, sauf opposition signée par trente députés au moins et formulée avant l'expiration de ce délai.

— 2 —

POLITIQUE ETRANGERE

Suite du débat sur la déclaration du Gouvernement.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite du débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique étrangère.

Dans sa séance d'hier soir, l'Assemblée a continué d'entendre les orateurs inscrits.

Dans la suite du débat, la parole est à M. Westphal.

M. Alfred Westphal. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, au cours de la discussion d'hier, un grand nombre de problèmes ont été évoqués, tels que la reconnaissance de la Chine, l'affrontement de la Russie et de la Chine, la situation au Sud Viet-Nam, à Cuba, l'Alliance atlantique, la supra-nationalité, etc.

Accessoirement, on a parlé du Marché commun, rudement secoué l'année dernière, et de la fusion des institutions européennes, puis des communautés elles-mêmes.

C'est sur cette dernière question, et en particulier sur la répercussion que la fusion des exécutifs risque d'entraîner pour la ville de Strasbourg, que je voudrais m'étendre plus longuement.

Depuis quelque temps, il est question de la fusion des trois communautés, c'est-à-dire la C. E. E., l'Euratom, et la C. E. C. A. Le siège des deux premières institutions se trouve à Bruxelles, celui de la C. E. C. A., depuis 1952, à Luxembourg.

Le Gouvernement luxembourgeois a réagi violemment, non pas tellement contre le principe même de cette fusion qu'il admet, mais contre la perte de « prestige » et le préjudice matériel provoqué par le départ de 1.000 fonctionnaires que le transfert à Bruxelles de la Haute Autorité de la C. E. C. A. ne manquerait pas d'entraîner pour le grand-duché.

Viennent s'ajouter à ces préoccupations des considérations dictées par une psychose pré-électorale, puisque des élections doivent avoir lieu prochainement au Luxembourg, et nous voici dans une ambiance fiévreuse et dans un climat fort peu propice à des discussions sereines et à des concessions.

Tout en sachant que l'installation de la Haute Autorité à Luxembourg n'était que provisoire, les Luxembourgeois la considéraient comme une chose acquise, non pas de droit, certes, mais en fait, et ils demandent des compensations qui devraient consister ni plus ni moins dans le transfert du Parlement européen de Strasbourg à Luxembourg où se trouve déjà le secrétariat de cette Assemblée. Ils estiment qu'il y aurait intérêt à regrouper au même endroit l'Assemblée et son secrétariat, et la capitale du grand-duché leur paraît tout indiquée.

Il est évident que cette prétention n'a pas trouvé un bon accueil à Strasbourg; elle y est même considérée comme une provocation.

C'est ainsi que, le 26 février 1964, une commission bipartite composée de parlementaires, de conseillers généraux et de conseillers municipaux, comprenant des représentants de l'U. N. R., du M. R. P., des socialistes et des indépendants, c'est-à-dire de toutes les tendances européennes, s'est réunie à l'hôtel de la préfecture, sous la présidence de M. Maurice Cuttoli, préfet du Bas-Rhin.

Elle a examiné ce nouveau problème sous tous les angles et, après avoir longuement délibéré, elle a adopté à l'unanimité une résolution affirmant la « vocation européenne de Strasbourg », justifiée par son passé historique et par sa position géographique, protestant énergiquement contre le transfert du Parlement européen de Strasbourg à Luxembourg, demandant, au contraire, que le secrétariat de cette Assemblée vienne se fixer au siège même du Parlement, c'est-à-dire à Strasbourg, et invitant le Gouvernement français; ainsi, d'ailleurs, que tous les autres gouvernements, à adopter les conclusions de cette résolution.

D'où nous viendra le salut? Le Gouvernement français n'a jusqu'à présent pas pris officiellement position. C'est là d'ailleurs la raison même de mon intervention. Quelles sont les chances de Strasbourg dans cette compétition? Sous le titre: « Strasbourg deviendra-t-elle la capitale de l'Europe? Ces derniers temps, ses chances se sont évanouies », la *Stuttgarter Zeitung* du 7 avril 1964 écrit:

« Tous les indices semblent confirmer que Strasbourg ne se verra pas confier cette mission, bien que ces derniers temps des politiciens allemands connus se soient prononcés en faveur de cette ville. Le Parlement des Six siégeant à Strasbourg — c'est là l'opinion qui prévaut actuellement — ne devrait pas résider dans une autre ville que l'exécutif.

« Le Parlement européen a des fonctions consultatives à l'égard du Conseil et exerce des fonctions de contrôle à l'égard de la Haute Autorité et des commissions de la C. E. E. et de l'Euratom. Le Conseil avec siège provisoire à Bruxelles est

composé des ministres compétents des Etats membres et prend les décisions les plus importantes.

« L'Assemblée consultative du conseil de l'Europe avec ses 135 membres, par contre, demeurera à Strasbourg... Strasbourg conserve de même la cour européenne des Droits de l'Homme. »

De son côté, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* résume, en date du 1^{er} avril 1964, la position allemande comme suit:

« Le gouvernement fédéral a toujours considéré l'installation de la Haute Autorité à Luxembourg comme provisoire. On ne se dissimule pourtant pas que ce provisoire est devenu après dix années un fait et que le départ des nombreux fonctionnaires de la Haute Autorité place la ville, relativement petite, de Luxembourg, devant de graves problèmes. Des compensations doivent donc être trouvées. Parmi celles-ci, l'une est à écarter, les tentatives de transférer de Strasbourg à Luxembourg le siège du parlement européen ayant aussitôt provoqué des mécontentements au Parlement. »

Enfin, deux orateurs allemands de renom ont pris la parole à Kehl lors d'une réunion électorale en vue des élections à la chambre du pays de Bade-Wurtemberg, le professeur Furler et le professeur Friedensburg, membres du Parlement berlinois et du Parlement européen. Les deux orateurs plaidèrent en faveur de l'installation du siège unique des organismes européens à Strasbourg ou du moins du maintien du Parlement européen à Strasbourg.

« Je tiens pour absolument certain que le Parlement européen ne quittera pas Strasbourg », déclara le professeur Furler. Au cours de la discussion, il précisa cette opinion. Il croyait que le Parlement européen resterait à Strasbourg jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée, ce qui ne pouvait avoir lieu que d'ici à quelques années.

Le professeur Friedensburg évoqua de façon plus pertinente encore la question de Strasbourg, siège des organismes européens. « Je voudrais que Strasbourg devienne la capitale de l'Europe », déclara-t-il sans ambages. L'Europe n'est pas encore suffisamment réalisée dans les cœurs et les intelligences des peuples. La raison en est l'absence de symbole valable et attachant. Or, d'après le professeur Friedensburg, Strasbourg serait un tel symbole de l'Europe. L'histoire l'aurait prédestinée à ce rôle, en tant que capitale elle serait un don du ciel. Strasbourg est une magnifique ville avec une vieille et riche tradition. Dès maintenant on parle du « Parlement de Strasbourg » et des « organismes strasbourgeois ». « Strasbourg devrait conserver cette résonance. » Voilà ce que disait le professeur Friedensburg.

Voilà donc, après celle de l'Anglais Bevin qui, en son temps, avait proposé Strasbourg comme siège du Conseil de l'Europe, quelques autres déclarations plaçant en faveur de Strasbourg.

Le Gouvernement français sera-t-il moins strasbourgeois et laissera-t-il indéfiniment à des étrangers — même si ce sont des amis ce sont des étrangers quand même — le soin de défendre le renom, le prestige et les intérêts de la capitale alsacienne, autrement dit le renom, le prestige et les intérêts mêmes de la France? Cela paraît proprement inconcevable.

Nous sommes loin de la vocation universelle de la France, dont parlait notre ami Terrenoire hier, nous n'avons qu'une vocation européenne mais nous y tenons, nous l'affirmons avec force et nous demandons l'appui de toutes les bonnes volontés et en premier celui du Gouvernement français.

Où en sommes-nous maintenant? Les exécutifs étudient l'affaire à la demande du conseil des ministres. Un certain nombre d'entretiens ont eu lieu. MM. Werner, premier ministre luxembourgeois, et Schaus, ministre des affaires étrangères, ont rencontré le 21 mars MM. Georges Pompidou et Couve de Murville. Le 23 mars, ils se sont rendus à Rome auprès de M. Saragat. Le 24 mars ils avaient vu M. Luns. D'autres entretiens sont prévus avec les représentants belges et allemands.

Qu'en sortira-t-il? Certainement rien de définitif avant les élections luxembourgeoises.

Ce que nous pouvons en revanche demander dès maintenant, c'est une déclaration officielle du Gouvernement français, définissant clairement sa position, ses intentions et son action. Peut-être n'attendait-il qu'une bonne occasion pour se manifester. Dans ce cas, je suis heureux de la lui fournir.

Jose espérer aujourd'hui que les hommes qui assument la responsabilité de la politique étrangère de la France se rangeront résolument dans le clan des partisans de la ville de Strasbourg.

C'est ce que nous demandons, attendons et espérons. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. le président. La parole est à M. de Lipkowski. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Jean de Lipkowski. Mesdames, messieurs, depuis notre dernier débat de politique étrangère un certain nombre d'événements internationaux se sont produits.

A eux seuls ils suffisent à constituer une réponse à ceux de nos collègues qui, à l'époque, s'étaient interrogés à cette tribune sur le sens ou sur le réalisme de notre diplomatie. Mais il est vrai que nous devons avoir affaire à des tempéraments inquiets, pulsés, au cours du débat d'hier, nous avons entendu exprimer, souvent d'ailleurs avec talent, les mêmes questions sur des problèmes au sujet desquels les faits ont pourtant déjà répondu.

L'Europe paralysée, l'alliance disloquée, la France isolée et par tous condamnée du fait d'une politique inspirée par un nationalisme borné et un irréalisme ou l'arrogance le dispute à la démesure... ce procès finit par devenir singulièrement abstrait dans la mesure où nos procureurs s'obstinent à s'en tenir aux grandes lignes de cette caricature, quels que soient les démentis qu'apporte l'événement.

L'Europe était frappée à mort. C'est du moins ce que l'on nous a dit et redit au cours de l'année 1963. Chacun avait dénoncé à l'envi la manière abrupte, le comportement hautain marquant la conférence de presse du 14 janvier et les Cassandres nous prédisaient que pour avoir ainsi porté un coup fatal à l'esprit communautaire le désenchantement de nos partenaires était tel que le Marché commun ne pourrait plus progresser.

Eh bien ! les Cassandres s'étaient trompés. Le mort, c'est-à-dire l'esprit communautaire, était bien vivant et sa vitalité était telle qu'elle permettait à la Communauté de remporter à la fin de l'année un spectaculaire succès. Les accords de Bruxelles en matière agricole constituaient une éclatante victoire communautaire et un pas décisif dans l'affermissement du Marché commun.

C'est tout au moins ce que nous avions la naïveté de croire.

Eh bien ! il paraît qu'il n'en est rien et que, monsieur le ministre des affaires étrangères, vous n'avez, en réalité, à l'ombre du cocher, fait que poursuivre l'ombre d'une politique !

M. Duhamel nous a dit en substance hier que dès lors que vous aviez appliqué la politique réclamée par les Européens, ce n'était justement plus cette politique qui était la bonne. Vous aviez cru œuvrer pour l'Europe. Grave erreur ! Il suffit que ce soit vous qui fassiez l'Europe pour que, justement, ce ne soit plus la bonne Europe ! (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.) De même qu'hier, et pour certains, l'indépendance de l'Afrique et de l'Algérie, du fait qu'elle était l'œuvre du gaullisme, n'était justement plus la bonne indépendance.

Alors, comment s'y reconnaître ?

La France joue pleinement le jeu du Marché commun et laisse notamment le dernier mot à la commission européenne. Force est donc d'admettre que nous appliquons scrupuleusement l'intégration économique.

Mais il paraît que cette démonstration réelle et pratique ne suffit pas, car l'important ce sont nos principes, et ceux-ci, paraît-il, consistent à ne pas faire cette Europe que pourtant nous faisons. Dès lors, si l'on est partisan de l'Europe, il faut récuser ceux qui la font, non pas en principe, mais bien en pratique.

Car l'essentiel, nous dit-on, c'est d'avoir l'esprit européen, et il paraît que nous ne l'avons pas.

Il faut s'entendre sur cette notion.

L'esprit européen, ce n'est pas, pour nous, la facilité, c'est-à-dire se contenter de références à quelque construction politique supranationale dont personne, ni ici, ni ailleurs, ne nous a jamais vraiment défini les contours.

Pour nous, l'esprit européen, c'est d'abord éveiller un certain patriotisme européen à partir duquel naîtra cette volonté européenne aujourd'hui encore défaillante.

M. Maurice Faure. Très bien !

M. Jean de Lipkowski. Ce réveil d'une personnalité européenne suppose au départ le courage d'être soi-même, c'est-à-dire, pour l'Europe, d'assumer une part du fardeau porté jusqu'ici par la seule Amérique, en se montrant prête à assumer des responsabilités mondiales.

Voilà le fond du problème, et c'est là qu'existe la véritable divergence. Car les mêmes mots ne recouvrent pas les mêmes intentions.

Avec nous, ou plutôt après nous — car le Gouvernement français a été le premier à poser le problème — chacun répète qu'il faut désormais que l'alliance ait deux têtes, afin qu'une association de partenaires égaux puisse s'instaurer entre l'Europe et l'Amérique.

Mais la différence, c'est que les uns veulent vraiment doter l'Europe des moyens de cette égalité, tandis que les autres y répugnent.

Car comment est-il possible, par exemple, de se dire partisan d'une force de dissuasion européenne et d'en refuser en même temps l'un des piliers essentiels que serait la force atomique française ?

Comment parler d'égalité politique avec l'Amérique lorsque, à part la nôtre, aucune volonté en faveur d'une véritable diplomatie européenne originale ne se manifeste ?

Où est-elle cette volonté de l'Europe d'être elle-même, alors que toute initiative qui n'est pas l'alignement sur la politique américaine est condamnée avec effroi ?

Et, en fait d'esprit européen, c'est vraiment faire preuve d'un conformisme décourageant de ne voir dans les initiatives françaises qu'une suite de manœuvres destinées à dresser l'Europe contre les Etats-Unis.

La politique française est une politique en soi et ne se ramène pas aux dimensions dérisoires d'une série de coups d'épingle contre l'ami et l'allié américain.

Il serait, bien sûr, préférable que nos thèses soient le fruit d'une réflexion en commun avec nos partenaires européens. Malheureusement, nous n'en sommes pas là. La personnalité européenne ne s'est pas encore assez affirmée pour que nos amis de l'Europe aient pris l'habitude de penser les problèmes en eux-mêmes et non plus par Washington interposé.

Or les événements n'attendent pas et, sous prétexte d'attendre une politique de l'Europe, on risque de ne plus mener de politique du tout.

Nous n'acceptons pas ce renoncement. Attentifs aux transformations du monde actuel, nous prétendons simplement jouer notre rôle dans cette évolution en faisant preuve de quelque imagination.

C'est par l'exemple qu'il nous faut procéder pour amener, à force de hardiesse et d'imagination, l'éveil d'une politique européenne.

C'est ce que nous faisons en nous opposant à ce qui nous paraît dangereux pour l'avenir des intérêts européens.

Il en va ainsi du traité de Moscou.

A ceux qui nous reprochent sans cesse de ne pas assez tenir compte des réactions allemandes, je voudrais simplement signaler au passage, à propos de ce traité de Moscou, que celui-ci présente justement le danger de renforcer le statut international de l'Allemagne de l'Est. C'est pourquoi il a été accueilli avec les réticences que l'on sait du côté de Bonn.

Monsieur Duhamel, beaucoup plus que le concept des deux Chines, ce traité de Moscou risque de consacrer le partage de l'Allemagne en consolidant le statu quo.

Mais l'exemple nous devons surtout le montrer — et ce sera l'essentiel de mon propos — dans un problème aussi important que celui que pose le tiers monde, chaque fois que la politique américaine nous paraît peu convaincante ou même défaillante.

Ce problème est trop grave pour que l'alignement nous tienne lieu de politique.

Ce n'est pas affaiblir l'alliance, mais au contraire la renforcer, que d'avoir le courage d'exprimer franchement et amicalement notre point de vue ou notre désaccord, comme vous l'avez fait récemment, monsieur le ministre des affaires étrangères, lors de la session de l'O. T. A. S. E. à Manille.

Dans les secteurs du monde où nous craignons voir la politique américaine aller à un échec, c'est notre devoir de le dire, car le monde occidental n'aurait rien à gagner à être dans son ensemble compromis si un tel échec se produisait. Il serait alors pour tous essentiel que l'un des alliés ait proposé les grandes lignes d'une solution de rechange.

Le fond du problème c'est que, devant un monde qui retourne à la pluralité, la pluralité des politiques devient une nécessité. Je voudrais insister sur cette constatation.

Le monde communiste est secoué par des querelles et des dissensions désormais étalées au grand jour. Beaucoup s'empresent de conclure à une rupture de la solidarité marxiste et pensent que l'influence communiste est mortellement atteinte par cette querelle entre Moscou et Pékin.

Nous ne nions certes pas qu'à long terme cet affrontement puisse avoir de redoutables conséquences pour la cohésion communiste. Mais dans l'immédiat, nous pensons que, sous certains aspects, ces divisions d'un bloc qui finalement reste communiste ne présentent pas pour lui que des désavantages.

Les pays que le communisme veut conquérir sont très différents du point de vue de leur structure ou de leur niveau d'évolution.

Or, pour toutes ces situations différentes, le communisme peut tirer un avantage à offrir des solutions différentes. En fait, et sans l'avoir voulu, le communisme est en mesure d'offrir le choix entre trois formules : la formule russe, la formule chinoise et la formule yougoslave.

Pour les pays industrialisés, il offre la formule de Moscou qui, petit à petit, apparaît sous un jour moins redoutable depuis que l'on nous dit que la Russie se libéralise ou s'embourgeoise.

Pour les pays semi-évolués, il y a la formule yougoslave : Tito est là pour prouver que l'on peut être à la fois nationaliste et communiste et que l'on peut opter pour le socialisme tout en gardant de bonnes relations avec l'Occident.

Enfin, pour tous les pays qui ont faim, pour les pays en haillons, pour tous ces peuples pauvres qui ont une susceptibilité anticolonialiste, l'exemple de Pékin constitue un puissant attrait.

Devant ce monde communiste qui offre trois visages, croyez-vous vraiment que ce soit un avantage pour le monde libre de n'en offrir qu'un seul ?

Croyez-vous que l'Amérique doive être la seule à offrir sa formule à toute une série de peuples sous-développés ?

A la diversité communiste qui, ne nous y trompons pas, n'a pas encore fondamentalement mis en cause l'idéal marxiste, nous essayons d'opposer une diversité du monde libre qui ne mette nullement en cause notre solidarité. Et à l'instar de M. Raymond Aron, qui ne passe pas spécialement pour un inconditionnel, nous sommes convaincus que cette action diverse n'est pas contraire aux intérêts bien compris de l'Occident considéré dans son ensemble.

Il serait vraiment paradoxal que le monde occidental s'obstine à se figer dans un monolithisme qui n'est désormais plus le fait du monde communiste. Monolithisme dangereux, car il nous interdirait toute politique originale à l'égard du tiers monde.

En définitive, le grand problème de notre génération, c'est de savoir dans quel camp vont basculer les deux milliards d'hommes des pays non engagés. Aucune force atomique, aucun pacte militaire, qu'il soit atlantique ou de l'Asie du Sud-Est, ne protégerait le monde libre si les peuples qui ont faim, si les peuples sous-développés baseaient dans le camp communiste.

Or, ces peuples se veulent non engagés, c'est-à-dire qu'ils ne veulent pas être contraints à choisir entre Washington et Moscou. Ils s'efforcent de trouver une troisième voie préservant leur personnalité et leur neutralité.

En attendant que l'Europe se décide à penser par elle-même, la France cherche à ouvrir cette troisième voie, en proposant des formules originales qui respectent cette volonté de non-alignement. C'est le cas en Asie, c'est le cas en Afrique, c'est le cas en Amérique latine.

Ramener le problème à des termes comptables, c'est vraiment le simplifier à l'extrême.

On nous a dit hier que notre tentative était vouée à l'échec, car démesurée financièrement. Tous ces peuples, et notamment ceux de l'Amérique latine, n'attendraient, paraît-il, de nous que des crédits et seraient vite déçus de nous voir incapables de prendre le relais de l'aide américaine.

Or ce n'est nullement notre intention et, de plus, je suis convaincu que, pour l'essentiel, ce n'est pas seulement cela que l'on attend de nous. Ce que ces peuples attendent, c'est une compréhension de leurs problèmes; ce sont des formules économiques et politiques qui tiennent compte de leur condition de sous-développés et de leur volonté de rester des non-alignés.

Croyez-moi, monsieur Duhamel, ces peuples ont parfaitement compris qui était leur meilleur avocat en voyant la France proposer, dès l'ouverture de la conférence mondiale du commerce à Genève, un plan aussi hardi que généreux concernant la stabilisation des prix des matières premières, des denrées agricoles et des produits tropicaux.

Sur le plan politique, je crois aussi qu'ils ont parfaitement compris, en écoutant la voix de la France, de quel côté se levait l'espoir de voir leur personnalité enfin respectée.

S'il est vrai que les Nations Unies sont le rendez-vous du tiers monde, je me contenterai, pour répondre aux critiques venues de certains bancs, de citer le témoignage d'un homme éminent du tiers monde, M. Thant, secrétaire général des Nations Unies, actuellement reçu à Paris, qui dans son propos d'hier soulignait — je cite — « les extraordinaires qualités de leadership du général de Gaulle », et vantait notre politique, « cette politique qui — disait-il — a déjà inspiré une réévaluation fondamentale de certains problèmes ».

Combien, devant cette situation, les accusations de « nationalisme étroit conduisant à l'isolement » apparaissent dérisoires !

A propos de nationalisme, je voudrais au passage souligner qu'il faudrait tout de même en finir avec certains clichés.

On dirait vraiment, à entendre certains, qu'il y a d'un côté, non pas des nations, mais une association philanthropique uniquement inspirée par des sentiments altruistes, et de l'autre un seul pays, la France, atterré dans un nationalisme périmé.

Or, je voudrais qu'on me cite un seul pays qui ne soit pas mu par le souci de ses intérêts nationaux.

En réalité, seuls feignent de ne pas comprendre le véritable sens de notre nationalisme, ceux qui ont choisi de condamner une fois pour toutes : car ce nationalisme si étroit qu'il a abouti à l'indépendance de quatorze pays africains et a eu, seul, le courage de mettre un terme à la douloureuse affaire d'Algérie, ce nationalisme, il est si bien compris partout dans le monde que jamais la France n'a été plus entourée ni plus recherchée.

Singulier isolement que celui qui conduit le Chef de l'Etat à voir partout réclamer sa visite comme un honneur suprême ! (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

En définitive, c'est renforcer l'alliance que de voir ces hommes du tiers monde réclamer désormais la venue de de Gaulle, car à défaut de lui, ils n'auraient peut-être plus un jour, dans leur désarroi, et comme ultime recours contre l'éventuelle incompréhension du monde libre, qu'à se résigner à celle de M. Khrouchchev.

Mesdames, messieurs, j'en termine.

Nous ne croyons pas que l'idéal de la France soit un rôle empreint de modestie, et sa seule préoccupation, celle de la prospérité. Il y a là une philosophie quelque peu desséchée qui ne tient pas compte de notre tempérament. Ce pays ne se retrouve lui-même que lorsqu'il donne au monde certaines valeurs de dépassement.

Pour la jeunesse de ce pays, les lampions, comme on a dit, ne s'éteindront pas, car ce qui s'est allumé, c'est la flamme d'une France qui a de l'avenir plein l'esprit. Et cette jeunesse nous sera reconnaissante d'avoir redonné à ce pays une dimension internationale, et surtout de nous être efforcés de forger un univers acceptable pour l'homme.

Car en définitive — et c'est peut-être le fond du problème — par la force des choses, le monde né à Yalta il y a vingt ans, le monde des hommes prisonniers de deux blocs est bien mort. C'est cela dont nous avons pris acte et dont nous avons conscience.

Construire un monde à la mesure de l'homme, telle est notre politique, car telle a toujours été notre vocation. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires étrangères. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur les bancs du groupe des républicains indépendants.)

M. Maurice Schumann, président de la commission des affaires étrangères. Mes chers collègues, depuis plus de dix-huit ans que j'appartiens à cette Assemblée, c'est la première fois, je crois, que je monte à la tribune pour marquer mon accord, non certes sur les conclusions, mais sur l'analyse de l'orateur du parti communiste qui m'y a précédé.

J'ai maintes fois apprécié, à la commission des affaires étrangères, la courtoisie de mon collègue M. Louis Odru. Je vais aujourd'hui lui rendre la pareille et, pour être sûr de ne pas donner de ses paroles une fausse interprétation, je les résumerai, si vous le voulez bien, d'après cet extrait de l'*Humanité* :

« La fidélité à l'alliance atlantique demeure un des thèmes rituels des professions de foi du pouvoir. Aussi le retrait des officiers de marine français de l'état-major de l'O. T. A. N. ne doit-il pas créer d'illusion. Conséquence logique du retrait d'unités navales françaises au commandement atlantique, cette nouvelle mesure ne vise sans doute à rien d'autre qu'à appuyer les demandes du pouvoir gaulliste qui aspire à jouer un plus grand rôle dans la coalition. L'alliance particulière conclue par de Gaulle et Adenauer s'inspirait aussi pour une large part du même dessein ».

Réserve faite du vocabulaire, bien entendu, je partage ce que l'auteur de l'article appelle son « absence d'illusion ».

Je ne suis d'ailleurs pas le seul de cet avis puisque, comme vous avez pu le constater hier même, au moment où nous commençons notre débat, M. Dean Rusk, secrétaire d'Etat américain, soulignait que les divergences entre nos deux pays étaient bien peu de chose en regard de la solidarité que nous savons déployer quand de véritables crises internationales éclatent, par exemple à Cuba ou à Berlin.

Je crois aussi pour ma part, que mettre ou tenter de mettre, par une série de révisions, la politique française à l'heure du monde tout en accroissant le poids spécifique de l'Europe et de la France dans la coalition, c'est servir la cause commune de l'Occident, et c'est précisément pourquoi je ne partage pas certaines condamnations, qui me paraissent à la fois trop subtiles dans leurs attendus et trop sommaires dans leurs conclusions.

Pensons d'abord à l'Asie, car, quant à moi, ce sont les faits que j'interroge.

Qu'avons-nous vu ces derniers jours ? Nous avons vu tous les occidentaux se comporter, au moins extérieurement, comme si le prince Souvannah Phouma était non seulement le chef du gouvernement légitime, mais encore — je cite — « le garant de la seule politique qui puisse rendre au royaume laotien l'unité et la paix ».

Je me rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, cette thèse était litigieuse. Elle était même, monsieur le ministre des affaires étrangères, quelque peu hérétique; elle était un grief contre la France et elle contribuait à nourrir des suspensions qui, comme dit quelque part Pascal, s'appliquent successivement à « tous les cantons de l'univers ».

Aujourd'hui, selon les déclarations officielles, Washington épouse le choix et le vocabulaire de la France, tant il est vrai, mes chers collègues, que la meilleure façon d'établir et de rendre efficace la nécessaire solidarité des puissances occidentales n'est pas de la confondre avec l'alignement systématique de la France. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

Poussons un peu plus loin notre analyse.

Quelle est la formule cautionnée par Paris, par Londres et par Washington ? C'est bien celle de la neutralité du Sud-Est asiatique. D'ailleurs, cette règle ne s'applique pas seulement au Laos. L'Indonésie en a fait, de la part de Washington, l'expérience à son bénéfice et la Grande Malaisie à son détriment.

Alors, la neutralisation doit-elle être présentée comme le fourrier du communisme dans un des pays de l'ancienne Indochine et, dans l'autre, comme son antidote ?

La France commet-elle une sorte de péché mortel en préconisant au Viet-Nam la politique que ses alliés américains et britanniques — malgré certaines résistances qui, d'ailleurs, n'ont pas toutes désarmé — pratiquent au Laos avec elle ? La question était déjà posée avant ce qu'on a appelé le week-end mouvementé de Vientiane. Les événements se chargeront, je le crois, de précipiter la réponse.

Enfin, rappelez-vous la déclaration si énergique et si opportune qu'a faite, dès l'autre dimanche, le porte-parole du département d'Etat. « Les Etats-Unis... » — a-t-il dit — « ... continuent d'appuyer sans réserve les accords de Genève de 1962 qui ont permis la constitution d'un gouvernement tripartite au Laos ».

Alors, faut-il redire que la Chine a participé à la négociation et à la signature des accords de Genève de 1962, qui n'auraient pu être ni négociés, ni signés en son absence ?

Rien à vrai dire ne me paraît plus singulier et plus éloigné des réalités que certaines déclarations graves, pour ne pas dire pesantes, par lesquelles on s'est plu à nous dire que la reconnaissance de Pékin était justifiée, mais inopportune. Sur ce point, une réponse très pertinente a été donnée hier par M. Jacques Duhamel.

Je retrouve, moi aussi, dans un tel vocabulaire la marque de cette « politique à 50 p. 100 » qui nous a si souvent privés dans le passé, et notamment au lendemain de 1954, du bénéfice de nos meilleures initiatives.

Sans doute aurait-il fallu attendre, pour conclure à l'opportunité de la décision, que les événements eussent pris au Laos — et pas seulement au Laos, mais aussi au Cambodge et ailleurs — une tournure irrémédiable. S'il est vrai que, sans la Chine, on ne puisse faire en Asie ni la guerre, ni la paix, il n'était que temps de s'en apercevoir et d'appliquer en cette matière, comme en d'autres, la profonde maxime d'un moraliste français : « Il faut en politique vouloir les conséquences de ce qu'on veut. »

En Amérique, d'ailleurs, il s'élève désormais beaucoup plus de voix pour en convenir que pour s'en indigner. En écoutant hier soir les discours, par ailleurs excellents, de mes collègues du groupe socialiste, en particulier celui de M. Delorme et celui de M. Raust, je ne pouvais me défendre de me dire que les partis, qui réclament depuis des années l'établissement de relations officielles entre Paris et Pékin, n'en disconviendraient pas non plus, si dans cette matière, comme dans certaines autres, le général de Gaulle n'avait le tort de rendre à leur clairvoyance l'hommage indiscret de son efficacité. (*Rires et applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. et sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

Ajouterai-je enfin que, quand il s'agit du Sud-Est asiatique, la France a peut-être le droit de faire entendre les avertissements qu'elle tire de son expérience ? Il faut que ce soit dit à cette tribune, si beaucoup, beaucoup trop de ses fils n'y étaient pas tombés, il y a longtemps qu'une certaine vague aurait recouvert tout le Sud-Est asiatique, et Moscou n'aurait pas plus à s'en féliciter aujourd'hui que Washington.

Et l'Amérique latine ? Mes chers collègues, tout démontre — on l'a déjà dit à son propos — que le pire service à rendre au monde libre serait d'enfermer l'Amérique latine dans une alternative dont les deux branches seraient, d'une part, l'attraction économique exclusive de la grande puissance qui la surplombe et, d'autre part, la fuite en avant vers le « fidélisme », le « castrisme » ou le « maoïsme ».

Le président Kennedy l'avait d'ailleurs compris et l'avait dit. Il avait même choisi la date de son séjour à Paris pour le dire. Il faisait preuve ainsi d'un sens plus averti, parce que plus audacieux, du véritable intérêt des Etats-Unis d'Amérique du Nord que beaucoup de ceux qui, de ce côté-ci de l'Atlantique, s'en font les juges trop empressés.

Mais cette opinion je voudrais la soumettre pour ma part, au jugement de ce qu'on a appelé les Etats généraux du tiers monde,

à la conférence de Genève sur le commerce, qui vient d'entendre un de nos anciens collègues, M. André Philip, définir et développer le plan français d'organisation des marchés nationaux. En proposant de rapprocher les prix du marché mondial — je cite les têtes de chapitre du plan — des prix pratiqués sur les marchés intérieurs des pays développés, en proposant de permettre d'éculer les excédents sous forme d'aide alimentaire par des actions concertées afin de favoriser la croissance économique des pays bénéficiaires, en proposant de garantir des recettes d'exportation convenables aux pays exportateurs moins développés, le plan français, je le crois, représente le premier grand effort pour soustraire les pays du tiers monde à ce qu'on pourrait appeler le cycle infernal de l'assistance.

Le vrai problème ne consiste pas, en effet, à jeter quelques vivres au fond du gouffre de la faim, mais à y jeter une corde afin que ceux qui sont au fond puissent en sortir par leurs propres efforts.

Et voilà la première réponse à ceux qui nous disent : la politique française à l'égard des pays du tiers monde est lourde de dangers, car elle fait naître des espoirs qu'elle ne pourra jamais satisfaire.

Elle ne fait pas naître des espoirs ; elle constate des besoins et le devoir n'en serait pas moins impérieux parce que nous aurions essayé de nous mettre la tête sous l'aile pour ne pas le voir.

Et, contrairement à ce qu'on dit souvent, elle ne prétend pas non plus les satisfaire, puisque aussi bien la proportion du revenu national consacrée à la coopération doit être considérée et est considérée par tous comme un plafond, si même on ne doit pas aller jusqu'à dire, comme il m'a semblé le comprendre à travers certains propos de M. le ministre des affaires étrangères, que la somme à laquelle elle correspond aujourd'hui est un maximum en chiffres absolus. C'est bien pourquoi l'accent a été souvent mis, hier encore, sur la coopération technique et culturelle, dont, soit dit en passant, les crédits — ils figurent au budget de votre ministère, monsieur le ministre des affaires étrangères — devraient être — la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale le répète depuis des années — fortement augmentés. C'est aussi pourquoi il est nécessaire et urgent de coordonner et de concerter les politiques respectives et dispersées d'aide au tiers-monde que pratiquent les pays européens, à commencer par les six pays membres de la Communauté économique européenne.

Ceux d'entre nous qui le disent — comme M. Duhamel l'a fait ici même — ont raison, cent fois raison ; mais je ne suis pas sûr qu'ils aient raison d'insinuer que l'obstacle à cet examen commun et le responsable de cette dispersion est le Gouvernement français.

J'ai le souvenir que certaines offres ont été faites au chancelier Ehrhard, lors de son dernier séjour à Paris. Peut-être la réponse que nous fera tout à l'heure M. le ministre des affaires étrangères nous dira-t-elle quel accueil la République fédérale allemande leur réserve.

Je m'exprime sur ce point avec espoir, mais aussi avec une réserve intentionnelle. Mais, croyez-moi, ici non plus il n'est pas nécessaire pour avoir raison de donner tort à la France.

Cela m'amène à traiter brièvement du problème le plus controversé, en m'appliquant à le dépassionner. Je veux parler, naturellement, du problème européen.

Pour un homme qui croit, comme M. Jacques Duhamel ou comme moi-même, que toute confédération doit à la longue ou bien se dissoudre ou devenir une fédération, pour un homme qui croit que l'achèvement de l'Europe suppose la création d'une autorité politique, extérieure et supérieure aux Etats, bref, pour un homme qui a été le collaborateur et qui demeure le disciple de Robert Schuman, deux attitudes sont possibles : la première tient en une phrase : tout ou rien. La seconde accueille toutes les pierres pourvu qu'elles servent à faire monter l'édifice.

Alors, ai-je tort de penser que la seconde est la bonne, à partir du moment où il est admis — ce qui n'a pas toujours été le cas — que le présent n'hypothèque pas l'avenir, à partir du moment où il est précis, comme vous l'avez fait à cette tribune, hier, monsieur le ministre des affaires étrangères, que « nul ne peut dire ce que sera l'Europe unie au terme de cette évolution ? »

J'ai envie d'invoquer ici deux arbitres. Le premier, que M. Odrum me reproche certainement, c'est le chancelier Adenauer. Le chancelier Adenauer est le seul survivant de ceux que l'on a appelés à bon droit les pères de l'Europe. Vous savez quelle opinion il n'a cessé de professer, alors qu'il était à la chancellerie et depuis qu'il l'a quittée, sur les grandes lignes de la politique française.

Le second — pardonnez-moi — c'est Robert Schuman lui-même. Bien que j'aie été pendant plusieurs années son collaborateur de chaque instant, j'évite de mettre son nom au service d'un effet de tribune ; mais, en revanche, je le lis et je le relis souvent.

M. Jacques Duhamel m'a donné hier, entre autres bonnes idées, l'envie de le relire. J'ai donc ouvert son livre posthume intitulé *Pour l'Europe* et voici ce que j'ai trouvé à la page 148 :

« Mais serait-il possible, dès maintenant, de conclure un engagement d'après lequel les gouvernements et les parlements s'inclinent devant toute décision qui serait prise, non pas à l'unanimité, mais par la majorité des Etats ou par la majorité d'une assemblée commune ? Nous parlons de décisions graves qui mettent en cause la paix ou la guerre, c'est-à-dire la vie des citoyens, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire.

« Je ne crois pas que nous soyons mûrs pour un tel transfert de responsabilités, ou une majorité de volontés internationales puisse s'imposer à la volonté nationale dans un domaine où l'existence même d'un pays peut être en cause. Quel déchaînement de passions et de suspensions serait à redouter !

« Or, l'idée même d'un gouvernement fédéral et celle d'un parlement fédéral impliquerait, me semble-t-il, un tel pouvoir de décision majoritaire, liant les Etats fédérés.

« J'estime que ce serait bruler les étapes, s'engager prématurément et imprudemment dans la voie d'un dessaisissement de la souveraineté nationale sur des points d'importance essentielle. » (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. Jacques Duhamel. Puis-je vous demander à quelle date a été prononcé ce discours ? Depuis dix ans, nous aurions pu espérer que ce qui n'était pas mûr le devienne. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Raoul Bayou. C'est tout le problème.

M. le président de la commission des affaires étrangères. Je partage cet espoir, mon cher collègue. Au moment où vous m'avez interrompu, je ne savais pas à quelle date ce discours avait été prononcé.

M. Raoul Bayou. C'est regrettable.

M. le président de la commission des affaires étrangères. Non, je ne le savais pas.

M. Raoul Bayou. Depuis cinq ans, nous marchons à reculons.

M. le président de la commission des affaires étrangères. Je viens de le vérifier : sauf erreur, il a été prononcé en 1959, c'est-à-dire — comme dirait M. de La Palice — après 1958. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. Raoul Bayou. L'aveu est flagrant.

M. le président de la commission des affaires étrangères. Ainsi, mesdames, messieurs, c'est M. Robert Schuman qui nous présente — car le mot figure dans le discours — l'Europe de la coopération comme une étape — sur ce point nous sommes tous deux d'accord avec lui, monsieur Duhamel — comme une étape, disais-je, non seulement acceptable, mais souhaitable. En revanche, on chercherait en vain, dans ses écrits, l'idée qu'un pays, si grand et si ami soit-il, puisse être introduit dans l'Europe politique en gestation sans s'être d'abord plié aux règles, à toutes les règles des communautés existantes.

Quant l'Europe économique est irréversible, elle est déjà l'Europe politique, mais elle cesserait d'être irréversible si nous donnions à l'Europe politique d'autres frontières qu'à l'Europe économique.

C'est, j'en ai la conviction, en nous engageant dans cette voie que nous rendrions impossible, après-demain, l'Europe communautaire et, demain, l'Europe de la coopération, bref, toutes les Europes politiques possibles. Je vais au bout de ma pensée : mieux vaut, à mon avis, marquer une pause qu'accepter ce qui, pour le coup, mon cher collègue, serait incontestablement un recul.

Mais jusqu'à quand cette pause durera-t-elle ? Je ne suis pas prophète. Je suis seulement tenté de penser que la fin des périodes électorales dans lesquelles la Grande-Bretagne et les Etats-Unis sont virtuellement entrés, aura une grande importance.

A titre de simple exemple, sans préjuger le choix de nos amis anglais, mais pour dissiper les équivoques dont on s'obstine à vouloir entourer le problème de la défense nucléaire, je voudrais rappeler le raisonnement par lequel le *labour party*, le parti travailliste anglais, justifie sa méfiance à l'égard de la force de dissuasion nationale.

« Nous sommes prêts, disent les leaders du parti travailliste anglais, à renoncer à notre force de dissuasion si une direction collective et paritaire de la stratégie nucléaire est substituée au monopole américain. » Au fond, le raisonnement des travaillistes anglais se ramène à ceci : « Ce qui nous importe, ce n'est pas d'exercer un contrôle sur cinq pour cent, six pour cent, huit

pour cent, voire dix pour cent de la force atomique et nucléaire de l'Occident ; ce que nous voulons, c'est exercer un contrôle sur l'ensemble de cette force atomique. Nous sommes prêts, par conséquent, à renoncer à la nôtre et, ajoutent-ils, même en période électorale, à transférer la totalité des économies ainsi réalisées sur l'accroissement des dépenses consacrées aux forces conventionnelles — ce qui représente de leur part un acte politique extrêmement courageux — mais à la condition que nous soyons désormais associés à toutes les étapes de la décision d'emploi. »

C'est là une attitude qui se défend fort bien. Mais je dois avouer que lorsqu'un travailliste anglais — et non des moindres — est venu me l'exposer, je me suis permis de lui poser une question. Je lui ai dit : « A supposer, comme le croient la plupart des observateurs, que les Etats-Unis — ne serait-ce qu'en raison des scrupules ou des véto du Congrès, en particulier de la commission atomique des deux chambres du Congrès — ne puissent pas vous donner satisfaction, que feriez-vous ? » La réponse fut alors : « Eh bien ! nous nous tournerions vers la France en vue d'établir une coordination de nos deux forces de dissuasion nationales et par là même, ce qui est le but, d'accroître à l'intérieur de l'alliance, le poids spécifique de l'Europe. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

Nous apercevons ainsi, mes chers collègues, les voies par lesquelles pourrait être levé le fameux préalable anglais ; mais nous comprenons aussi du même coup ce qui s'est dit il y a quelques jours à l'issue d'un déjeuner organisé par l'association de la presse anglo-américaine.

Notre collègue M. Gaston Defferre n'étant pas présent, je me bornerai à citer ses paroles sans aucun commentaire.

Comme il venait de rappeler qu'il était opposé à la force française de dissuasion, un journaliste lui demanda : « Arrêteriez-vous immédiatement, si vous deveniez Président de la République, la construction de l'usine de Pierrelatte ? »

« Certes non ! répondit M. Defferre sur le mode ironique, je prendrais d'abord connaissance du dossier complet de l'affaire, y compris de sa partie secrète, car je suis loin d'en posséder tous les éléments. »

Une voix sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T. C'est un Marseillais ! (*Rires sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. le président de la commission des affaires étrangères. Cette circonspection fait, à mon avis, le plus grand honneur à M. Gaston Defferre.

M. Eugène Montel. Nous sommes solidaires de ces déclarations !

M. le président de la commission des affaires étrangères. Je suis heureux de vous l'entendre dire et cette affirmation de solidarité donnera encore un peu plus de poids au commentaire que je vais me permettre d'esquisser. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

Grâce, disais-je, à la circonspection du candidat socialiste à la présidence de la République, qui fait honneur à ses amis et à lui-même, nos amis Anglais sont sûrs, quoi qu'il arrive, de trouver une force française à coordonner avec la leur le jour où ils se tourneront vers l'Europe avec la résolution d'y entrer. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. Raoul Bayou. Il faut faire une force européenne, mais non nationale !

M. le président. Désirez-vous la parole, monsieur Bayou ?

M. Raoul Bayou. Non, mais...

M. le président. Alors, laissez parler l'orateur. »

M. le président de la commission des affaires étrangères. Je crois que je donnerai tout de même à M. Bayou l'occasion de m'interrompre dans un moment.

Est-il impossible enfin — et ce sera mon tout dernier point — de poser dans le même esprit, calmement, clairement, le problème de l'O. T. A. N. ? Si j'avais un reproche à faire à votre discours d'hier, monsieur le ministre des affaires étrangères, ce serait de ne pas l'avoir encore abordé.

Or, je crois qu'il n'est pas trop tôt pour le poser. Qu'advient-il, en effet, du Traité atlantique conclu pour vingt ans en 1949 ? Le problème est déjà devant nous puisque deux réponses sont déjà exclues. En premier lieu, personne — je dis bien personne — ne croit que le système sur lequel repose la défense de l'Occident puisse rester, au-delà de l'échéance, organisé tel qu'il est à l'heure actuelle. Pour la deuxième — et pour la dernière fois, je le précise — je cite encore une fois M. Gaston Defferre, qui, à son retour d'Amérique, a prononcé la phrase suivante :

« Avant 1970, l'alliance atlantique devra signifier que nous sommes des partenaires égaux et qu'aucune décision atomique, où que ce soit dans le monde, ne peut être prise par les

Américains sans notre accord. » (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur plusieurs bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. André Rey. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur Schumann ?

M. le président de la commission des affaires étrangères. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. André Rey, avec l'autorisation de l'orateur.

M. André Rey. Dans la déclaration que vous venez de citer, le président Gaston Defferre a dit qu'il n'était pas d'accord avec le chef de l'Etat sur les méthodes actuellement employées pour obtenir la révision du pacte de l'Atlantique et les objectifs recherchés.

Je vous remercie de m'avoir permis, dans un esprit d'objectivité et de vérité pure, de rectifier ce que vous avez dit.

M. le président de la commission des affaires étrangères. Je vous remercie très vivement, mon cher collègue, de votre interruption.

Je constate que vous n'avez pas contesté la citation que j'avais faite. Vous avez dit que M. Gaston Defferre était en désaccord — je l'avais rappelé — sur les méthodes et même — vous voyez que j'ai de bons auteurs sous les yeux — sur ce qu'il a appelé les « humeurs et les foucades de la politique française ».

Vous voyez que je vous fais la partie belle. Cependant quand je relis cette phrase : « Avant 1970 l'alliance atlantique devra signifier que nous sommes des partenaires égaux et qu'aucune décision atomique, où que ce soit dans le monde, ne peut être prise par les Américains sans notre accord », alors je me dis que mon vieil ami Gaston Defferre (*Murmures sur les bancs du groupe socialiste*), mon vieil ami personnel Gaston Defferre...

M. Eugène Montel. Votre insistance à son égard est déplacée.

M. le président de la commission des affaires étrangères. ... est un peu prisonnier de son héroïque passé gaulliste à la manière d'un certain héros d'Edmond Rostand.

Il n'est « pas prisonnier mais... », comme une sorte de nouvel Aiglon dont M. Guy Mollet serait le Metternich (*Rires sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*) dont, soit dit sans mauvais jeu de mot, sa haute conscience serait le flambeau, mais qui, comme l'autre, aurait beaucoup plus de chance de trouver dans ses rêves que dans son avenir les blés brûlants de Wagram et le soleil d'Austerlitz. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Après avoir constaté que nous étions tous d'accord sur la nécessité, pour prolonger l'alliance atlantique, de lui donner une autre organisation que celle qu'elle a à l'heure actuelle, je voudrais dire — et là nous allons nous retrouver encore plus d'accord que tout à l'heure — que la disparition pure et simple de l'O. T. A. N. en 1969 semble inimaginable à la lumière des déclarations officielles les plus récentes.

Pour justifier la force de dissuasion nationale, cette force de dissuasion nationale que condamne, au contraire, M. Defferre comme je le rappelais à l'instant, le général de Gaulle, dans son dernier discours, a employé deux arguments.

« D'abord » — a-t-il dit et M. Odru le lui reprochait hier — « l'ambition des Soviétiques et la nature de leur régime font encore peser sur le monde libre, de part et d'autre de l'Atlantique, la menace d'un terrible conflit. »

« Et ensuite — a-t-il dit — la France ne peut s'en remettre entièrement de sa défense et par là de son existence à ses alliés américains, qui, exposés eux-mêmes directement à la mort, ne pourraient peut-être lui éviter la destruction et l'invasion. »

Eh bien ! qu'on épouse ou non ce raisonnement — je comprends fort bien qu'on le conteste — on doit constater qu'il met hors de discussion, avec les causes mêmes de l'alliance, son irréversibilité.

Le grand fait nouveau qu'a souligné hier M. le ministre des affaires étrangères, et que soulignait le Président de la République, c'est que l'Amérique a cessé d'être invulnérable et qu'elle ne le redeviendra plus. Alors, en tirant les conséquences de cette révolution stratégique, on est conduit, non certes à nier une solidarité qui, des deux côtés de l'Atlantique, n'a jamais été plus évidente, mais à compléter une assurance que le développement des moyens de destruction suffit à rendre problématique.

Eh bien ! s'il est vrai, mesdames, messieurs, que l'alliance atlantique doit être à la fois préservée et rebâtie, faut-il attendre — c'est la question que je pose au Gouvernement — la veille de l'échéance pour s'en apercevoir ? Ne doit-on pas, au contraire, opérer la réforme de l'O. T. A. N. à froid, alors

que le traité est encore en vigueur, Dieu merci ! pour plusieurs années ? N'est-ce pas la meilleur ou plutôt la seule façon d'éviter une solution de continuité ?

Il est, certes, regrettable que le refus d'engager la discussion, et notamment de reconnaître à la marine française les responsabilités plus larges qu'elle assume dans l'Atlantique depuis la fin de la guerre d'Algérie, amène la France à prendre des initiatives unilatérales en vue de pousser à la révision ; mais il reste que cette révision est le bon moyen de prolonger une alliance nécessaire. Je crois, en toute franchise, qu'entreprise à la veille de 1969, elle nous exposerait à une crise très grave, alors qu'amorcée dès maintenant elle peut nous l'épargner.

Monsieur le Premier ministre, monsieur le ministre des affaires étrangères, mes chers collègues, ici, et à plusieurs reprises, à propos de la politique extérieure de la France, le gaullisme a été en cause. Il m'arrivait parfois de trouver ce ton un peu dangereux pour ceux qui l'employaient, car enfin, il y a peut-être quelque imprudence à lancer un défi direct au mot qui, pour l'histoire — nul, j'en suis sûr, ici ne le contestera, car il y a des gaullistes de la guerre sur tous les bancs — assure la continuité et rassure l'honneur de la France. (*Vifs applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur plusieurs bancs du groupe des républicains indépendants.*)

Mais, à la réflexion, j'ai changé d'avis, je trouve que le vocabulaire est bon. On peut, certes, reprocher au Gouvernement d'appliquer à sa politique, alors qu'il est à la tête d'un Etat organisé, redressé, avec lequel le monde doit compter et sait qu'il doit compter, la maxime qu'employait le Général de Gaulle, en 1942, devant Winston Churchill : « J'ai, vous le savez, la charge des droits et des intérêts de mon pays ; c'est trop lourd, et je suis trop pauvre pour que je puisse me courber. » Mais on ne peut pas dire que les maximes aient changé ; car jamais, jamais mieux qu'entre 1940 et 1944, le sens de l'interdépendance n'a été lié à une certaine passion de l'indépendance. (*Vifs applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur plusieurs bancs du groupe des républicains indépendants.*)

La fidélité aux alliances irréversibles de la France, c'est l'origine même, c'est la substance même de l'appel du 18 juin. Mais si, même au temps de la plus grande faiblesse, de Saint-Pierre-et-Miquelon au Rhin en passant par Bir-Hakeim, le droit d'un allié — qui ne se confond jamais avec celui d'un suppléant — n'avait pas été revendiqué pour la France, Strasbourg n'aurait pas été sauvé en 1944 et le feld-maréchal Keitel n'aurait pas dit le 8 mai 1945, en voyant le général de Lattre de Tassigny à côté du maréchal Joukov, du maréchal Montgomery et du général Eisenhower : « Quoi ! Les Français aussi ? » (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

En vérité, de 1940 à 1945, le gaullisme fut à la fois, et avec la même insistance, l'affirmation que la France ne pouvait rien par elle seule et l'affirmation que la France était quelque chose et quelque'un par elle-même.

Ces maximes, complémentaires autrefois, je ne crois pas, mesdames, messieurs, qu'elles soient devenues inconciliables et je me prends à espérer, bien au contraire, que, grâce à elles, nous en viendrons un jour — c'était l'intention profonde des citations que j'ai produites à la tribune et qui n'obéissaient à aucune des arrière-pensées que vous pourriez me prêter (*l'orateur se tourne vers les bancs socialistes*) — à placer, non pas — vous aviez raison de le souligner, monsieur Rey — les méthodes ou les modalités d'application, mais les principes généraux de notre politique extérieure au-dessus des contestations et des vicissitudes de la politique intérieure.

Quant à nous, notre rôle est d'infléchir, il est de nuancer, il est d'avertir, il est par-dessus tout de maintenir les perspectives à long terme que nous tirons de notre doctrine, notamment en matière européenne. Mais je ne crois pas, en vérité, qu'il puisse être de décrier, de persifler, de travestir, de nier l'évidence. Or cette évidence, c'est que, quand les peuples du Sud-Est asiatique à la Pologne et de l'Amérique latine à la Roumanie, se remettent à dire : « Quoi, les Français aussi ! », l'Occident et l'Europe n'ont rien à y perdre et tout à y gagner. Car la France n'est jamais plus utile au monde que quand elle obéit à la maxime de Péguy : « Porte-toi sur demain ! » (*Vifs applaudissements prolongés sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T., sur les bancs du groupe des républicains indépendants et sur quelques bancs du centre démocratique.*)

M. André Raust. Je demande la parole.

M. le président. Monsieur Raust, je ne pourrais vous donner la parole que pour interrompre un orateur avec son autorisation, à moins que vous ne vous inscriviez dans la suite du débat.

La parole est à M. Abelin. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.*)

M. Pierre Abelin. Mesdames, messieurs, après deux déclarations, l'une ministérielle, l'autre présidentielle qui se complètent

parfaitement, la confusion n'est pas encore totalement dissipée dans certains esprits. Les mêmes paroles, souvent éloquentes, recouvrent encore des réalités très différentes.

Pour les uns, la France, poursuivant sa politique d'indépendance nationale et de grandeur, affirme avec éclat une activité éminemment favorable à la paix et aux populations déshéritées. Elle gagnerait en prestige et en autorité ce qu'elle perdrait en amitié et en confiance chez ses alliés les plus sûrs et les plus anciens et aussi chez tous ses partenaires de la C. E. E. Sa liberté d'action serait plus grande que celle de tous les peuples du monde. La France constituerait un merveilleux exemple pour toutes les nations nouvellement venues à l'indépendance qui cherchent leur voie entre les deux principales puissances atomiques du monde.

Peuples de la terre, suspendez votre marche et profitez des leçons que nous allons vous donner !

M. de Lipkowski s'adresse plutôt aux populations sous-équipées. Mon ami Maurice Schumann ajoute à cet appel celui qu'il formule aux Etats-Unis d'Amérique.

D'autres que les orateurs précédents sont moins admiratifs. Jugeons des faits.

Conscient de la perfection à laquelle nous accédons depuis bientôt six années, M. le ministre des affaires étrangères, pour lequel j'ai personnellement depuis trente ans de l'estime et de l'amitié, a marqué sa déclaration, un peu sévère, par de bien jolies formules. Je les reprends, en risquant de trahir quelque peu sa pensée, mais il rectifiera si besoin est :

« Les deux principes fondamentaux de notre action sont l'indépendance nationale et la solidarité humaine... La France a une vocation universelle... Notre attitude au sein de l'alliance atlantique signifie un retour à la normale... La querelle de la supranationalité est aujourd'hui dérisoire... Les populations déshéritées du monde tournent leurs regards vers nous. »

Je ne chicanerai pas notre ministre sur la notion d'indépendance que M. Duhamel confond avec le concept archaïque du nationalisme ; mais je me permets d'élever quelque doute sur la manière dont le Gouvernement met en valeur notre vocation à caractère universel. Désarmement, fonctionnement de l'alliance atlantique, règlement de litiges particulièrement douloureux, au Congo et à Chypre, animation de l'Organisation des Nations Unies. Quelles responsabilités positives assumons-nous ? Quelles initiatives sont les nôtres ?

Seul mon vieil ami Maurice Schumann, en raison de sa dialectique éblouissante et de sa foi militante qui remonte aux premiers âges... (Rires.)

M. le président de la commission des affaires étrangères. C'est vrai !

M. Pierre Abelin. ... est capable de donner des réponses à nos interrogations anxieuses. (Applaudissements et rires sur les bancs du centre démocratique et du rassemblement démocratique.)

Et encore M. de Lipkowski et M. Maurice Schumann ne sont-ils pas d'accord — fort heureusement — sur un certain nombre de points ; car, si M. de Lipkowski estime que l'on n'a pas encore défini les modalités de l'Europe politique, de la supranationalité, le président de la commission des affaires étrangères, l'ancien collaborateur immédiat de Robert Schuman — comme je l'ai été moi-même — sait très bien, lui, ce que nous entendions par supranationalité et par organisation de l'Europe politique. Il sait qu'il ne s'agissait pas là simplement de rêveries ou d'abstractions (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique et du rassemblement démocratique) et que Robert Schuman et ceux qui l'entouraient étaient peut-être les hommes qui avaient le plus d'expérience et qui cédaient le moins facilement au vertige du verbe et de l'imagination. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

Après M. Duhamel, je ne reviendrai pas sur notre refus de participer à la commission du désarmement ou à l'accord de Moscou.

Il serait vain d'épiloguer sur le détail. Toutes les attitudes du Gouvernement montrent bien que nous sommes beaucoup plus soucieux d'affirmer notre politique propre que de contribuer à la recherche de la détente.

Que sont devenues les propositions annoncées, mais non formulées, par le chef de l'Etat, qui concernaient la destruction des véhicules destinés à porter des engins nucléaires ? Sans doute sommes-nous d'accord avec le Gouvernement pour dire — M. le ministre des affaires étrangères l'a parfaitement démontré à cette tribune en une autre circonstance — qu'il ne faut pas se laisser entraîner sur le terrain de l'adversaire, qu'abandonner des garanties essentielles ou procéder à des lâchages ou à des faux-fuyants, notamment à propos du statut de Berlin, serait une politique condamnable. Mais cette exigence fondamentale nous pousse encore davantage à rechercher les moyens pour notre pays de participer véritablement à un effort concernant la détente qui ne mette pas en cause notre sécurité.

Cette notion de sécurité constitue — je peux le dire — notre deuxième pomme de discorde avec le Gouvernement.

« Retour à la normale », a déclaré hier M. le ministre des affaires étrangères. Mais quelle normale ? 1914, 1939, des armées non intégrées, des coalitions mal ébauchées...

M. André Fanton. Les radicaux ne vous applaudissent plus !

M. Pierre Abelin. ... l'emploi de crédits militaires d'un montant considérable pour réaliser un échantillonnage de moyens sans efficacité ?

Cependant, notre force de frappe autonome, qui est devenue l'une des perles de la couronne de France, n'assurerait pas davantage notre défense que les quelques unités motorisées et blindées que nous a vues, en 1940, la persévérance méritoire du président Paul Reynaud et du colonel Charles de Gaulle.

Protégés par le bouclier des Etats-Unis, réalisant à des coûts dépassant les prévisions initiales, c'est le moins qu'on puisse dire, des investissements purement militaires en France et hors de France, retirant toute valeur à la thèse de l'« escalation », faisant un pari sur notre force de dissuasion nationale que M. le Premier ministre — je m'excuse de le citer, mais j'ai bonne mémoire — qualifiait un jour, avec un humour un peu noir, de « force d'attraction », n'observant pas dans le domaine militaire les règles strictes de productivité qui sont préchées ailleurs, compromettant l'exécution de notre plan d'équipement national, limitant la recherche dans d'autres secteurs essentiels, affaiblissant notre économie, au risque de revenir un jour au protectionnisme le plus désuet, nous amoindrissions notre puissance à venir au bénéfice de notre prestige immédiat.

M. le président de la commission des affaires étrangères. C'est exagéré !

M. Pierre Abelin. Aucune démonstration...

M. André Fanton. Vous avez fait, vous, la démonstration de la IV^e République.

M. le président. Monsieur Fanton, je vous en prie, laissez parler l'orateur.

M. Pierre Abelin. Aucune démonstration, si éloquente soit-elle, ne nous fera admettre que nous pouvons, sans encourir de très graves dangers, affaiblir l'alliance atlantique.

Modifier la structure de cette alliance ; qui ne serait d'accord sur le principe ?

Pratiquer une certaine désintégration du désarmement pour un temps très bref, tandis que seraient conduites activement des négociations diplomatiques dont on serait assuré qu'elles aboutissent à des mesures mieux adaptées aux nécessités présentes serait, à certains égards, admissible, bien qu'assez périlleux, de la part d'un jouteur confirmé.

Compromettre durablement l'alliance sans se donner les moyens de construire après avoir détruit serait, vous en êtes bien convaincus les uns et les autres, intolérable de la part de quiconque.

Or la décision toute récente de retirer du commandement O. T. A. N. les officiers de marine, décision sur laquelle, il faut bien le dire, le Gouvernement a été, jusqu'à présent très silencieux, ne paraît pas répondre à une nécessité d'ordre technique et nous pouvons nous demander, à ce propos, si l'on ne passe pas la mesure ; et cela d'autant plus qu'il existe des liens très étroits entre un bon fonctionnement de l'alliance atlantique et une politique d'union européenne reconnue indispensable.

Que l'opinion publique ne s'y trompe pas ! Ce qu'on appelle l'anti-américanisme dans le langage courant, nouvelle forme de l'esprit gaulois, vaut à ceux qui s'y livrent une certaine faveur. Mais cette attitude d'esprit conduirait très vite à des difficultés inextricables sur le plan européen et remettrait en cause des résultats essentiels qui ont été acquis sous la IV^e République comme sous la V^e République.

De ce point de vue, nous sommes tout disposés à mettre, pour une part, à l'actif du Gouvernement les nouveaux progrès enregistrés depuis quelques mois au sein de la C. E. E. dans la définition d'une politique de l'agriculture, de l'énergie ou de lutte contre l'inflation. Nos négociateurs ont été des hommes habiles et persévérants.

En contrepartie, le Gouvernement voudra, je l'espère, reconnaître avec nous que ces progrès n'ont été rendus possibles que par l'action résolue et autorisée d'organismes communautaires ayant une part de supranationalité, tels que la C. E. E. ou le groupe Lapie, et voudra-t-il aussi admettre que tous ces accords de principe demeurent fragiles tant que n'est pas réalisée l'unification politique de l'Europe.

La querelle de la supranationalité, nous dit M. le ministre des affaires étrangères, est « dérisoire ». Or, sans être aussi compétent que M. de Lipkowski et, certainement, que M. le président

de la commission des affaires étrangères — je ne parle pas de M. le ministre qui a toutes les compétences, financières, politiques et de diplomatie — nous pouvons constater que, chaque fois que la supranationalité est en jeu, nous enregistrons un certain nombre de succès et que la plupart des échecs sont dus, au contraire, à notre refus d'accepter cette supranationalité ou, de façon plus générale, la finalité politique de l'Europe.

M. de Lipkowski me dira qu'il n'en est rien et que, dans la pensée des plus clairvoyants et des plus autorisés de ses amis, c'est bien cette union politique qui est au bout de la route, à l'extrémité du tunnel. Mais il faut reconnaître que, dans la pratique, dans la négociation, dans les positions quotidiennes, c'est précisément ce refus d'admettre un certain abandon de souveraineté complémentaire ou bien, même, la finalité de cette Europe politique qui a causé nos plus graves difficultés.

D'ailleurs, depuis le 17 avril 1962, date d'une rupture dont les responsabilités sont partagées, nos partenaires et nous-mêmes nous enfonçons dans des impasses de plus en plus décevantes. La Grande-Bretagne joue, dans ce drame familial, le rôle de la statue du commandeur et la conférence de presse de janvier 1963 sert à la fois de motif et de prétexte à cette carence.

Il nous faut maintenant, mesdames, messieurs — surtout vous, messieurs du Gouvernement — lever deux préalables : un préalable anglais et un préalable américain.

Les membres du groupe du centre démocratique, comme ceux d'autres groupes de cette assemblée, ne veulent pas jouer, dans le domaine de l'Europe, la politique du tout ou rien.

M. le président de la commission des affaires étrangères. Très bien !

M. Pierre Abelin. Ils se déclarent prêts à faciliter toute étape, même limitée, vers la construction européenne que, aux côtés de l'homme d'Etat que l'on a cité tout à l'heure, ils ont soutenue dès le premier jour, avec une conviction méritoire, subissant de ce fait les brocards et les attaques de ceux qui, aujourd'hui, tiennent les premières places ou sont partis évangéliser des îles lointaines chères à notre cœur de Français. *(Rires et applaudissements sur les bancs du centre démocratique et sur quelques bancs des républicains indépendants. — Interruptions sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)*

Mon ami Maurice Schumann avait l'air, tout à l'heure, d'hésiter quelque peu sur la pensée du créateur de l'Europe, de celui qu'on a appelé le père de l'Europe. Ce que je sais, moi qui étais son collaborateur immédiat, c'est que Robert Schuman était un partisan convaincu — M. le ministre des affaires étrangères pourrait presque arbitrer entre nous — de la formule politique comportant de larges abandons de souveraineté et qu'il se rendait compte en 1959 que, compte tenu des changements survenus en France, il n'était plus possible, il n'était plus aisé de réaliser ce qu'il avait souhaité et voulu.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. le président de la commission des affaires étrangères. Reportez-vous aux textes, monsieur Abelin.

M. Pierre Abelin. Nous nous reporterons aux textes, monsieur le président de la commission, et nous les lirons ensemble pour meubler nos soirées.

L'homme d'Etat dont je viens d'évoquer la mémoire croyait à l'entrée ultérieure de la Grande-Bretagne dans la C. E. E. Il déclarait que notre alliée d'outre-Manche appartenait incontestablement à l'Europe. Il eût sans doute regretté que des négociations fussent engagées prématurément sur son admission dans le Marché commun. Mais, sans rien abandonner de sa conception d'une fédération européenne, il eût, j'imagine, recherché la formation avec l'Angleterre d'une association qui eût rendu possibles des accords de plus en plus étroits, notamment en matière de défense.

Cette conception demeure la nôtre.

Vous me direz, monsieur le ministre, que la situation s'est depuis lors dégradée et que l'Angleterre est redevenue une île.

Je ne m'attarderai pas à une polémique de mauvais aloi ; je passerai donc immédiatement au préalable américain et, sur ce point, je crois qu'il faut distinguer.

S'il s'agit de questions d'ordre économique, les torts sont assez souvent, me semble-t-il, du côté américain car ce grand pays, qui a des charges fort importantes — y compris celle de notre sécurité — et qui assume des engagements nombreux à travers le monde, conserve des conceptions par trop mercantiles, ce qui ne répond pas exactement aux responsabilités qui sont les siennes. *(Très bien ! très bien ! sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)* Il ne saurait s'enorgueillir, à la fois, d'une surplussance économique, de ressources financières énormes, et pratiquer le protectionnisme. D'ailleurs, chaque fois que les Américains, au

cours des négociations préalables au Kennedy round, formulent des exigences trop dures, ils dressent contre eux le bloc des six pays. C'est dans ces circonstances là que l'Europe des Six, la Communauté, se sent, à certains égards, le plus solidaire.

Nos positions sont moins favorables dès lors qu'il s'agit du terrain politique. L'allié exigeant et loyal que nous avons la prétention d'être limite, en toutes circonstances, la portée de ses propres thèses — dont certaines sont fort valables — par la manière dont il les soutient.

Je vous poserai à ce sujet, monsieur le ministre, trois questions qui nous paraissent importantes.

Recherchons-nous, dans le domaine militaire, une coopération assez étroite avec les Etats-Unis, comme le mémorandum français de 1958 le laissait encore supposer, ou voulons-nous manifester des attitudes de rigueur et d'indépendance telles que l'alliance atlantique serait, en fait, remise en cause ?

Croyons-nous à la possibilité d'une révision de l'alliance atlantique tendant à une définition plus stricte d'une stratégie commune ou voulons-nous faire la preuve que cette révision est aussi impraticable qu'est inadapté, voire dangereux, le maintien du traité actuel ?

Entendons-nous convaincre les Etats-Unis de l'ambiguïté de certaines de leurs positions ou persuader le reste du monde que notre allié américain vise à une hégémonie comparable, sous d'autres formes, à celle des Soviets ?

Qui ne voit que faire des pays du tiers monde le témoin, voire l'arbitre, de nos divergences internes conduirait, dans un délai plus ou moins bref, à l'éclatement de nos alliances ?

Je sais bien que M. de Lipkowski nous explique que le monde communiste est divisé alors qu'on le croyait homogène et que nous, Occidentaux, nous avons intérêt à nous présenter sous les formes les plus variées, voire opposées. Mais, dans ces conditions, ne craignez-vous pas que ces pays du tiers monde, que vous voulez maintenant séduire, après les avoir parfois quelque peu négligés...

M. André Fanton. C'est vous qui les avez négligés.

M. Pierre Abelin. ... ne craignez-vous pas que ces pays-là, justement, ne soient les arbitres de ces difficultés internes ? Or c'est bien dans cette voie que, en dépit des déclarations officielles...

M. André Fanton. Vous condamnez la IV^e République !

M. Pierre Abelin. ... nous nous engageons de manière plus ou moins nette. Voici donc abordé le terrain plein d'embûches, n'est-ce pas ? Maurice Schumann, de nos relations avec les pays d'Amérique latine et d'Asie.

M. le président de la commission des affaires étrangères. Ne me forcez pas à vous interrompre, monsieur Abelin. Cela vaut mieux pour vous. *(Applaudissements et rires sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)*

M. Pierre Abelin. Monsieur Maurice Schumann, si je m'adresse à vous, c'est que j'entends, pendant que je parle — je le dis sans malice — des réflexions que vous faites, qui sont extrêmement instructives pour moi mais qui me gênent pour exposer ma pensée.

M. André Fanton. Elle est très claire !

M. Pierre Abelin. La proclamation d'une politique d'aide aux pays sous-développés est infiniment séduisante dans son principe. Et là encore, sur ce point, nous sommes d'accord avec le Gouvernement parce qu'il est certain que notre liberté d'action dans l'exercice de cette politique est plus grande depuis qu'a éclaté la communauté franco-africaine et depuis la fin de la guerre d'Algérie.

Enfin, le contrat, ou le renouvellement du contrat d'association de la C. E. E. avec nos anciennes possessions africaines, constitue un facteur positif.

Mais, pour que nos initiatives réussissent, il nous faut convaincre de l'excellence de notre thèse les Etats-Unis et la Grande-Bretagne et agir de concert avec nos partenaires européens.

Ce n'est pas dans cette voie, encore une fois, que nous paraissions nous engager. A tort ou à raison, on donne à notre action dans presque tous les pays du monde un caractère dominant de contestation, voire de protestation à l'encontre de la politique américaine.

Dans cette conjoncture, nous ne manquons certes pas de soutiens et de zéloteurs. Il est évident que la presse mondiale consacre une place de choix aux déclarations de nos dirigeants. Nous avons incontestablement réussi à tenir la première place des journaux du dimanche et même de la semaine. Et la stature d'un homme...

M. André Fanton. Monsieur Abelin...

M. le président. Monsieur Fanton, s'il vous plaît, n'interrompez pas davantage.

M. Pierre Abelin. ... les traits historiques du chef de l'Etat, que nous respectons, sont encore renforcés.

Est-ce là une compensation suffisante à l'affaiblissement de nos alliances, au recul de l'esprit européen, à l'inquiétude qui gagne nos amis les plus sincères ? (*Interruptions sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. de Lipkowski a beaucoup d'esprit, mais pas forcément l'esprit européen. (*Rires sur divers bancs.*)

Dans ce contexte, nos actes les plus justifiés sont considérés comme des défis et comportent des dangers. Nous ne ferons pas un instant l'injure au Gouvernement de penser que la reconnaissance de la Chine a été l'une de ces improvisations que comporte parfois l'action d'un joueur passionné. Il s'agit d'un acte réfléchi et délibéré. On pourrait même soutenir, en montrant beaucoup de bienveillance et en demeurant sur le plan théorique, que, devant les difficultés américaines en Asie, nous conduisons une opération de diversion propre à calmer les impatiens tels que le prince Sihanouk et à préparer l'avenir. Entre M. Mac Namara et le totalitarisme de Pékin, nous offrons l'alternative d'une troisième force ; on disait tout à l'heure une troisième voie.

M. Lucien Neuwirth. Cela vaut mieux que Dien-Bien-Phu !

M. Pierre Abelin. L'inconvénient de notre position est que, aux yeux de Mao Tse-toung et des autres dirigeants asiatiques, nous ne constituons nullement une force, que nous sommes incapables de proposer une solution se substituant à l'O.T.A.S.E et que, pour une période de plus ou moins longue durée, nous affaiblissions non seulement les Américains — mon Dieu ! ils peuvent se défendre — mais aussi nos amis britanniques, qui occupent dans ces régions du monde des positions très étendues et assument surtout des responsabilités traditionnelles, mais aussi et surtout des populations nombreuses qui veulent conserver leur indépendance à l'égard de leur menaçant voisin aux 700 millions de têtes.

Je pose une question au Gouvernement : Qui gagne, présentement, à la reconnaissance de la Chine par la France dans les conditions où elle est intervenue ? Les Indiens, les Vietnamiens, les Japonais ou M. Mao Tse-toung ? Je sais que M. le Premier ministre, avec l'esprit d'économie qui caractérise la sympathique race auvergnate...

M. André Fanton. C'est d'un goût parfait !

M. Pierre Abelin. Je pourrais aussi parler des Poitevins. ... a rassuré sur place les Japonais en leur disant que nous n'apporterions pas aux Chinois notre concours pour la fabrication des armes atomiques.

Nous voici du même coup plus confiants dans l'avenir.

Ces remarques étant faites, vous avez bien constaté que, sur certains points, nous comprenons les attitudes du Gouvernement, que, sur d'autres, nous ne pouvons en aucune façon les admettre et que ce sont des constatations que nous formulons beaucoup plus que des procès d'intention.

D'ailleurs, si un jour le Gouvernement français facilite l'unification politique de l'Europe, la reprise des conversations avec la Grande-Bretagne, si, d'accord avec nos partenaires européens et notre alliée britannique, il s'efforce d'asseoir les bases d'une coopération mieux équilibrée avec les Etats-Unis, s'il manifeste son intention de respecter les engagements pris par la France à l'égard des autres signataires de l'alliance atlantique, s'il entend apporter aux Nations unies un concours efficace, alors même qu'il ne serait pas d'accord sur un certain nombre de questions traitées par l'organisation mondiale des peuples telles que Congo ou Chypre, s'il contribue de manière positive à la mise en œuvre d'une action multilatérale étendue en faveur des pays sous-équipés, s'il participe à la recherche de procédures valables tendant à un désarmement progressif, s'il nous propose la ratification de la convention européenne des droits de l'homme, que la France est le seul pays, je crois, à ne pas chercher à appliquer après l'avoir signée, nous relaierons par nos applaudissements, cette fois-ci enthousiastes, les acclamations de la bonne demoiselle de Rodez ou d'Issoire, de l'artisan iranien, de l'étudiant de Mexico et du fonctionnaire de Fort-de-France. (*Exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Applaudissements sur les bancs du centre démocratique.*)

M. André Fanton. Nous nous en passerons très bien !

M. Pierre Abelin. Au point où nous en sommes — j'en ai presque terminé...

M. Georges Becker. Dieu merci !

M. Pierre Abelin. J'attendais cette observation.

Au point où nous en sommes, nous faisons porter nos recommandations sur deux points essentiels.

Et d'abord sur la négociation dite Kennedy qui va s'ouvrir à Genève dans quelques jours. Cette négociation, vous le savez, revêt un double aspect, économique et politique. Sur le plan économique, elle intéresse non seulement les relations commerciales et économiques de l'Europe avec les Etats-Unis, mais aussi celles qui existent, et qui peuvent se développer, entre les membres de la Communauté économique européenne et les pays qui font partie de l'association européenne de libre échange. Nous souhaitons vivement que des contacts préalables et très étroits soient pris entre ces deux groupes de pays qui ont, dans une certaine mesure, les mêmes intérêts et les mêmes préoccupations à l'égard des Etats-Unis d'Amérique.

Il s'agit ensuite de l'organisation de la défense dans la perspective d'une Europe unie. La France ne peut plus résoudre par elle-même le problème de sa défense. On l'a déjà dit. Cependant nous sommes d'accord avec tous ceux qui ont déclaré que notre défense ne pouvait être uniquement assurée par les Etats-Unis.

La sagesse veut donc qu'entre deux positions extrêmes, celle de la validité de notre défense, quel que soit le rapport des forces, et celle de la garantie européenne exclusive de tout effort européen, une solution intermédiaire soit recherchée et appliquée.

De même que l'Europe s'efforce de réaliser certains progrès économiques par la voie communautaire, elle augmenterait, sans nul doute, ses moyens d'action dans le domaine militaire par une unification politique. Mais, dans l'attente de cette unification, et pour ne pas rester nous-mêmes stagnants, pour ne pas donner le sentiment que nous nous satisfaisons, quelles que soient les circonstances des mêmes formules, il nous paraît indispensable d'en préconiser d'autres, tout au moins à titre transitoire.

Une manifestation d'entente européenne préalable à la création de cette autorité politique permettrait, nous le croyons, d'obtenir un concours américain mieux adapté à nos besoins et à nos aspirations. Peut-être même pourrions-nous obtenir que le gouvernement des Etats-Unis, reprenant, selon des modalités entièrement nouvelles, la formule de force nucléaire multilatérale, en confie les moyens d'action matérielle, sous forme de cession temporaire, à une entente de pays européens liés par une convention aux termes de laquelle ils n'utiliseraient cette force que d'un commun accord.

Ayant pris acte du fait que la France possède déjà les éléments de première génération d'une force de frappe, les Etats-Unis pourraient offrir leur assistance et faciliter notre coopération avec la Grande-Bretagne. Ainsi seraient jetées les bases d'une force nucléaire européenne.

M. André Fanton. C'est de la mythomanie !

M. Pierre Abelin. La France et la Grande-Bretagne se trouveraient de nouveau associées, comme en 1948, dans l'organisation du traité de Bruxelles qui, en 1954, a déjà permis de sortir l'alliance atlantique de l'impasse dans laquelle l'avait conduite l'échec de la C. E. D.

Qui ne voit que la forme bipolaire ainsi donnée à l'alliance entraînerait des changements profonds dans l'organisation du commandement militaire ?

M. André Fanton. Expliquez tout cela à vos amis américains !

M. Pierre Abelin. Je pense, mon cher collègue, qu'il n'est pas mauvais, après que des études préparatoires ont été faites, non seulement d'apporter à cette tribune des critiques ou des observations, voire des taquineries, mais aussi de formuler un certain nombre de suggestions. Quel que soit le travail auquel vous vous livrez, monsieur Fanton, et que nous connaissons, vous n'avez pas le monopole de la pensée ni de la création. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.*)

M. William Jacson. C'est un peu tiré par les cheveux.

M. Pierre Abelin. En tout cas, c'est non pas sur le seul passé que nous jugerons le Gouvernement, mais bien plutôt sur son aptitude à donner toute sa valeur à une Europe unie agissant en relation confiante avec les Etats-Unis tant dans le domaine économique que dans celui de la défense.

Les membres du groupe du centre démocratique souhaitent ardemment que ce débat fasse comprendre à l'opinion publique que nous ne cherchons pas à harceler le Gouvernement sur des détails, mais que nous sommes assez légitimement soucieux de l'avenir.

Tout paraît actuellement bloqué. En fait, la liberté d'action dont se vante le Gouvernement ne lui permet plus beaucoup

d'agir. Prisonnier de formules très belles mais sans effet pratique, l'exécutif dessine une politique mondiale plus fragile sans doute que celle des empires de l'histoire.

D'autres gouvernements, que je n'ai pas besoin de citer, se montrent plus modestes dans les principes, mais plus positifs dans les faits.

Si le processus actuel se poursuit, la France, après avoir une fois de plus intéressé le monde par son verbe — nous dirons même par son verbe génial — se retrouvera plus faible, plus seule et déçue.

Nous disons à M. le Premier ministre qu'il est dangereux d'évoquer les fantômes. Ils vous attirent à eux beaucoup plus vite qu'on ne l'avait cru parfois. Nous le regretterions pour notre part car, en définitive, c'est le sort de la France qui est en cause. Nous préférons évoquer les grandes ombres de ceux qui, dans le domaine de l'organisation européenne, de la sécurité et de la paix, ont jeté les bases de la politique étrangère d'après-guerre.

Robert Schuman vous appréciait et vous aimait, monsieur le ministre des affaires étrangères, comme il aimait mon vieil ami Maurice Schumann, son quasi-homonyme.

Son souvenir nous permettra de dépasser les polémiques et les ambiguïtés qui demeurent aujourd'hui et de nous engager un jour résolument vers des constructions nouvelles dans lesquelles la nation ne perdra rien de sa force mais ne sera plus l'unique facteur de nos relations avec les autres pays. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Rivain. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Philippe Rivain. Monsieur le ministre, mes chers collègues, dimanche dernier, lors des cérémonies anniversaires de la déportation, un représentant de l'armée américaine était, dans mon département, à nos côtés au monument aux morts. Cette présence avait une valeur symbolique et il m'a semblé que je pouvais l'évoquer en exerçant une intervention que je voudrais consacrer à l'amitié franco-américaine.

Il y a seulement quelques mois, une délégation de la commission des finances de notre Assemblée était accueillie en séance publique au Sénat de Washington.

Vous comprendrez l'émotion que nous avons ressentie lorsqu'en pleine discussion du traité nucléaire nous fûmes solennellement introduits dans cette salle chargée d'histoire, où la tribune du président est encadrée de deux portraits en pied, représentant, d'un côté, Washington et, de l'autre, La Fayette, héros nationaux honorés à l'égal l'un de l'autre.

Il me semble que notre Assemblée appréciera les termes des allocutions de bienvenue qui nous furent adressées.

Le sénateur républicain Javits déclarait d'abord :

« La France est depuis longtemps une amie traditionnelle de notre pays. Nous avons nos malentendus, et ils sont sérieux, qu'il s'agisse de l'Europe, du Viet-Nam ou d'autres régions du monde. Très souvent il existe un vif mécontentement à l'égard de la politique française dans un domaine ou dans un autre, comme c'est le cas actuellement, mais nous savons tous que ce sont des querelles entre nous et qu'elles restent entre nous, comme dans bien des familles. Elles ne mettent pas en cause la force fondamentale et la solidarité avec lesquelles nous ferons face à toutes les menées de l'extérieur contre nos deux pays ou contre l'un ou l'autre séparément. »

M. Lucien Neuwirth. Il n'y a que l'opposition qui ne le sait pas.

M. Philippe Rivain. Le sénateur démocrate Mansfield se leva à son tour :

« Ce qui domine nos rapports avec la France, nous dit-il, c'est que nous avons une amitié séculaire remontant aux jours de notre révolution. Nous n'avons jamais oublié l'aide que les Français nous ont donnée à cette occasion. Messieurs, c'est parce que votre pays est partiellement responsable de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique que nous vous remercions profondément. »

J'ai tenu à rapporter textuellement, dans leur noblesse et aussi dans leur franchise, ces témoignages du dépôt sacré d'amitié que nous ont laissés près de deux siècles d'histoire.

Il me semble qu'à l'occasion de ce débat de politique étrangère un parlementaire français, et un parlementaire de la majorité, se devait de répondre avec la même franchise et la même sincérité, du haut de cette tribune, au message de nos collègues des Etats-Unis.

En évoquant à l'instant les cérémonies anniversaires de la déportation, je ne pouvais oublier l'immense espérance de ceux qui, comme moi, à l'été de 1944, attendaient dans les prisons de France l'avance des troupes américaines, ni l'immense délivrance de ceux qui, quelques mois plus tard, virent s'ouvrir les portes des camps de concentration devant les jeeps

de l'armée Patton. Les hommes de ma génération n'oublieront jamais non plus les soldats de Pershing, et nos enfants doivent être instruits dans le culte de ces grands souvenirs de notre histoire.

Il n'est pas dans mon propos d'analyser les malentendus qu'ont évoqués nos collègues des Etats-Unis et qui ont leur source dans l'évolution générale du monde depuis que la capitulation nazie a été suivie de la guerre froide puis d'une série d'approches vers la détente entre les deux grands blocs. M. le ministre des affaires étrangères s'en est plusieurs fois expliqué et je ne trouve rien d'anormal à ce que, entre amis, surgissent de temps à autre des divergences d'interprétation, des divergences sur les méthodes. Il appartient à notre diplomatie de procéder, dans la discrétion des chancelleries, aux mises au point appropriées. Mais notre rôle à nous, notre rôle de représentants populaires nous dicte, me semble-t-il, un double devoir à l'égard d'un pays ami et allié.

Un devoir de justice d'abord. Mesure-t-on exactement le tort que fait à nos relations l'abondante presse à scandale qui se repait de détails croustillants sur la frange agitée, sinon criminelle, d'une société de 200 millions d'hommes qui ont pourtant d'autres mérites ?

Rappelle-t-on suffisamment au grand public, et notamment à la jeunesse, ce que fut pour les Américains, depuis le temps où leur pays était faible, où il luttait pour survivre à la lisière d'une terre hostile, le courage de ces hommes, leur esprit d'initiative et leur sens profond de la fraternité et de la solidarité humaine ?

A l'exception de deux chroniques du *Monde*, quelle place a-t-on faite, dans la presse et dans notre information, à la lutte qui vient de s'engager aux Etats-Unis contre le paupérisme ?

Sans doute peut-on s'étonner qu'il ait fallu tant de temps pour mesurer la gravité de ce problème qui n'apparaissait pas derrière la façade d'une société généralement prospère. Mais il a suffi que le malheur fût apprécié, analysé sérieusement par des hommes de cœur pour que la solution d'un problème aussi vaste devint l'objectif numéro un du programme présidentiel et pour que les voies et moyens appropriés y fussent affectés.

Je donne cet exemple entre d'autres. Je pourrais aussi bien citer celui de l'aide Marshall qui a été, pour une grande part, désintéressée et qui me semble bien avoir été une manifestation de solidarité humaine sans précédent dans l'histoire du monde.

L'amitié se consolide quand elle se nourrit d'une estime suffisamment éclairée. Et je pose la question : fait-on assez en France pour informer sur l'Amérique ?

Notre second devoir est de franchise à l'égard des Américains. Font-ils, de leur côté, l'effort nécessaire pour ennaître nos vrais problèmes, juger de nos efforts depuis la Libération et prendre la mesure exacte de notre redressement politique, économique, social et pacifique ?

Est-il juste de nous laisser si souvent ridiculiser par des publicistes dont le ton frise parfois la malice caractérisée ?

Il me semble que nous devrions pourtant nous accorder avec les Américains sur deux attitudes d'esprit qui sont à la base de leur civilisation et qui, librement appliquées aux rapports franco-américains, les établiraient dans un juste équilibre et sur un pied de respect et d'estime réciproques.

La première consiste à se montrer circonspect vis-à-vis des monopoles économiques. Dans la vie intérieure américaine, cette circonspection se traduit aussi bien dans l'arsenal de la législation antitrust que dans l'instinct profond de la population.

La France ravagée par la guerre s'en est, il est vrai, remise pendant quelques années à l'Amérique du soin de la relever économiquement, et même de la réorganiser dans le cadre du plan Marshall dont je viens de reconnaître les mérites.

Mais nous avons maintenant remonté la pente et nous ressentons avec un peu d'impatience la pression de certains monopoles financiers américains.

En parlant ainsi, je n'incrimine en rien l'administration ni le gouvernement des Etats-Unis, qui n'en sont sans doute pas eux-mêmes responsables. Mais c'est un fait que l'intervention de puissances économiques gigantesques en Europe peut être dangereuse pour nos structures sociales et provinciales encore fragiles. C'est aussi vrai pour le monde agricole que pour certains secteurs industriels.

Je ne peux qu'évoquer brièvement ce sujet délicat. Je suis lenté cependant de penser qu'il n'est pas toujours étranger à certaines poussées de fièvre journalistique, et je voudrais rappeler aux Américains qu'ils ont eux-mêmes à affronter des problèmes difficiles de structure sociale, qu'ils ont dû venir en aide aux agriculteurs sous-développés du Tennessee comme ils entreprennent aujourd'hui même de remédier aux misères particulières des Alleghany. Ils doivent comprendre que l'ouverture des frontières et la liberté totale du commerce et de l'entreprise, quand elles laissent sans contrôle d'énormes puissances finan-

cières sans responsabilité politique et sociale, soulèvent nombre de questions délicates. Nous sommes tenus à une prudence qu'on n'a pas le droit de confondre avec une hostilité de principe ou simplement même avec un nationalisme rétrograde.

La deuxième réflexion que je soumetts à nos amis d'outre-Atlantique porte sur un principe qui constitue le fondement spirituel de la nation américaine : celui de l'indépendance nationale liée à la solidarité humaine.

S'ils voulaient bien se pencher sur leur histoire, ils pourraient évoquer le temps où, sans être un des plus grands Etats, ils étaient pourtant libres et indépendants. Est-ce leur demander un grand effort d'imagination que de les inviter à prendre en considération notre souci d'occuper, dans le monde d'aujourd'hui, une situation analogue sans renoncer à l'idéal de solidarité humaine qui n'a cessé d'être le nôtre, comme il est également le leur ?

M. le ministre des affaires étrangères a fixé hier les objectifs de la politique française, et il l'a fait en termes si mesurés et judicieux que l'opposition n'en a paru quelque peu désarmée lorsqu'elle s'est appliquée à lui répondre. L'attitude qu'il a définie est-elle vraiment de nature à diminuer notre concours à l'alliance occidentale ? Il est fort possible qu'elle se révèle en réalité plus efficace que ne le serait l'alignement systématique et uniformément docile que certaines voix nous recommandent.

Cette perspective a été fort brillamment développée par M. Raymond Aron dans *Le Figaro* d'hier. Je suggère à nos amis américains de méditer les termes de cet article fort important dans lequel sont exposés les avantages, notamment vis-à-vis du tiers-monde, d'une action diversifiée des pays de l'Alliance atlantique, à condition que cette action ne soit jamais contraire aux intérêts de l'Occident dans son ensemble. Je fais pour ma part pleine confiance au Gouvernement pour qu'il agisse dans cet esprit.

Mes chers collègues, dans un monde qui se transforme plus vite qu'à aucun moment de l'histoire du monde, il est inévitable que les passions entraînent des désaccords momentanés même entre alliés. Il demeure que les rapports entre les nations ne résultent pas uniquement d'affrontements économiques, voire politiques. Le passé y a nécessairement sa part. Il nous légue l'amitié de la France et de l'Amérique. De chaque côté de l'Atlantique, il nous appartient de la sauvegarder à travers le détail de péripéties qui ne sauraient mettre en cause l'essentiel de notre idéal commun. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. Teariki.

M. John Teariki. Mesdames, messieurs, je voudrais attirer votre attention sur l'un des problèmes posés par la reconnaissance du gouvernement de la Chine populaire par la France.

Il s'agit de la situation de la minorité chinoise vivant en Polynésie française. Cette situation se trouve actuellement faussée par le renversement de la politique française à l'égard des deux Chines, ce qui inquiète à juste titre Chinois et Polynésiens.

Pour vous exposer clairement les données de ce problème, un bref historique de la question est nécessaire.

Il existe actuellement en Polynésie française une minorité de race et de nationalité chinoises qui représente à peu près 10 p. 100 de la population totale du territoire, soit 8.000 personnes environ sur 84.000 habitants. Cette minorité, bien que disséminée sur toute l'étendue de la Polynésie, présente deux fortes concentrations dans les deux villes du territoire, Papeete et Uturoa, mais la plus petite île habitée possède au moins un commerçant chinois.

La majeure partie de ces étrangers est constituée par les descendants d'une première vague d'immigrants venus il y a un siècle comme cultivateurs agricoles ; les autres proviennent d'un second courant d'immigration chinoise qui se fit sentir avant et après la première guerre mondiale.

Après 1945, quelques centaines de Chinois de Tahiti retournèrent au pays de leurs ancêtres. Ce mouvement fut suivi d'un léger reflux, car tous nos Chinois ne purent se réadapter à leur pays d'origine. En dehors de ces quelques mouvements, la population chinoise de Polynésie française s'est multipliée sur place et s'est répandue jusque dans les îles les plus éloignées, la majorité de ses membres restant toutefois groupés dans les centres urbains, Papeete, la capitale, et Uturoa, le chef-lieu des Îles-sous-le-Vent.

Cela s'explique aisément par le fait que nos Chinois se sont spécialisés dans certaines catégories d'activités particulièrement prospères dans les villes et leurs environs : le commerce, l'artisanat, les cultures maraîchères. Quant à ceux qui se sont fixés dans les îles lointaines, ce sont des isolés qui ont dû se contenter d'exploiter les ressources limitées du commerce local.

Bien qu'ayant conservé très peu de relations avec leur pays d'origine, les Chinois de Polynésie ne se sont pas pour autant fondus dans la masse de nos populations. La communauté chinoise, pour des raisons diverses, ne s'est pas intégrée et forme en fait une communauté à part. Après la fin de la dernière guerre, le Kuomintang s'intéressa à ces ressortissants de Polynésie et ouvrit un consulat général à Papeete. Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, les consuls chinois ne pratiquèrent pas de politique nationaliste, mais firent ce qu'ils purent pour engager leurs compatriotes à s'intégrer dans notre communauté nationale.

Malgré cela, les signes d'assimilation sont encore faibles et rares. Certes, la jeunesse chinoise est à peu près entièrement christianisée ; elle fréquente de plus en plus les écoles françaises laïques et religieuses ; ses associations sportives participent à l'activité des stades. On peut dire qu'à partir d'un certain âge, tous les jeunes Chinois parlent tahitien et français et qu'ils se mêlent, progressivement, aux autres jeunes gens du pays dans les réjouissances populaires et dans les lieux de plaisir. Mais la plupart d'entre eux sont d'abord passés par l'école chinoise. Le chinois reste leur langue habituelle et fort rares sont ceux qui contractent mariage avec une personne d'une autre race. Leur vie privée continue à se dérouler sur un plan exclusivement chinois. L'immense majorité des Chinois de Polynésie pense encore chinois, parle chinois en famille ou au travail, mange chinois, se marie entre Chinois, travaille entre Chinois.

Blancs, demi-Blancs, demi-Chinois et Polynésiens forment, chez nous, une communauté harmonieuse, au sein de laquelle aucune barrière raciale ou sociale ne se dresse, tous ayant les mêmes droits et les mêmes possibilités. Mais, en marge de cette majorité de la population, la minorité chinoise continue à mener sa vie propre, fermée sur elle-même.

Quelques centaines de Chinois ont acquis la nationalité française. A de rares exceptions près, le comportement social de ces Français de souche chinoise ne diffère en rien de celui de leurs congénères demeurés chinois, sauf peut-être le fait que leurs enfants commencent à entrer dans l'administration.

Cette situation est très préoccupante pour l'avenir de la Polynésie française. Elle l'est à un point tel que les élus du territoire, craignant la venue d'un consul de Pékin, ses conséquences sur l'évolution future de notre problème chinois et ses répercussions politiques locales, ont tenté de dégager les lignes d'une solution satisfaisante.

Dans sa séance du 29 janvier 1964, l'Assemblée territoriale de la Polynésie française a débattu de tous les aspects de cette situation. Tous les conseillers étaient d'accord sur la nécessité d'assimiler nos Chinois, car métropolitains ou Polynésiens, les Français d'Océanie sont assez humains pour rejeter la solution qui consisterait à « déplacer » une minorité, comme cela s'est fait en Europe après la dernière guerre.

M. le président de la commission des affaires étrangères. Très bien !

M. John Teariki. Par l'ancienneté de leur présence en Polynésie, par leur travail et leur utilité sociale, nos Chinois ont acquis à nos yeux le droit de vivre parmi nous, mais nous voudrions plus et mieux : nous voudrions qu'ils deviennent Polynésiens pour pouvoir être Français et qu'ils s'intègrent complètement et définitivement à la vie de notre territoire.

Malheureusement, l'accord n'a pu se faire sur les mesures à proposer au Gouvernement pour parvenir à ce résultat. Les uns voulaient accorder la nationalité française aux jeunes Chinois nés dans le territoire, en demandant la promulgation, en Polynésie française, des articles 44 et 52 du code de la nationalité. Certains parlaient de demander la naturalisation de tous les Chinois la désirant.

Pour moi — et c'est, je crois, l'avis de la majorité — j'estime que, dans les circonstances présentes et compte tenu des réalités locales, une action rapide, révolutionnaire mais, sur certains points, prudente, doit être entreprise. Il importe en effet que, pour couper court à tout danger d'ingérence extérieure dans nos affaires locales, le plus grand nombre possible de nos Chinois acquièrent rapidement la nationalité française, mais il importe tout autant que des précautions soient prises pour éviter que les Français de souche polynésienne ne soient gravement lésés par les conséquences de ces naturalisations massives.

Il ne serait pas humain de rejeter nos Chinois, mais il ne le serait pas davantage de leur donner les moyens de dominer et, par conséquent, d'exploiter la majorité polynésienne de la population et nous ne voulons point courir ce risque.

Nous sommes tout prêts à exposer et à examiner les mesures pratiques garantissant aux uns et aux autres le respect mutuel de leurs ethnies comme de leurs convictions et permettant à la minorité chinoise de jouir progressivement des droits atta-

chés à la qualité de citoyen français. Par exemple, l'enseignement purement chinois pourrait faire l'objet d'une reconversion et la jouissance des droits civiques se réaliserait par paliers.

Il faut donc, non seulement accorder la nationalité française à tous les Chinois de Polynésie qui, en ayant fait la demande, en paraîtraient dignes, mais aussi, et simultanément, les doter d'un statut transitoire qui assurerait leur assimilation dans les meilleures conditions pour eux, comme pour nous.

Ma position en ce domaine rejoint celle de M. Alfred Poroï, sénateur de la Polynésie française et maire de Papeete, qui, jadis, lors du voyage en Polynésie de M. Robert Lecour, alors ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, attirait son attention sur la nécessité de procéder à l'intégration de notre minorité chinoise en prenant les précautions nécessaires pour que cette opération ne se trouve pas réduite à de simples naturalisations qui n'auraient d'autre résultat que d'accorder les droits des citoyens français à des gens demeurés résolument étrangers à la communauté nationale, leur donnant ainsi les moyens d'assurer définitivement leur emprise sur le pays.

Il ne suffit pas, en effet, d'accorder la même nationalité et les mêmes droits à des communautés de races et d'origines différentes pour assurer leur union effective et leur entente au sein d'une même nation. Ce qui se passe à Chypre nous en donne un triste exemple. Tahiti ne doit pas devenir un jour une nouvelle Chypre. Nos Chinois et nos Polynésiens ne doivent pas connaître le sort des Turcs et des Grecs chypriotes. Seule la fusion ethnique et la cohésion sociale, l'une conditionnant l'autre...

M. Lucien Neuwirth. Mais comment réaliser cette fusion ethnique ?

M. Joha Teariki. ...peuvent résoudre définitivement — et pour le plus grand bien de tous — ce grave problème humain. Ce sera l'honneur de la Polynésie et de la France d'en avoir offert la démonstration au monde.

Notre Assemblée doit être consciente de la situation particulière et très préoccupante créée en Polynésie française du fait de la rupture des relations diplomatiques entre la France et la Chine nationaliste, à la suite de la reconnaissance du gouvernement de la Chine populaire par la France et de la présence dans ce territoire d'une ancienne et importante minorité de race et de nationalité chinoises.

Le Gouvernement doit définir, en accord avec les représentants élus de la Polynésie française, les mesures qui s'imposent pour faire face à cette situation et pour assurer rapidement l'assimilation complète et l'intégration de cette minorité chinoise dans la communauté nationale, par voie de naturalisation, en prenant les précautions nécessaires pour que cette intégration ne porte aucun préjudice aux intérêts légitimes des Français de souche polynésienne. Il se doit d'établir, sur ces bases, et éventuellement présenter au Parlement un projet de loi réglementant la naturalisation et l'intégration dans la communauté nationale des ressortissants chinois résidant en Polynésie française.

Je suis persuadé, monsieur le ministre, que vous voudrez bien faire étudier ce problème qui intéresse particulièrement nos populations de Polynésie française et je reste à votre disposition pour vous entretenir de ces questions. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Flornoy. (Applaudissements sur les bancs de l'U.N.R.-U.D.T.)

M. Bertrand Flornoy. Mesdames, messieurs, le 18 mars dernier, le général de Gaulle, Président de la République, était reçu à l'université de Mexico.

Dans ce cadre unique où le passé indien s'allie aux impératifs du progrès, des milliers d'étudiants et des professeurs ont écouté le chef de l'Etat parler, en français, de la France et de sa vocation dans le monde. Nous avons tous perçu les échos non seulement d'un enthousiasme exceptionnel mais aussi d'affection et d'amitié pour le peuple et la culture que représentaient le général de Gaulle.

Le 10 janvier dernier, à Panama, une autre foule d'étudiants et de travailleurs partait à l'assaut d'installations du canal et abandonnait une vingtaine de victimes sur le sol de leur propre pays.

Mon intention n'est pas d'opposer ces deux dates pour apporter une pierre supplémentaire à un anti-yankisme qui n'est pas le mien.

Mais, qu'on le veuille ou non, Panama, 10 janvier 1964 et Mexico, 18 mars 1964, sont des lieux et des dates qui marqueront l'histoire de notre monde occidental. Ils permettent déjà d'affirmer l'importance du rôle de la France et de l'Europe en Amérique latine.

En effet, l'affaire de Panama n'est pas que le rebond de l'affaire de Suez ; elle est plus grave dans ses conséquences, car si l'échec de Suez n'est qu'une étape de la décolonisation, l'affaire de Panama avait pour cause essentielle le maintien du colonialisme sur le continent dont on déclarait hautement qu'il était protégé par la doctrine de Monroe.

Ainsi, pour la première fois depuis le 2 décembre 1823, les Etats-Unis étaient contraints, par la force d'une démonstration populaire, de renier leur vocation de protecteur du continent, vocation qu'ils s'étaient eux-mêmes attribuée.

La doctrine de Monroe est morte depuis le 10 janvier 1964 à Panama. N'est-il pas significatif que trois mois plus tard, le 18 mars, à Mexico, à la disparition de cette doctrine dont on sait bien que, depuis 1870, elle était dirigée contre l'Europe, des étudiants d'une des plus illustres et des plus vivantes universités d'Amérique latine aient déclaré de la façon la plus émouvante et la plus formelle leur attachement à la France et à l'Europe, à la France, source des libertés, et à l'Europe, source de la civilisation ?

Mais que peut attendre de l'Europe l'Amérique latine ? Et que pouvons-nous attendre de ce monde indo-latin dont on a dit justement qu'il était le prolongement du nôtre ?

D'abord, et essentiellement de notre part, une meilleure compréhension, ce qui est la base de toute entreprise de coopération.

Or, c'est un fait que l'Amérique latine n'a pas encore dépouillé aux yeux d'un grand nombre de Français un aspect folklorique d'autant plus dangereux qu'il masque une réalité humaine, économique et culturelle pour laquelle nous devrions être les premiers à nous passionner.

Certes, l'Amérique latine est le pays des contrastes, disons même des déséquilibres. La puissance de Sao-Paulo et l'extrême pauvreté du Nord-Est brésilien en sont l'exemple, tout comme la fortune des grands exportateurs de matières premières et le dénuement des paysans des Andes. Mais l'Amérique latine est elle-même consciente de ce drame où s'opposent une conception archaïque des sociétés humaines et une passion un peu désordonnée, peut-être, pour une forme de vie moderne.

Elle voudrait, cette Amérique latine, atteindre en une génération un niveau technique, matériel et social qui l'associerait au destin des nations industrielles. Eloignons donc les images trop faciles que des voyageurs vont rechercher dans des bidonvilles, alors qu'ils ignorent l'éveil progressif de ces sociétés.

En réalité, l'Amérique latine cherche, maladroitement peut-être, trop souvent, à remédier à ses propres contradictions. Les crises politiques que nous connaissons en sont, en quelque sorte, le témoignage. Mais ces crises ne dépassent pas les limites des structures internes. Le castrisme lui-même, dont tant d'Européens ont pensé qu'il ouvrirait le continent latino-américain au marxisme, est resté dans son île des Caraïbes. Au Venezuela, il a été battu aux élections présidentielles ; au Pérou, également. Il le sera probablement cette année au Chili. Et, au Brésil, il a été incapable de défendre M. Goulart, malgré la présence de ces fameuses ligues agraires du Nord-Est.

En fait, l'Amérique latine tend à évoluer, ou désire évoluer, pacifiquement vers le progrès. Elle y est poussée par un fait que l'on ignore trop dans notre pays et qui me semble d'une importance capitale : la naissance d'une classe intermédiaire qui nous permettra maintenant de ne plus considérer l'Amérique latine comme partie de ce qu'on appelle le tiers monde.

Cette classe intermédiaire, nouvelle bourgeoisie, métisse ou non, s'affirme déjà dans la vie politique et commence à peser dans la vie économique de ces nations.

Vous avez pu l'observer, monsieur le ministre, au Mexique. C'est vrai également au Brésil, au Venezuela, en Uruguay, et dans bien d'autres pays. L'ignorer serait la meilleure façon de décourager ceux qui, en Europe, pourraient participer à l'équipement et à l'essor économique et social de ces régions.

C'est cette bourgeoisie, dont l'accès est ouvert à tous, même et surtout aux métis et aux Indiens, qui permettra aux réformes fondamentales de se concrétiser. Et je pense, à ce propos, à la réforme agraire que l'actuel président du Pérou s'efforce de réaliser présentement et qui doit briser la prédominance des latifundistes traditionnels pour répartir les terres de la façon la plus démocratique, sans qu'aucun alignement sur la politique castriste soit à redouter.

Mais il est évident que cette marche en avant, l'Amérique latine ne peut l'accomplir seule. Je ne reviendrai pas sur l'Alliance pour le progrès, sur la promesse d'une manne de dollars, cause de plus de malentendus que de satisfactions. Il nous importe surtout de savoir ce que la France et l'Europe avec nous peuvent faire pour participer à l'effort de l'Amérique latine.

On le sait, pour l'instant il s'agit essentiellement d'accords ou d'interventions de pays à pays, et ceci malgré l'existence d'un grand nombre d'organisations qui vont de l'U.N.E.S.C.O.

au fonds monétaire international en passant par les bureaux de l'assistance technique.

Il est en effet certain que, sur le plan industriel et commercial, les pays d'Europe sont en compétition et qu'il faudra du temps pour que la politique de coopération exposée par la délégation française à Genève puisse entrer en vigueur.

En attendant, il est souhaitable que l'action traditionnelle de la France s'amplifie et, d'abord, dans le domaine de la coopération culturelle et technique : davantage de livres, davantage de revues techniques, davantage d'heures de radio et, surtout, davantage d'enseignants et de techniciens — ils sont quelques centaines et il en faudrait des milliers.

Dans le secteur de l'aide économique et financière, il est probable que l'action de la France sera moindre que celle qu'elle a entreprise en Afrique. C'est l'Europe qui interviendra pour élargir et libéraliser l'aide de l'Amérique du Nord. Mais il ne serait peut-être pas inutile que notre pays prenne l'initiative de rassembler nos cinq partenaires européens dans un organisme central que souhaite un nombre chaque jour croissant de latino-américains.

C'est dans le domaine politique, enfin, que la présence de la France apparaît comme la plus souhaitée, depuis cinq ans tout au moins.

Pour ceux qui ont connu l'Amérique latine ou qui y ont vécu, la comparaison entre ce qu'était l'influence française avant 1958 et ce qu'elle est aujourd'hui rend très risibles certaines opinions, comme celle émise hier soir par un député de l'opposition, qui affirmait en substance qu'on ne gardait certaines amitiés que pour autant qu'on leur consentait des crédits.

La France a repris sa place traditionnelle dans l'esprit des latino-américains. Et cela sans qu'elle ait eu recours à je ne sais quelle propagande. C'est, n'en doutez pas, que pour des dizaines de millions et, bientôt, pour des centaines de millions d'hommes, elle représente avant tout l'exemple même de l'indépendance de la nation et de la liberté des citoyens.

C'est à travers la France que l'Amérique latine peut et veut se rapprocher de l'Europe. Et il n'est pas exagéré d'espérer que la France et l'Europe aideront efficacement à la réalisation du rêve de Bolívar : l'unité du monde indo-latino d'Amérique.

C'est une œuvre qui vaut la peine d'être entreprise. Bien qu'elle soit encore peu familière à nos compatriotes, elle porte en elle cet espoir que notre collègue M. Duhamel se refusait à reconnaître dans l'action diplomatique de notre pays.

Et demain, lorsque les latino-américains accueilleront le général de Gaulle, peut-être accueilleront-ils, comme le pensent beaucoup, le représentant de l'Europe.

Lequel d'entre nous pourrait ne pas se réjouir, à moins de n'être qu'un partisan, que ce représentant de l'Europe soit également et d'abord celui de la France ? (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Hinsberger. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. Etienne Hinsberger. Monsieur le ministre, mes chers collègues, au cours des différentes interventions dans ce débat la politique extérieure de la France a souvent été critiquée.

Il n'est pas dans mes intentions de m'étendre sur nos relations ou sur nos rapports avec tel ou tel pays. L'objet de mon propos est d'attirer l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le problème non encore résolu des biens français en République démocratique d'Allemagne.

Voici un exemple : une entreprise française dont les capitaux et les sociétaires sont exclusivement français a créé une importante usine en province de Saxe, en République démocratique allemande. Cette usine occupait sept cents ouvriers en 1932. Depuis 1945, les autorités russes ont placé un commissaire à sa tête, après avoir démonté, emballé et acheminé une bonne partie des installations sur une centaine de wagons à destination de la Russie.

En 1950, l'usine a été placée sous l'administration fiduciaire de la Vereinigung Volkseigener Betriebe, autrement dit la « fédération des usines du peuple ». Elle fonctionne maintenant avec un effectif de 400 personnes. Bien entendu, le commissaire fiduciaire n'a jamais rendu de compte de la gestion administrative, commerciale, technique et financière de cette usine, qui a fait l'objet d'actes de spoliation de la part des troupes d'occupation russes et des autorités de la République démocratique allemande.

La déclaration réglementaire au titre des biens français situés en pays ennemi a été produite régulièrement à l'office des biens et intérêts privés. Officiellement, personne ici ne sait ce qui se passe là-bas.

Bref, il s'agit, parmi d'autres, monsieur le ministre, d'une usine française exploitée par les Russes au détriment des légitimes propriétaires français.

Pourquoi donc, vingt ans après la guerre, cette situation n'a-t-elle pas encore trouvé de solution ? Pour le secteur que je vous

signale, vous me répondrez qu'en l'absence de relations diplomatiques entre la France et la République démocratique allemande, aucune intervention officielle n'était possible. Dans ces conditions j'aimerais que vous nous précisiez de quelle manière vous envisagez la possibilité d'une juste et honnête indemnisation pour les spoliations subies et la dépossession de ces biens.

Les spoliés attendent votre réponse avec anxiété, et surtout la satisfaction rapide de leurs justes revendications.

A ce sujet, il convient de relever que des associations de déportés à tendances politiques de gauche reprochent au Gouvernement fédéral de Bonn de ne pas avoir indemnisé suffisamment les victimes du nazisme. Nous pouvons retourner la question à la République démocratique allemande. Quelle indemnisation a-t-elle déjà donnée à nos déportés, en comparaison des 40 milliards d'anciens francs versés par la République fédérale de Bonn ?

Pour avoir fait vos preuves en d'autres domaines, monsieur le ministre, nous vous gardons notre confiance pour résoudre ces problèmes délicats et pour remédier à une situation qui ne saurait durer. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. de La Malène, dernier orateur inscrit dans le débat. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. Christian de La Malène. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, à peine plus de quatre années après la fin de la dernière guerre mondiale, les désaccords entre alliés étaient tels que la guerre paraissait de nouveau menaçante et que, pour s'en prémunir, l'Amérique et l'Europe devaient signer un pacte de défense militaire.

Ce pacte a eu quinze ans il y a quelques jours, et personne ne doute que, pendant ces quinze années, il n'ait efficacement contribué à préserver la liberté de ses membres.

Et force nous est bien de constater que la menace qui était sa raison d'être en 1950 demeure en 1964, même si elle a changé d'aspect ou de méthodes. Pour résister et combattre l'impérialisme communiste, l'alliance des Etats-Unis, du Canada et de la plus grande partie de l'Europe libre reste d'une utilité irremplaçable et une nécessité fondamentale.

Mais ce moyen de lutte, mais cet instrument de résistance, doit être adéquat, et sans cesse adéquat à son objet : les véritables défenseurs du Pacte, ce ne sont pas ceux qui, par conformisme, paresse ou je ne sais quelles autres raisons, lui rendent sans cesse de solennels hommages, errent à la trahison et au sacrilège dès qu'il est question du moindre changement et de la plus légère adaptation ; mais bien ceux qui, au contraire, veulent que le monde libre, dans son effort commun, tenant compte des perpétuelles et toujours plus rapides modifications de l'économie, de la technique et aussi des sentiments, s'organise d'une façon toujours plus adaptée et toujours plus efficace.

Ne pas le faire conduirait vite l'alliance atlantique à n'être plus qu'un grand corps momifié, vidé par l'évolution des choses et des hommes de toute réalité, de toute souplesse, de toute vie.

Le traité réduit au rôle de simple façade, ce serait ailleurs que se trouveraient la réalité politique, la réalité militaire, la réalité psychologique. Si la nécessité et les principes du Pacte demeurent, compte tenu d'une communauté de menaces et d'une communauté de destins, son objet, son champ d'application, ses règles, ses responsabilités — que sais-je ? — images du monde de 1950, ne sont plus images du monde de 1964. En effet, de 1950 à nos jours, mesdames, messieurs, que de changements !

C'est d'abord la forme de la menace qui a changé. En 1950, celle-ci paraissait directement militaire et s'exerçait fondamentalement en une région bien déterminée, l'Europe. Et cette dernière, ruinée économiquement, moralement et militairement, semblait une proie tentante pour une nouvelle avance de la marée soviétique. En revanche, l'Amérique, elle, dont le monopole atomique demeurait encore, était hors d'atteinte. Quant au reste du monde, l'Amérique du Sud, l'Afrique et même l'Asie, la Chine mise à part, en grande partie sous le contrôle ou sous l'influence occidentale, il ne constituait pas encore l'enjeu décisif qu'il est maintenant devenu entre l'Est et l'Ouest.

Aujourd'hui, certes, la menace militaire demeure, mais elle est devenue planétaire, si bien que l'Europe reconstituée, reformée, n'apparaît plus comme le lieu privilégié des combats éventuels. Mais si l'équilibre de la terreur a rendu impossible la guerre nucléaire et sans doute même la guerre avec les moyens dits classiques, la guerre de subversion s'est, elle, développée. Elle a trouvé dans le tiers monde un terrain d'élection. Et c'est Cuba communiste, c'est la guerre au Viet-Nam et au Laos, c'est la menace qui pèse sur l'Amérique du Sud et l'Afrique.

Sans que les positions de fond aient tant soit peu changé, la détente verbale a fait succéder la coexistence à la guerre froide. En même temps qu'évoluaient les menaces qui pesaient sur le monde libre, comme les problèmes auxquels il était confronté, de profonds changements intervenaient dans la structure du monde libre lui-même.

En 1950, la Grande-Bretagne mise à part, l'Amérique n'avait en face d'elle que des peuples européens ruinés par la guerre et l'invasion. Leurs préoccupations étaient à la mesure de leurs moyens, c'est-à-dire essentiellement internes. Ils ne ressentait ni désir, ni possibilité d'une action extérieure personnelle. Dépendants des U. S. A. pour leur économie, ils ne concevaient pas, hors de leurs frontières, une politique si peu que ce soit différente de ces derniers, et surtout pas en ce qui concernait la lutte et la résistance à l'impérialisme communiste.

Sans que cela fût expressément dit, c'étaient les U. S. A. et les U. S. A. seuls qui assuraient la définition de la politique de l'Alliance comme sa conduite. La Grande-Bretagne, sans doute, faisait quelque peu exception à la règle, mais elle comptait davantage sur les liens privilégiés bilatéraux qu'elle avait avec les U. S. A. et entendait maintenir que sur son action au sein du pacte lui-même.

La communauté atlantique de 1964 n'a plus que de lointains rapports avec celle de 1950. Les puissances européennes se sont dégagées des drames de la décolonisation; elles ont connu et connaissent une ascension économique qui fait d'elles de nouveau, prises dans leur ensemble, une puissance industrielle qui peut contrebalancer celle de la Russie ou de l'Amérique. Cette progression leur impose des obligations et leur ouvre des ambitions. Elles sont redevenues des puissances.

Alors qu'en 1950 le Pacte atlantique c'étaient les U. S. A. et puis, en-dessous et à peu près sur un même plan, toutes les autres nations occidentales, aujourd'hui, à l'intérieur du Pacte atlantique, la réalité c'est la hiérarchie des puissances; la réalité c'est un rapport des forces transformé.

Enfin, depuis 1950, d'une part, les arsenaux d'armes nucléaires se sont multipliés, d'autre part, des transformations révolutionnaires sont intervenues dans la technologie militaire et donc dans la stratégie.

En 1950, l'Amérique détenait un monopole et elle était hors d'atteinte d'une attaque russe. Ce monopole a d'abord disparu. Puis ce fut l'invulnérabilité de l'Amérique qui disparut.

Cette double évolution de la technique et des possesseurs d'armes atomiques pose des problèmes angoissants aux responsables de la défense. A partir du moment où la seule défense est la menace de destruction du potentiel économique et humain de l'agresseur, à partir du moment où cette destruction est possible en n'importe quel point du monde et de façon massive, à partir du moment où l'instrument de représailles est lui-même à l'abri des destructions, l'arme atomique équivaut à un suicide ou à un quasi-suicide. Son utilisation ne peut être sérieusement envisagée qu'au cas où l'on est soi-même directement attaqué dans sa vie. Et sa valeur de dissuasion, qui est sa véritable raison d'être, est naturellement limitée à la possibilité de son emploi, c'est-à-dire à sa propre personne.

Pour faire face à un conflit global, à une menace globale, contrairement à la protection militaire classique, la dissuasion ne s'accorde pas. Elle risque de perdre dans son transfert, dans cette garantie à un autre qu'à soi-même, sa crédibilité qui est toute sa valeur.

Alors que tout semble commander l'union sans cesse plus étroite des forces et des moyens, voilà qu'un des aspects — fondamental — de la stratégie semble aller directement à l'encontre de ce mouvement.

De toutes ces transformations: modification de la menace, rapport des puissances à l'intérieur du monde libre, révolution stratégique, il était bien évident qu'il fallait au plus vite tirer les conséquences et procéder aux adaptations nécessaires. Il appartenait à tous les membres de l'Alliance de le faire mais au premier chef à la France, et pour trois raisons.

D'abord, son intérêt propre. L'adaptation de l'alliance atlantique est incontestablement bénéfique à la sécurité de la France, à la protection de ses intérêts, au maintien de son rayonnement.

Ensuite, l'intérêt de l'Europe. L'Europe a beaucoup souffert de n'être pas présente, de n'être pas entendue au cours et à la fin du dernier conflit. L'Europe a son mot à dire, d'abord sur son destin propre, ensuite sur les affaires du monde. Il ne faut plus de nouveau Yalta!

Enfin, l'intérêt de l'alliance elle-même et du monde libre dans son ensemble. Faire fonctionner une alliance est un art sans doute difficile, mais une alliance ne fonctionne bien que si son action est une synthèse permanente des points de vue des nations membres. Chacune doit participer à la définition de la politique, chacune doit participer aux responsabilités, et cela dans la mesure de son importance et de ses efforts. Chacune doit avoir la certitude que sa voix est entendue et que ses intérêts sont respectés, dans la mesure même de son apport.

Pour le choix d'une politique, la question n'est pas de savoir si c'est la politique américaine ou la politique d'une nation européenne qui est la meilleure, mais il importe que la politique commune soit un compromis entre les deux thèses, compromis

qui tienne un compte équitable des forces, des intérêts, des responsabilités de chacun.

C'est à ce prix, et à ce prix seulement, qu'une alliance peut fonctionner. Sinon, si le plus puissant impose toujours sa volonté et son choix, même avec l'appui d'une majorité changeante suivant les problèmes, ce n'est plus une alliance, c'est un protectorat et, dans ce cas, même si le nom est conservé, l'alliance fonctionne mal.

Pour qu'elle marche au mieux de ses objectifs, je le répète, elle doit être une synthèse permanente. De cette façon, chaque nation peut apporter, sans réticence, à l'effort commun son influence, son rayonnement, le maximum de ses efforts, sa meilleure volonté.

Au contraire, agir de manière que telle ou telle nation de l'alliance s'estime lésée dans ses intérêts ou sa défense affaiblit tout l'ensemble, fait réapparaître avec plus de force les égoïsmes nationaux et fait surgir le redoutable danger du neutralisme. Ce n'est pas en réduisant leur rôle ou leurs responsabilités, peut-être même leurs efforts, que les nations et les peuples ont le sentiment d'être davantage concernés et aidés par l'alliance.

Tout au contraire, s'ils se croient ou s'ils se sentent vaillants que vaillent défendus, et défendus par d'autres que par eux-mêmes, alors la tension est grande de jouer égoïstement sa partie. C'est là une attitude dangereuse, que l'on voit poindre çà et là en Europe. C'est en respectant les intérêts et les points de vue des nations, c'est en les associant aux responsabilités, c'est en leur faisant prendre part à la défense et à la mise en application de la stratégie, qu'elles participeront d'un meilleur cœur à l'œuvre commune, qu'elles acceptent les sacrifices et, faisant taire leurs intérêts, qu'elles accroîtront leurs efforts.

Ce rééquilibre bénéfique et nécessaire de l'alliance atlantique, conforme à l'intérêt de la France, conforme à l'intérêt de l'Europe, conforme à l'intérêt de l'alliance, il était possible, normal et dans l'ordre des choses que ce fût la France qui en fit la demande.

Ce rôle ne pouvait naturellement pas être tenu par les petites puissances par définition même, ni par l'Allemagne que les accords de Paris en matière de sécurité mettent dans une situation particulière, ni par l'Angleterre qui compte toujours sur ses liens spéciaux avec les Etats-Unis d'Amérique, ni enfin par l'Amérique elle-même qui se satisfait aisément — on le comprend — d'un système qui lui assure dans la définition comme dans l'application, sur le plan civil comme sur le plan militaire, une place à ce point prépondérante.

Une première tentative fut faite en septembre 1958. La France demanda, non pas comme il a été dit, une sorte de je ne sais quel directoire responsable de la conduite de l'alliance, mais à la fois une coordination des politiques et un élargissement du champ d'application du pacte de façon que, dans toutes les régions du monde où la menace s'était déplacée, l'action des puissances occidentales, au lieu de diverger quand elle ne s'opposait pas, s'exercât suivant une ligne commune.

Elle demanda aussi une modification des responsabilités internes. On sait quels échos soulevèrent ces propositions et quelle réponse leur fut faite alors.

Il fallut que se manifestât avec un certain éclat la volonté de la France de mener à bien, seule, l'effort d'armement nucléaire commencé depuis de longues années pour que fût enfin reconnu et admis que l'adaptation du pacte et la question vitale des responsabilités nucléaires étaient un problème.

L'effort français était une donnée de fait concrète qu'il était impossible de passer sous silence et la position stratégique française risquait de soulever de profonds échos chez les autres responsables des questions de défense et dès lors il semble que l'on ait assisté à une sorte de course de vitesse.

Les U. S. A., ressentant le poids de la revendication française et à travers elle de celle de l'Europe, se sont efforcés et s'efforcent de la désarmer. Ils tentent d'y répondre en donnant le jour à des projets de force atomique multinationale ou multilatérale. Après de nombreux avatars qui mirent clairement en lumière le caractère improvisé de ce projet, le résultat aujourd'hui est mince. Les Anglais ont accepté d'entrer dans une force multinationale volontairement équivoque et seuls les Allemands sont prêts à participer à une force multilatérale.

La France n'a naturellement pas les moyens d'aller dans de multiples directions. Le Benelux craint les répercussions politiques internationales d'une telle formule. L'Italie est freinée par sa situation politique interne.

Si la force multilatérale voit le jour, il ne semble pas qu'elle fasse faire beaucoup de progrès au problème de la répartition des responsabilités nucléaires, car il paraît bien qu'en fin de compte si l'Allemagne y trouvera de lourdes charges financières, ce sera l'Amérique qui y conservera, seule, le pouvoir de décision.

Il est difficile de dire jusqu'où les Américains pourront aller et quelle part ils consentiront à leurs alliés dans la responsabilité des deux forces, mais les caractères de l'arme thermonu-

cléaire, les sujétions stratégiques qu'elle impose, la politique à laquelle elle conduit posent en théorie l'incompatibilité entre la stratégie thermonucléaire et l'utilisation de l'arme dans une formule de coalition ou d'intégration.

Remarquons cependant que plus la France affirme son point de vue, plus les autres nations européennes sont armées pour soutenir leurs revendications à l'égard des Etats-Unis et participer davantage aux responsabilités.

C'est là une conséquence non négligeable de la position de notre pays. Ainsi, bien que la France n'ait cessé et ne cesse de poser la question, de l'inadaptation actuelle résulte entre les nations libres, et tout naturellement les plus importantes, une sorte de malaise et l'Occident paraît à la recherche à la fois d'un équilibre politique, d'une stratégie, d'une politique dans le tiers monde et d'une politique commerciale.

L'équilibre politique, c'est une organisation, un fonctionnement tels que les nations libres aient la conviction qu'elles aient une politique qui soit une, qu'à sa définition elles participent toutes dans la mesure de leur importance, que cette politique tienne un compte suffisant de leurs intérêts.

La stratégie du monde libre, au moins pour la partie commune, a été définie au cours de l'année 1950. Elle ne correspond plus aux données actuelles.

Faute d'une définition commune, chacun s'efforce de définir une stratégie qui soit adaptée à ses problèmes et à sa vision des choses.

En Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, en dehors de quelques commissions commerciales, peu a été fait pour confronter les points de vue et dégager une ligne d'action commune. C'est une des grandes faiblesses du pacte. On ne peut pas additionner ses efforts sur le Rhin et s'opposer en Afrique. C'est une des causes, et non des moindres, du recul de l'Occident dans ces régions du monde.

Dans l'organisation des économies, certes, beaucoup d'efforts ont été déployés et beaucoup de réalisations ont suivi mais il subsiste encore beaucoup de points sombres : agriculture, produits tropicaux, matières premières.

Face à ce quadruple malaise, comment réagissent les leaders de l'alliance ?

En principe, ils se déclarent prêts à partager les responsabilités avec une Europe unie dans le cadre d'un *partnership* atlantique.

Le Président Kennedy l'avait dit avec beaucoup de solennité mais il faut bien remarquer, en premier lieu et malheureusement, que cette unification de l'Europe n'est pas pour demain et, en second lieu, qu'il ne suffit pas d'affirmer la reconnaissance d'un principe, il faut encore agir et faire en sorte que celui-ci puisse se réaliser. Pour pouvoir partager les responsabilités à deux, il faut que les partenaires aient chacun une existence différenciée.

Or, beaucoup, pour ne pas dire la plupart, des actes concrets des Etats-Unis d'Amérique à l'égard de l'Europe ne semblent pas dictés par une telle manière de concevoir celle-ci comme une grande puissance unifiée et indépendante : que ce soit cette volonté d'y faire entrer l'Angleterre — ce qui aurait signifié l'unification politique remise à Dieu sait quand — que ce soit leur attitude sur le problème des tarifs, nécessaires pourtant à la réalisation d'un véritable Marché commun, que ce soit leur attitude sur les problèmes agricoles ; le secrétaire d'Etat américain à l'agriculture ne voulait-il pas avoir son mot à dire sur la fixation du prix des céréales en Europe, comme il voulait avoir des contingents d'importation assurés ?

Dans tous ces domaines et dans bien d'autres, l'Amérique semble redouter tout ce qui aiderait à la création de cette Europe, à son existence indépendante ; unifié, indépendance, existence, conditions nécessaires cependant à ce partage des responsabilités souhaité par ailleurs.

En matière de défense, cette attitude est plus claire encore. Pour que l'Europe existe il faut qu'elle ait une défense autonome et c'est une idée à laquelle les dirigeants américains semblent délibérément hostiles. Conçoit-on une grande puissance pouvant partager réellement des responsabilités mondiales et qui n'aurait pas des moyens de défense autonome ? Que les Américains soient opposés à ce point de vue, parce qu'ils ont peur de la dissémination de l'arme ou parce qu'ils souhaitent maintenir leur monopole stratégique et donc politique d'hier, personne ne peut le dire et il n'impute.

Quoi qu'il en soit, ils s'opposent avec netteté à toute formule qui conduirait à une défense autonome du continent dans le cadre atlantique et ils sont, en sens inverse, favorables à toute formule intégrant au maximum les forces militaires de l'Europe à l'intérieur de l'alliance et sous commandement américain. Ainsi, favorables en principe à l'Europe politique, ils le sont déjà infiniment moins à l'Europe économique et pas du tout à l'Europe militaire.

Il faut que l'Europe économique soit suffisamment libre-échangiste. Quant à l'Europe militaire, elle doit être totalement intégrée. Là l'intermédiaire « européen » a disparu, la conception est directement atlantique.

Compte tenu des problèmes de dissémination, un tel point de vue serait peut-être théoriquement concevable, bien qu'erroné sans doute sur le plan de la volonté de combattre sans laquelle il n'est point de force, mais à une condition, c'est que cette intégration soit équitable.

Une intégration équitable, cela veut dire deux choses. Tout d'abord qu'à l'intégration des forces européennes devrait correspondre l'intégration des forces américaines. Or, jusqu'à nouvel ordre, il n'en est rien.

D'une part, l'Europe est priée d'intégrer la totalité de ses forces et la totalité de ses moyens dans des formules soit classiques, soit atomiques, forces multinationales ou multilatérales, mais la décision y sera américaine.

D'autre part, et surtout, l'essentiel des forces des Etats-Unis, ce qui fait leur importance stratégique et leur importance politique, reste en dehors, totalement en dehors, de cette intégration.

Les nations de l'Europe apportent tout ce qu'elles ont et le mettent sous direction américaine. Mais l'Amérique garde à part, pour elle, l'essentiel de ses moyens.

Intégration équitable, cela veut dire que la répartition des responsabilités et des commandements militaires soit revue. Sans discuter, si peu que ce soit, les questions de sécurité, poursuivre, accentuer cette intégration, il y aurait là un singulier rééquilibre, en vérité, un singulier moyen de partager des responsabilités, un singulier moyen de faire entendre la voix des nations européennes.

En vérité, pour le moment on le voit, aux questions que pose l'évolution réciproque des puissances comme l'évolution de la stratégie, il n'est guère donné de réponses satisfaisantes.

Certes, maintenant, le problème est reconnu. Il y a quelques jours, le 7 avril, M. Dean Rusk reconnaissait que « si l'O. T. A. N. s'est acquittée de la tâche essentielle pour laquelle elle a été créée, le moment est maintenant venu d'aborder des tâches plus vastes : partager les responsabilités de la puissance nucléaire, harmoniser la politique vis-à-vis des nations communistes et en vue du règlement des différends à l'intérieur du monde libre et coopérer plus étroitement aux problèmes mondiaux de l'aide, du commerce et de la politique monétaire ».

« Ces nouvelles tâches, disait-il, ne peuvent être accomplies qu'en mettant au point de nouvelles formes d'action commune ».

Mais cette reconnaissance des problèmes dans le domaine militaire comme dans le domaine politique, ne s'accompagne, pour le moment, ni de changements d'attitude, ni de propositions précises.

En tout cas, cette attitude est préférable à celle que certains ont prise et gardent encore, essayant par tous les moyens de faire taire la voix de la France, essayant par tous les moyens, à l'intérieur et à l'extérieur, de l'isoler dans sa position, essayant de déformer le point de vue français, comme mettant en cause soit l'Europe, soit l'alliance, et ne craignant pour cela aucune contradiction : tantôt la France était présentée comme cherchant à créer une troisième force neutraliste plus ou moins sympathisante du monde communiste, tantôt — et avec la même politique — la France était présentée comme adversaire farouche de la détente, et j'en passe.

Ce n'était pas de cette façon que les problèmes pouvaient être résolus et que les questions pouvaient trouver une réponse.

Aujourd'hui un point de vue plus réaliste semble peu à peu se manifester. Les thèses de bon sens de la France, d'une part, sur le Viet-Nam, le Cambodge et la Chine, d'autre part, sur la nécessaire autonomie de l'Europe, rencontrent chaque jour une adhésion accrue.

Et tant pis pour ceux qui, à l'intérieur, ont embouché la trompette, applaudi et soutenu la condamnation extérieure des thèses françaises !

Il ne leur reste plus, comme ils ont déjà commencé à le faire, qu'à trouver leur chemin de Damas, qu'à dire qu'ils feraient les mêmes choses mais qu'elles ne sont pas bien faites simplement, en fin de compte, parce que ce n'est pas eux qui les font. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

Que ce soit sur la notion d'indépendance de l'Europe, que ce soit sur l'Angleterre, sur la politique agricole européenne, sur l'Amérique, sur l'Afrique, sur l'Asie, que sais-je ? il y a là une convergence dont nous nous félicitons. Que des hommes aussi divers et qui n'appartiennent pas à l'opposition comme les sénateurs Morses, Mansfield et Fullbright, que des journalistes influents reconnaissent que, tantôt ici, tantôt là, en Amérique du Sud, les mythes sur lesquels reposent la diplomatie américaine doivent disparaître au bénéfice d'une vision plus réaliste des choses, il y a là les prémises d'une heureuse compréhension.

Et comment nos alliés pourraient-ils rester sourds à la leçon qui se dégage de la stupéfiante adhésion des foules et des masses populaires, en Amérique latine ou en Asie, à l'égard du chef de l'Etat français et de la politique qu'il incarne ? En Occident, c'est vers la France, vieille puissance coloniale pourtant, que se tournent les regards des anciens pays colonisés et des pays du tiers monde. C'est qu'ils ont compris le sens et la portée du message français.

Mesdames, messieurs, sans que les idéologies soient reniées, sans que les alliances se renversent, bien au contraire, les évolutions des puissances ont conduit, non pas à un renforcement de la structure bipolaire, mais à sa lente évolution vers une structure multipolaire.

Il est certain que continuera la sorte de retraite à contre-cœur que sont obligés d'effectuer les deux puissances continentales qui, hier encore, se partageaient la direction du monde, devant les évolutions de puissances qui se manifestent.

On peut regretter cette évolution, on peut regretter cette division, mais il serait stupide, aveugle de la nier. Elle est un fait, et c'est devant ce fait que doivent se placer ceux qui entendent réfléchir à la politique étrangère de notre pays. Les conséquences en seront majeures, sinon fondamentales. Pour le bien ou pour le mal, la diplomatie mondiale va retrouver ce que l'on pourrait appeler « du jeu ». A la période de relative stabilité imposée par la structure bipolaire d'hier va succéder une période d'instabilité, de mouvement, et nous en voyons déjà les prodromes. Mais cette stabilité, pour ne pas dire ce danger accru, s'accompagne de possibilités nouvelles vers ce que l'on appelle la détente entre Russes et Américains.

Face à elle, la meilleure façon de défendre à la fois la paix et la sécurité de l'Occident n'est pas un conformisme paresseux. Mais elle doit être au contraire d'essayer, dans un monde dont l'évolution se précipite, de prendre conscience des réalités et des forces durables pour tenter de les assembler au mieux au service de l'idéal commun. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères. Mesdames, messieurs, il va de soi qu'au cours de ce débat j'ai écouté avec beaucoup d'attention les orateurs qui se sont succédés, et j'ajouterai avec une vigilance particulière ceux qui représentaient les groupes de l'opposition et qui apportaient leurs critiques à la déclaration que j'avais eu l'honneur de faire devant l'Assemblée nationale.

J'ai trouvé naturellement beaucoup d'intérêt dans ces exposés, mais je n'ai pas pu m'empêcher d'éprouver des sentiments mêlés et même, si je puis dire, une certaine perplexité, et ceci du fait de la différence qui m'est apparue entre la forme et le fond des interventions, entre les manifestations verbales et les prises de position sur notre action politique.

Bien sûr, j'ai entendu à de nombreuses reprises les qualifications qui sont souvent portées sur la politique extérieure actuelle de la France, je veux dire les qualifications de nationalisme, voire d'isolement, d'excès de nos ambitions, la condamnation d'une politique qui se veut réaliste à l'encontre du sentiment de nos alliés, en même temps d'ailleurs que notre manque de réalisme du fait de la disproportion entre nos objectifs et nos moyens.

Mais la part faite à ces manifestations normales dans la présentation des thèses, il m'a semblé que lorsque l'on passait au fond, tout était moins net et, si je puis dire, moins noir ou blanc ; je n'ai pas pu m'empêcher de trouver même parfois une certaine ambiguïté.

J'en donnerai tout de suite deux exemples. Il s'agit de deux questions principales qui ont tout naturellement fait l'objet de ce débat, c'est-à-dire les affaires d'Extrême-Orient et les affaires de l'Europe.

Pour les affaires d'Extrême-Orient, c'est d'abord la reconnaissance de la Chine populaire.

Là, il n'y a pas eu, sur les principes, une seule note discordante. C'est une mesure qui, d'après tous, se justifie et même s'impose. M. Odru nous a donné la bénédiction du parti communiste. M. Delorme nous a dit qu'elle était depuis quinze ans inscrite au programme du parti socialiste. Et même si M. Duhamel et M. Abelin ont été moins laudatifs, ils ne s'en sont pas moins abstenus de désapprouver la chose.

Et chacun, à tour de rôle, a développé le thème habituel des 700 millions d'hommes dont on ne peut nier l'existence.

Mais que le Gouvernement ait pris la décision de reconnaître la République populaire de Chine, c'est là une tout autre affaire. On nous dit que ce n'est plus le même problème. Il

s'agit de nos méthodes, de nos intentions et même de nos arrière-pensées.

Arrière-pensées ? Je pense par exemple à l'orateur du parti communiste qui, sans doute, ne peut s'abstraire des idées mélangées que lui inspire la grande querelle qui se déroule à l'intérieur du monde communiste et qui soulève peut-être aussi en France certains problèmes particuliers. (*Rires et applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

Méthodes et intentions ? Ceci est pour les autres. On nous dit que la décision a été prise par le Gouvernement français en dehors de nos alliés, et même sans leur consultation. M. Duhamel évoquait avec éloquence le traité franco-allemand, auquel je suis tout autant que lui attaché, pour nous déclarer que le Gouvernement de Bonn n'a pas été consulté comme il aurait convenu.

Il ajoute : « Peut-être se l'explique-t-on, puisque le mystère est inhérent à la diplomatie ».

Mesdames, messieurs, il me semble que voilà cependant une affaire où, peut-être plus que dans aucune autre affaire diplomatique de notre époque, il n'y a jamais, à aucun moment, eu de mystère.

En réalité, pendant des mois l'affaire a été portée devant l'opinion publique. Peut-être M. Duhamel lui-même n'a-t-il pas entendu parler du voyage en Chine de certaine personnalité politique française ? (*Sourires.*)

Mais tout le monde dans l'opinion en était informé et nos alliés la connaissaient, de même qu'ils connaissaient nos intentions. Nous n'avons pas manqué de leur en parler. Mais là se pose forcément la question de savoir si, lorsqu'on s'informe entre alliés ou que l'on se consulte entre amis, c'est nécessairement pour se mettre d'accord.

Dans le cas dont il s'agit, nous savions à l'avance — nous le savions en particulier pour l'Allemagne dont la position en ce qui concerne les pays qui ont des relations avec l'Allemagne communiste est bien connue — qu'il n'était pas question de nous mettre d'accord.

Puis l'on parle de nos intentions et l'on explique — M. Raust, je crois, l'a dit hier soir dans son intervention — que si nous avons décidé de reconnaître la Chine populaire de Pékin, c'est pour prendre le contre-pied des Etats-Unis, pour faire une politique d'aigri et d'isolés, en accord avec un autre pays qui, lui aussi, est aigri et isolé parce qu'il n'a pas signé l'accord de Moscou sur la suspension partielle des expériences nucléaires.

M. André Raust. Je ne l'ai pas dit sous cette forme, monsieur le ministre.

Je n'ai pas dit du tout ce c'était pour prendre le contre-pied des Etats-Unis.

M. le ministre des affaires étrangères. Eh bien ! je prends acte de ce que vous ne l'avez pas dit, monsieur Raust.

M. André Raust. C'est très important.

M. le ministre des affaires étrangères. Si vous ne l'avez pas dit, je l'ai entendu dire en d'autres lieux et en d'autres circonstances.

Quoi qu'il en soit, la question que je me pose est de savoir si, mettant en cause nos intentions, on pourrait en conclure que la mesure aurait pu être prise par un gouvernement qui, lui, aurait eu la conscience tranquille, qui par exemple, aurait été considéré comme un bon allié à l'intérieur de l'organisation atlantique. Il n'aurait pu être soupçonné de mauvaises intentions et la décision, venant de lui, aurait été approuvée.

C'est sans doute ce qui s'est passé naguère, en des circonstances plus dramatiques, lorsqu'un gouvernement, qui avait la conscience tranquille à cet égard, a décidé d'entreprendre, non pas une action diplomatique, comme la reconnaissance de la Chine populaire, mais une action militaire, contre l'avis du plus grand de nos alliés. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

A propos de l'Indochine non plus, je n'ai pas entendu de critique quant au fond. J'ai même entendu, dans la bouche d'un orateur, en même temps qu'une sorte d'apologie de notre position, une critique violente de la politique américaine que, pour ma part, je ne me serais jamais permise, et que, d'ailleurs, je ne prends pas à mon compte.

Il n'y a pas eu de critiques, et sans doute cela est-il dû partiellement au fait que l'opinion française est, en cette matière indochinoise, plus sensible qu'en toute autre, car elle n'a pas perdu le souvenir de nos propres épreuves. Elle n'a pas oublié sans doute non plus, comme M. Maurice Schumann l'a rappelé dans son magnifique discours, que la France a, en définitive, rendu au monde libre un service éminent en empêchant le communisme de s'installer dans l'ensemble de la péninsule indochinoise.

Et je dis sans aucune gêne à M. Odru que cela s'applique sans équivoque à la politique du Gouvernement, que ce n'est certainement pas pour faciliter l'installation du communisme au Vietnam, au Laos et au Cambodge que nous préconisons, pour notre part, une solution de neutralité. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

Tout cela est très bien, nous dit-on, mais comment ferez-vous valoir cette politique si, dès l'abord, vous vous opposez aux Etats-Unis ?

Je dois dire, mesdames, messieurs, que je ne comprends plus. En effet, comment peut-on faire valoir une position, comment peut-on chercher à l'expliquer, si on ne l'exprime pas ?

On nous dit : « Il faut se consulter avec les alliés », et l'on nous reproche de ne pas assez nous consulter avec les alliés. Mais comment pouvons-nous, sur l'affaire d'Indochine, nous consulter avec nos alliés, et d'abord avec le principal d'entre eux, c'est-à-dire les Etats-Unis, si, dès l'abord, nous n'avons pas pris une position politique et si nous ne l'avons pas exprimée très sincèrement ?

Et puis, nous dit-on encore, en admettant même que cette position soit acceptée par nos alliés, comment voulez-vous qu'elle soit praticable ? Qu'est-ce qui vous garantit que la Chine va l'accepter ?

Très franchement, je n'en sais rien. Je ne suis pas capable de répondre à cette question. Mais comment pourrait-on le savoir si l'on ne parle pas avec les Chinois ?

Si l'on ne croit pas que la guerre soit une solution, est-ce que la diplomatie a été inventée pour autre chose que pour rechercher la solution politique des problèmes ?

Tout cela me permet peut-être de conclure que, dans l'ensemble des propos tenus sur ces questions de l'Extrême-Orient, il y a sans doute plus de procès de tendances qu'autre chose. Il est étrange, en vérité, de reprocher au Gouvernement de prendre clairement position sur une politique qui est approuvée en France, on peut le dire, par presque tout le monde.

Les choses sont plus difficiles naturellement, lorsque, de l'Extrême-Orient, on passe à l'Europe. Elles sont plus difficiles parce qu'elles sont plus proches et que, par conséquent, les passions sont plus directement en jeu. Il s'agit, bien entendu, de la construction européenne, c'est-à-dire de l'union de l'Europe.

Tout le monde n'est pas aussi sévère à cet égard que M. Raust — il m'exécutera de citer à nouveau son discours d'hier — lorsqu'il nous a dit que l'on avait perdu six ans.

Pareille affirmation, me semble-t-il, surprendrait nos partenaires européens, qui seraient étonnés d'apprendre que tout le chemin déjà parcouru sur la voie de l'union économique de l'Europe est considéré comme négligeable.

D'autres critiques sont plus nuancées. M. Abelin, contre son ordinaire, a approuvé la politique agricole commune. (*Sourires.*)

M. Duhamel aussi, tout en regrettant que les progrès réalisés dans le domaine économique ne soient pas accompagnés de progrès parallèles dans le domaine politique.

Sur ce point, je lui donne volontiers mon accord, encore que je n'y trouve pas les mêmes motifs et que je n'en tire pas les mêmes conclusions.

Pour nous inciter à trouver un moyen de faire progresser, ou plus exactement de commencer cette Europe politique, on nous cite en exemple la manière dont les affaires sont conduites à Bruxelles et le rôle décisif qu'a joué, en particulier, la commission économique européenne dans le succès de la négociation qui a abouti à la politique agricole commune.

Je serai le dernier ici à être en désaccord avec ceux qui soulignent l'utilité de la commission économique européenne. Depuis presque six ans j'assiste régulièrement à Bruxelles au conseil des ministres de la Communauté, je collabore étroitement avec cette commission et — je crois pouvoir le dire — j'entretiens avec ses membres les rapports les plus amicaux, en particulier avec son président, pour qui je n'éprouve qu'estime et amitié.

M. le président de la commission des affaires étrangères. Très bien !

M. le ministre des affaires étrangères. Cette commission, qui fonctionne bien, rend d'excellents services, notamment en présentant, ce qui est son rôle, des propositions aux Gouvernements représentés à la Communauté.

C'est ce qui s'est passé lorsque nous avons conclu, le 23 décembre 1963, les derniers éléments de notre politique agricole commune. Mais je crois qu'il serait excessif de dire que c'est parce que la commission a fait de bonnes propositions que l'accord a pu finalement se réaliser.

Je me permettrai de souligner en premier lieu que si tout le monde a, en définitive, accepté en décembre, à Bruxelles, d'en terminer une bonne fois avec la politique agricole commune, ce n'est pas sans rapport avec l'insistance que le Gouvernement français avait mise à souligner l'importance qui s'attachait à ce que la date convenue du 1^{er} janvier 1964 fût scrupuleusement respectée. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Je crois qu'un second élément a été également que cette grande affaire avait donné lieu à des discussions prolongées, que ces discussions avaient permis de définir avec beaucoup de précision la position des uns et des autres et que de ces positions résultaient les éléments nécessaires pour arriver à des solutions de compromis.

Enfin, il y a eu un troisième élément. C'est que les gouvernements ont donné leur accord aux propositions de la commission, et c'est un point sur lequel je me permettrai d'insister un instant.

Il me suffira de faire un parallèle entre ce qui s'est passé à Bruxelles en décembre pour la politique agricole commune finalement adoptée sur proposition — excellente, je le répète — de la commission, dont je ne cherche pas à sous-estimer le rôle, et ce qui s'est passé par la suite lorsqu'il s'est agi de chercher à fixer dans la Communauté européenne des prix uniques pour les céréales.

Ici encore nous nous sommes trouvés, et très heureusement, en présence de propositions précises de la commission économique européenne, dont je dirai que le moindre qualificatif qu'on puisse leur appliquer est qu'elles n'étaient pas déraisonnables.

Nous ne sommes cependant pas arrivés à un accord, et il n'y a pas d'apparence que nous y arrivions très prochainement. La raison en est très simple, évidente et bien connue, c'est qu'il n'y a pas d'accord entre les gouvernements, et en particulier parce que l'Allemagne se trouve être — cela n'est pas une critique — dans une situation particulière, que chacun d'entre nous connaît bien. Et je ne vois pas comment on pourrait arriver à prendre une décision aussi importante tant sur le plan politique qu'économique sans avoir l'accord exprès de l'un de nos principaux partenaires...

M. Jacques Duhamel. Dans deux ans, cette décision pourra être prise à la majorité, monsieur le ministre, ce qui permettra d'ailleurs peut-être au Gouvernement allemand de se dégager d'une responsabilité gênante.

M. le ministre des affaires étrangères. Je sais bien, monsieur Duhamel, que dans quelques années les décisions de la Communauté économique européenne seront prises à la majorité, mais je ne crois pas qu'il soit bon, qu'il soit sain d'en tirer la conséquence qu'il faudra à la légère mettre dans la minorité tel ou tel de nos partenaires...

M. Jacques Duhamel. Bien sûr !

M. le ministre des affaires étrangères. ... et je n'imagine pas que dans une question aussi importante pour tout le monde que le prix des céréales il soit possible de prendre une décision sur la volonté exprimée de l'Allemagne. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Il faut en définitive — et c'est le fondement de notre Communauté en Europe — que les pays se mettent d'accord. C'est ce que nous disons pour ce qui nous concerne et nous pensons que rien ne remplace l'entente et la coopération.

C'est pourquoi je disais hier que la querelle de la supranationalité est dérisoire, même avec la règle de la majorité qui sera applicable dans quelques années au sein de la Communauté européenne et il en est de même lorsqu'il s'agit de l'union politique.

En avril 1962, chacun le sait, nous étions, dans la Communauté européenne, tout près de nous entendre sur les premiers pas en direction de l'union politique de l'Europe. Puis, nous avons été arrêtés — si cela avait été à cause de la France, on aurait dit par le veto de la France, mais je n'emploierai pas cette expression — par l'opposition de deux de nos partenaires, la Belgique et les Pays-Bas, qui, s'il y avait eu application de la règle de la majorité, auraient été mis en minorité.

Nous ne sommes pas allés au-delà et, depuis ce moment, nous sommes bloqués, parce qu'il n'y a pas d'accord entre tous les gouvernements qui composent la Communauté européenne. Tel est le fond des choses et c'est pour cela, encore une fois, que les querelles d'écoles ne me semblent pas sérieuses. Ce qui compte en définitive, s'agissant de construire l'Europe, de l'engager dans la voie de l'unité, c'est qu'il existe entre tous nos pays une volonté commune. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

En disant cela, j'espère faire en même temps ressortir combien sont absurdes les accusations qui sont portées bien souvent contre nous et qui ont d'ailleurs été évoquées à cette tribune au cours de la journée d'hier ou d'aujourd'hui, accusations de prétendre à l'hégémonie en Europe. Qu'y a-t-il de plus contraire à cette idée d'hégémonie que l'affirmation constante et constamment renouvelée de la nécessité d'un accord entre tous les partenaires ?

A cette occasion, je me permets de souligner qu'il est étrange d'entendre dire, comme cela commence à se répandre, que du fait de la politique française, qui conduirait à l'isolement de notre pays, une nouvelle hégémonie se prépare en Europe, celle de l'Allemagne.

Comment est-il possible de concilier cette notion avec celle de la construction d'une Europe sur un pied d'égalité ? Comme si l'on considérait qu'il allait de soi que l'on ne pouvait se passer d'une hégémonie et que la France, dans cette affaire, manquait l'occasion d'imposer la sienne.

Cela encore une fois, mesdames, messieurs, n'est pas notre position et nous restons toujours disposés à engager à nouveau la conversation avec nos partenaires, pour voir comment et dans quelle mesure il serait possible de faire le premier pas dans la voie d'une construction politique européenne.

J'ai été heureux tout à l'heure d'entendre M. Abelin nous dire qu'il était dans les mêmes dispositions d'esprit et que, même, s'il n'approuvait pas notre politique, il ne ferait rien, bien au contraire, pour empêcher que quelque début de réalisation ne se dessine dans cette direction.

Je suis sûr que, si M. Abelin et ses amis veulent pousser dans cette voie, ils pourront, avec nos partenaires européens, faire évoluer la situation d'une manière très sensible.

En ce qui concerne l'O. T. A. N., après ce qui a été, au sujet du pacte de l'Atlantique, de son organisation actuelle et les nécessités de sa modification, dit par M. Maurice Schumann, je n'ai vraiment que très peu de chose à ajouter.

Je voudrais seulement relever un propos de M. Abelin, qui m'a surpris lorsqu'il a affirmé, sans autre — je veux dire sans complément — que les Etats-Unis étaient responsables de notre sécurité. En effet, dire cela, c'est poser tout le problème et pour ainsi dire manifester tout ce qui nous sépare.

M. le président de la commission des affaires étrangères.
Très bien !

M. le ministre des affaires étrangères. Personne d'entre nous ne nie le caractère nécessaire, je dirai même irremplaçable, de l'alliance atlantique.

M. le président de la commission des affaires étrangères.
Très bien !

M. le ministre des affaires étrangères. Personne ne conteste le rôle décisif que joue, dans la défense de l'Occident, l'arme atomique détenue par les Américains.

Mais vraiment, nous, Européens, n'avons-nous là rien à faire ?

M. le président de la commission des affaires étrangères.
Très bien !

M. le ministre des affaires étrangères. Est-ce là ce que l'on appelle aujourd'hui, dans un français approximatif, le *partnership* atlantique sur un pied d'égalité ?

M. Pierre Abelin. Monsieur le ministre, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. le ministre des affaires étrangères. Je vous en prie !

M. le président. La parole est à M. Abelin, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. Pierre Abelin. Monsieur le ministre, je n'ai nullement déclaré que nous n'avions pas à œuvrer pour notre défense. Au contraire, je me suis permis de formuler quelques propositions pouvant vous paraître positives.

J'ai simplement indiqué que, dans les circonstances actuelles, les Etats-Unis avaient engagé des crédits énormes pour satisfaire des besoins très variés, parmi lesquels se trouvaient ceux de notre défense. Cela ne signifie pas que cette situation doive se maintenir sans changement.

M. Christian de La Malène. Il n'a pas dit cela !

M. le ministre des affaires étrangères. Monsieur Abelin, j'ai cité exactement, je crois, la phrase que vous avez prononcée

et que j'ai notée au cours de votre intervention à la tribune. Je suis très heureux de vous avoir donné l'occasion de nous fournir des explications susceptibles de nous rassurer.

Un autre problème concernant la défense, d'une importance cependant essentielle, n'a été qu'effleuré au cours du débat. C'est celui des armes nucléaires.

La position du Gouvernement en ce qui concerne l'armement nucléaire est bien connue. Il est inutile, je crois, de la réaffirmer.

Parmi ceux qui ne l'approuvent pas, je trouve deux écoles.

Il y a d'abord ceux qui sont contre l'arme nucléaire, qui disent que de toute façon il ne faut pas en avoir. Je ne peux pas dire que je les désapprouve, à condition, bien entendu, que la condamnation qu'ils portent contre ces armes nucléaires s'étende aussi à celles qui sont détenues par d'autres que nous, c'est-à-dire par la Russie ou par les Etats-Unis d'Amérique.

M. Louis Odru. Contre toutes !

M. le ministre des affaires étrangères. Autrement dit, je suis parfaitement d'accord sur l'idée du désarmement nucléaire total et je suis heureux d'avoir sur ce point l'approbation de M. Odru. (*Sourires sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Il y a, d'autre part, ceux qui sont hostiles à l'idée que la France pourrait détenir une arme nucléaire et qui disent, en guise de remplacement ou de solution optimum, que la solution de l'avenir c'est l'arme européenne, tout en ajoutant d'ailleurs que nous en sommes loin. Ils ont bien raison sur ce point car une arme européenne présuppose au moins l'existence d'une autorité politique européenne pour en disposer.

Je ne les contredirai pas. Je ne dis pas que, dans un avenir plus ou moins lointain, la défense de l'Europe ne se réalisera pas par une certaine organisation nucléaire européenne. Mais je leur pose la question suivante : Puisque les armes nucléaires n'apparaissent pas par génération spontanée, d'où viendront celles que l'on pourra mettre à la disposition d'une défense européenne ? Lorsqu'il existera une autorité politique européenne, d'où viendront ces armes, si elles n'existent pas déjà en Europe ?

Nous avons toujours dit, pour ce qui nous concerne, que, sans faire d'objection de principe contre l'idée de défense nucléaire de l'Europe, il nous semblait que la base évidente, nécessaire, inévitable, de cette éventuelle défense devait être constituée par les armes nationales qui existaient à l'époque où la défense nucléaire de l'Europe pourrait être examinée, c'est-à-dire l'arme nucléaire française, et je l'espère aussi, nous l'avons dit en d'autres circonstances, l'arme nucléaire britannique. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

Un dernier point qui a été traité, peut-être davantage par moi-même dans mon intervention d'hier que par les autres orateurs, concerne les pays sous-développés. J'en dirai simplement encore quelques mots. Je me suis expliqué hier dans des termes qui, je crois, ne pouvaient conduire aucune personne de bonne foi à conclure que nous manquions de modestie ou que nous manquions de réalisme.

Je n'ai pas exposé d'ambitions extravagantes ; j'ai dit simplement deux choses.

Premièrement, c'est que le problème des pays sous-développés n'est pas seulement un problème économique, mais aussi un problème politique. Il faut que les pays qui sont maintenant indépendants se sentent vraiment indépendants. Il faut en d'autres termes leur offrir sur le plan politique des solutions qui ne soient pas forcément des solutions d'alignement. On a employé — hier soir, je crois, en parlant de la politique française en matière de relations avec les pays sous-développés — l'expression de « néo-colonialisme ». Me sera-t-il permis de dire que c'est l'alignement qui est la forme moderne du néo-colonialisme. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

Nous pensons qu'en cherchant à inspirer à ces pays nouvellement constitués la confiance en eux-mêmes — ce qui est en définitive indispensable — la France peut jouer son rôle et nous croyons aussi que dans le tiers monde beaucoup de pays le comprennent.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'aide proprement dite, il est, je crois, parfaitement ridicule de dire que nous cherchons à entrer en compétition avec quiconque et en particulier avec des pays amis qui ont infiniment plus de ressources que nous-mêmes, ou que nous cherchons à ruiner la nation par des dépenses extravagantes. Il s'agit tout simplement de ce que la France doit faire, de ce qu'elle peut faire, pas plus qu'elle ne peut, mais ce qu'elle peut. Probablement pas plus qu'elle ne fait actuellement ; mieux si c'est possible.

Je dirai encore que dans cette affaire de l'aide aux pays sous-développés, ce qui compte peut-être plus que ce que l'on

donne, c'est la façon dont on donne. Autrement dit, il ne faut pas en donnant poser des conditions politiques.

Voilà, mesdames, messieurs, les quelques explications que je voulais, en cette fin de journée, après ce long débat, donner à l'Assemblée nationale.

Peut-être seront-elles de nature à éclairer certains points ou à dissiper certains malentendus. Je le souhaite pour ma part, car de toute façon ce qui est nécessaire dans une discussion de ce genre, qui porte sur la politique étrangère de la France, ce n'est pas l'affrontement de querelles ou de passions, mais le seul souci des intérêts du pays, qui ne sont pas séparables des intérêts de l'Europe et des intérêts de la paix. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. Le débat est clos.

— 3 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre des affaires étrangères un projet de loi autorisant l'approbation de la convention, signée à Paris, le 20 août 1963, entre la France et Israël, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 862, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du plan, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 4 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Christian Poncelet un rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi ratifiant le décret n° 64-71 du 27 janvier 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicable à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui a institué des droits de douane différentiels sur certaines importations de ces produits (n° 801).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 858 et distribué.

J'ai reçu de M. Christian Poncelet un rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi ratifiant le décret n° 64-129 du 12 février 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à diverses fontes relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (n° 807).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 859 et distribué.

J'ai reçu de M. Christian Poncelet un rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi ratifiant le décret n° 64-294 du 4 avril 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (n° 818).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 860 et distribué.

J'ai reçu de M. Ducap un rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol, relative à l'aménagement du cours supérieur de la Garonne (n° 644).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 861 et distribué.

— 5 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Jeudi 30 avril, à quinze heures, séance publique :

Fixation de l'ordre du jour.

Questions orales sans débat :

Question n° 3420. — M. Thillard appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population sur l'état actuel de la profession d'infirmière. Il lui fait remarquer : 1° que le recrutement et la formation des élèves infirmières ainsi que les statuts des écoles et du personnel enseignant manquent de moyens et d'efficacité et que l'enseignement postsecondaire est inorganisé ; 2° que les conditions de travail

très dures imposées aux infirmières ne tiennent pas compte des possibilités de résistance, aussi bien psychologiques que physiologiques, d'un personnel féminin ; 3° que les rémunérations sont faibles et ne tiennent pas compte du niveau des études initiales et des efforts de perfectionnement rendus indispensables par l'évolution des techniques ; 4° que de nombreux postes d'infirmières soignantes sont tenus dans les établissements hospitaliers publics et privés par des auxiliaires sans qualification. Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre pour remédier à une situation extrêmement préjudiciable à la fois au personnel en cause et à l'ensemble des malades hospitalisés.

Question n° 3257. — M. Tourné expose à M. le ministre de la construction que le vieux projet d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon en un vaste complexe touristique semble prendre corps dans les sphères officielles. Plusieurs communiqués gouvernementaux et plusieurs déclarations ministérielles ont fait état de l'exécution prochaine de ce projet. Il lui demande : 1° sur le plan officiel, où en sont les perspectives d'aménagement touristique du littoral méditerranéen, tout le long des côtes sableuses du Languedoc-Roussillon ; 2° quelles sont les décisions prises sur ce point par le Gouvernement ; 3° quels crédits d'Etat seront alloués pour cette importante réalisation touristique par tranches annuelles et globalement ; 4° quelles seront les diverses sources de financement du projet ; 5° quelles sont les caractéristiques essentielles de ce futur complexe touristique et balnéaire ; 6° qui en sera le maître d'œuvre ; 7° si les conseils généraux intéressés pourront donner leur avis et, dans l'affirmative, dans quelles conditions ; 8° si les communes auront un droit de regard, et dans quelles conditions ; 9° comment se manifesterait l'initiative privée en cette affaire ; 10° si l'on fera appel à des capitaux privés et, dans l'affirmative, dans quelles conditions et dans quelle proportion ; 11° si l'on a déjà envisagé d'empêcher qu'une spéculation se produise au sujet de l'achat des terrains indispensables à la réalisation du projet et au sujet des futures constructions prévues ; 12° comment on envisage de sauvegarder les droits des propriétaires des terrains inclus dans la zone d'aménagement, notamment là où ils sont cultivés ; 13° étant donné que la région visée est, depuis des décennies, un centre français de vacances et de plein air, modeste et populaire à la fois, et que des baraques, des constructions légères ou des tentes de camping s'y sont implantées en permanence ou s'y implantent en été, comment le futur aménagement du littoral sauvegardera le caractère populaire et familial du tourisme et des vacances d'été, sinon en totalité, du moins en partie.

Question n° 3678. — M. Raoul Bayou expose à M. le ministre de la construction que le département de l'Hérault et notamment la partie qu'il représente, de Valras-Plage à la Salvetat-sur-Agout en passant par le Biterrois, le Saint-Ponais et le Minervois, est déjà un centre d'accueil important pour de nombreux touristes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aider à équiper cette région afin qu'elle puisse jouer, sur le plan touristique, un rôle de plus en plus grand et de plus en plus nécessaire.

Question n° 8640. — M. Balmigère demande à M. le ministre de la construction dans quelles conditions il entend veiller à ce que l'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon ne lèse pas les populations locales.

Question n° 6052. — M. Prioux rappelle à M. le ministre de la construction qu'à plusieurs reprises et tout récemment encore il a déclaré vouloir aider au développement de la construction de maisons individuelles. Il lui demande s'il ne lui semble pas qu'une bonne façon d'y contribuer effectivement serait, d'une part, d'assouplir l'obligation coûteuse et excessive faite aux constructeurs de disposer en zone rurale d'un terrain de 2.500 mètres carrés et, d'autre part, de faire en sorte que les périmètres d'agglomération soient plus rapidement délimités et très largement étendus, notamment dans la région parisienne où ils constituent une entrave permanente à la construction individuelle.

Question n° 7070. — M. Mer demande à M. le ministre de la construction quelles mesures il entend prendre à l'avenir pour favoriser le logement social dans le département de la Seine. A ce propos, il serait désireux de connaître : 1° le nombre exact de personnes inscrites au fichier central des mal-logés au 1^{er} janvier 1963 et celui des prioritaires ; 2° le nombre de logements H. L. M. ou logécos à usage locatif qui sera mis à la disposition de ces personnes au cours de l'année 1964 ; 3° au cas où la disproportion serait par trop grande, la politique que les pouvoirs publics entendent suivre pour résorber un retard accumulé, il est vrai, depuis de nombreuses années, mais qu'il importe de combler assez rapidement si l'on veut éviter de graves traumatismes sociaux, que ne manquerait pas de causer la prolongation

d'une telle situation, alors que se multiplient les constructions de luxe et de grand standing, aux prix de location prohibitifs, dans certains arrondissements de Paris.

Question n° 7634. — M. Davoust demande à M. le ministre de la construction s'il ne lui paraît pas nécessaire de suspendre les dispositions de l'article 9 du décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963 en vertu duquel toute personne qui commence les travaux de construction avant la décision d'octroi de primes perd définitivement le bénéfice de toute prime. Il lui expose que, dans l'état actuel des choses, la lenteur de l'octroi des primes est telle que l'application des dispositions ci-dessus visées aboutit en pratique à arrêter la construction, notamment dans les secteurs ruraux et pour les familles les plus modestes.

Question n° 8334. — M. Commenay expose à M. le ministre de la construction que l'article 9 du décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963 édicte la suppression de la prime à la construction à l'encontre des bénéficiaires du permis de construire qui auraient commencé les travaux avant la décision d'attribution. Compte tenu du rythme actuel de l'octroi des primes (dix-huit mois à deux ans après la demande), cette décision a pour conséquence d'arrêter la construction, spécialement dans le secteur social. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de rapporter, ou tout au moins d'atténuer ces dispositions: 1° pour permettre à tous les demandeurs de condition modeste d'être normalement logés; 2° afin de ne pas entraver la marche de l'industrie du bâtiment, gravement affectée par ce ralentissement; 3° pour, en tout état de cause, accorder immédiatement des mesures dérogatoires pour les mal-logés, les expropriés et les jeunes ménages.

Question n° 8639. — M. Labéguerie appelle l'attention de M. le ministre de la construction sur les conséquences regrettables des dispositions prévues à l'article 9 du décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963 selon lesquelles les travaux de construction d'un immeuble ne peuvent être entrepris qu'après obtention de l'accord de principe d'octroi de prime, sous peine de refus de ladite prime. En règle générale, et tout au moins dans certains départements, cet accord de principe n'intervient que dix à quinze mois après la délivrance du permis de construire. La mesure prévue à l'article 9 susvisé rend ainsi pratiquement impossible la prévision du coût réel et définitif de la construction et condamne les candidats à la construction, obligés de construire rapidement en raison de la pénurie de logements, à perdre le bénéfice de la prime. Une telle réglementation équivaut, pour les personnes ayant des revenus modestes, à une impossibilité de construire. Il lui demande, si étant donné les conséquences prévisibles de cette réglementation, il estime qu'elle contribuera à atteindre les objectifs tracés par lui-même dans la déclaration qu'il a faite le 22 mars 1964 devant l'Union nationale des associations familiales, d'après laquelle pour résoudre le problème de la construction, « il faut atteindre le plus rapidement possible le rythme de 400.000 logements par an et maintenir pendant plusieurs années une allure de croisière de 450.000 logements par an ».

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures trente-cinq minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

Démission de membres de commissions.

M. Le Douarec a donné sa démission de membre de la commission des affaires étrangères.

M. Loste a donné sa démission de membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Désignation, par suite de vacance, de candidature pour une commission.

(Application de l'article 25 du règlement.)

Le groupe de l'Union pour la Nouvelle République-Union démocratique du travail, en accord avec le groupe des républicains indépendants, a désigné M. Le Douarec pour remplacer M. Loste dans la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Nomination de membres de commissions.

Dans sa séance du 29 avril 1964, l'Assemblée nationale a nommé :

1° M. Neuwirth membre de la commission des affaires étrangères, en remplacement de Mme de Hautecloque;

2° Membres de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République :

- a) Mme de Hautecloque, en remplacement de M. Neuwirth;
- b) M. Quantier.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

8773. — 29 avril 1964. — M. Guéna demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative de préciser à l'Assemblée les raisons pour lesquelles le Gouvernement a décidé de créer, au niveau de la région, des circonscriptions administratives et non des collectivités territoriales, et de donner à ces régions des attributions dans le seul domaine des investissements et du plan. Il souhaiterait savoir comment cette réforme se concilie avec celle qui est entreprise dans le même temps dans les départements.

8774. — 29 avril 1964. — M. Rivain demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative de faire connaître à l'Assemblée comment la réforme administrative qui fait l'objet du décret n° 64-250 du 14 mars 1964 accroît l'efficacité des services de l'Etat dans les départements et en simplifie le fonctionnement.

QUESTION ORALE SANS DEBAT

8775. — 29 avril 1964. — M. Baudis, se référant à la réponse faite le 22 février 1964 à sa question écrite n° 6688, demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui fournir les indications nécessaires concernant l'octroi aux cheminots anciens combattants des bonifications de campagne double et simple. Il lui demande notamment si l'étude mentionnée est terminée, et s'il peut d'ores et déjà préciser les conditions dans lesquelles les engagements pris par le Gouvernement seront tenus.

QUESTIONS ECRITES

Art. 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés. »

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

8776. — 29 avril 1964. — M. Davoust expose à M. le ministre du travail que, pour encourager l'effort de travail et compenser le handicap subi par un grand infirme travailleur, la législation d'aide sociale a prévu l'octroi d'une allocation dit de « compensation » qui est versée aux grands infirmes ayant au moins 80 p. 100 d'invalidité et attribuée en ne retenant que pour moitié dans le plafond des ressources le revenu provenant du travail professionnel. En outre, cette allocation de compensation s'ajoute aux plafonds applicables pour l'attribution de l'allocation principale d'aide sociale et de l'allocation supplémentaire. C'est ainsi qu'un grand infirme célibataire, pouvant travailler et ayant un gain de 260 F par mois, peut percevoir en totalité l'allocation d'aide sociale, l'allocation supplémentaire et une allocation de compensation d'un montant minimum de 2.015 F par an. Or, pour un invalide de la sécurité

social dont les ressources professionnelles s'élèvent à 260 F par mois, la pension d'invalidité et l'allocation supplémentaire se trouvent réduites ou même supprimées en totalité, et l'intéressé ne perçoit pas d'allocation de compensation. Étant donné que l'aide sociale constitue un régime d'assistance alors que la sécurité sociale est un régime de prévoyance qui, en principe, devrait accorder des avantages supérieurs au premier, une telle situation apparaît proprement injuste. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre toutes mesures utiles en vue de mettre fin rapidement à cette anomalie en accordant aux invalides de la sécurité sociale présentant une infirmité d'au moins 80 p. 100 la parité d'avantages sociaux avec les grands infirmes bénéficiaires de l'aide sociale et en prévoyant notamment : 1° que les revenus provenant du travail professionnel ne seront comptés que pour moitié dans l'appréciation des ressources ; 2° que l'allocation de compensation qu'un invalide de la sécurité sociale peut éventuellement obtenir au titre de l'aide sociale, puisqu'il est grand invalide, ne sera pas prise en considération dans le calcul des ressources entrant en compte pour la réduction ou la suppression de la pension.

8777. — 29 avril 1964. — M. Davoust demande à M. le ministre de la santé publique et de la population s'il ne lui paraît pas souhaitable de relever le montant de la somme laissée à titre d'argent de poche aux aveugles et grands infirmes hospitalisés, pensionnaires d'hospices ou de maisons de retraite, en le portant de 10 à 20 p. 100 du total des ressources de l'intéressé ou si, tout au moins, il ne serait pas possible de porter le montant minimum de cet argent de poche à 20 p. 100 du total de l'allocation principale d'aide sociale et de l'allocation supplémentaire, soit actuellement 26,66 F par mois.

8778. — 29 avril 1964. — M. Davoust rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population que les aveugles et grands infirmes bénéficiaires de l'allocation principale d'aide sociale et de l'allocation supplémentaire perçoivent à l'heure actuelle 1.600 francs par an, soit 133,33 francs par mois. Il lui fait observer que cette somme est très insuffisante et ne répond pas au devoir de solidarité qui s'impose à l'égard des handicapés physiques, pas plus qu'à l'effort financier fait par notre pays dans d'autres domaines. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour améliorer cette situation et accorder aux grands infirmes le minimum de ressources qui avait été fixé par la commission Laroque ou, à défaut de l'application intégrale de ce plan, un minimum vital de solidarité qui devrait atteindre au moins 60 p. 100 du SMIG, soit 190 francs par mois.

8779. — 29 avril 1964. — M. Jafflon expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que, sur une route nationale classée depuis 1952 comme voie à grande circulation, est amorcé un itinéraire secondaire qui rejoint ladite route nationale après avoir contourné une fraction de l'agglomération. Il lui demande : 1° si cet itinéraire bénéficie de plein droit de la priorité accordée à la voie principale sur laquelle il prend naissance — voie qui n'a pas été déclassée — ou s'il n'est pas indispensable, pour qu'il puisse jouir de la même prérogative, que cet itinéraire annexe ait fait l'objet d'un classement complémentaire comme voie à grande circulation ; 2° si, pour bénéficier éventuellement de la priorité accordée à l'itinéraire originaire, cet itinéraire adjoint ne devrait pas de toute façon être complètement terminé et parachevé, c'est-à-dire ne pas constituer une simple chauchée, mais présenter une chaussée en parfait état de visibilité, et pourvue de la signalisation réglementaire inhérente aux voies classées comme itinéraires à grande circulation, avec protection par rapport aux voies adjacentes.

8780. — 29 avril 1964. — M. Le Guen demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° s'il est bien dans ses intentions d'insérer dans le projet de réforme du code des pensions civile et militaires de retraite, actuellement en préparation, des dispositions permettant aux veuves de retraités proportionnels de bénéficier d'une pension de réversion dans les mêmes conditions que les veuves de retraités titulaires d'une pension d'ancienneté ; 2° dans l'affirmative, s'il peut donner l'assurance que ces nouvelles dispositions s'appliqueront à toutes les veuves de retraités proportionnels remplissant les conditions requises, quelle que soit la date de décès du mari, et que celui-ci soit intervenu avant ou après la promulgation de la future loi.

8781. — 29 avril 1964. — M. Le Guen expose à M. le ministre de l'agriculture que, depuis le 1^{er} janvier 1964, la S. A. F. E. R. de Bretagne a pratiquement cessé d'acquérir des terres, faute de disposer des crédits suffisants. Il serait nécessaire pour elle, de disposer chaque année de 20 millions de francs de prêts supplémentaires du fonds de développement économique et social pour réaliser dans cette région un programme minimum d'aménagement

foncier. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre en vue de dégager les crédits nécessaires à la réalisation de ces opérations et de ne pas apporter une déception supplémentaire au monde paysan.

8782. — 29 avril 1964. — M. Barniaudy, se référant aux réponses données par M. le ministre du travail aux questions écrites n° 5861 de M. Palmero et n° 2258 de Mme Thome-Patenôtre (*Journal officiel*, débats A. N. du 4 janvier 1964) lui demande à quel stade en est la préparation du texte élaboré par ses services en vue de relever le chiffre limite de l'actif successoral, visé aux articles L. 631 et L. 698 du code de la sécurité sociale, à partir duquel peut être effectuée une récupération des arrérages servis au titre de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, d'une part, et de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité, d'autre part, chiffre demeuré fixé depuis 1956 à 20.000 F, malgré la plus-value importante du patrimoine immobilier qui a été constatée au cours de ces dernières années.

8783. — 29 avril 1964. — M. Paul Coste-Floret expose à M. le ministre de l'agriculture le cas d'une coopérative qui, conformément aux dispositions du décret n° 59-236 du 4 février 1959, modifié par le décret n° 61-865 du 5 août 1961, a, dans son assemblée générale du 21 mars 1964, adopté les nouveaux statuts établis en harmonie avec les dispositions des décrets susvisés. Il lui demande si, pour la période comprise entre la date de publication du décret du 4 février 1959 et le 21 mars 1964, les rapports de cette coopérative avec ses adhérents doivent être régis par les dispositions des anciens statuts (conformément aux dispositions du décret du 20 mars 1955, en vigueur jusqu'au 20 mars 1964) ou par les dispositions du décret du 4 février 1959, modifié par le décret du 5 août 1961, bien que non encore appliquées à ladite coopérative sous forme de statut.

8784. — 29 avril 1964. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative s'il peut indiquer dans quel délai interviendra une décision étendant aux auxiliaires des administrations de l'Etat le bénéfice du régime de retraite complémentaire des assurances sociales (I. G. R. A. N. T. E.) institué par le décret n° 59-1569 du 31 décembre 1959.

8785. — 29 avril 1964. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative s'il envisage de présenter au conseil supérieur de la fonction publique, au cours de sa prochaine réunion, des propositions concernant des améliorations de carrière en faveur des dactylographes, sténodactylographes et mécanographes de l'Etat, conformément aux promesses qui ont été faites à plusieurs reprises par le Gouvernement à ces catégories de personnels.

8786. — 29 avril 1964. — M. Paul Coste-Floret, se référant à la réponse donnée par M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative à la question écrite n° 5588 de M. Orvoën (J. O., Débats A. N., du 20 décembre 1963, page 8007), lui demande s'il est actuellement en mesure de préciser à quel moment pourront intervenir les assouplissements à apporter aux dispositions du décret n° 62-595 du 26 mai 1962, en faveur de certaines catégories d'agents des cadres C et D dont la promotion à l'échelle supérieure de rémunération est actuellement bloquée.

8787. — 29 avril 1964. — M. Paul Coste-Floret, se référant à la réponse donnée par M. le ministre de l'intérieur à la question écrite n° 5594 de M. Orvoën (J. O., Débats A. N., du 28 novembre 1963, page 7729), lui demande s'il peut préciser à quel stade en est l'étude du projet de réforme du statut des chefs de division et attachés de préfecture en vue de le mettre en harmonie avec celui de leurs homologues du ministère des finances, étant rappelé que ce statut doit être révisé afin de raccourcir certaines durées de carrière et surtout pour rétablir un avancement régulier à la première classe d'attachés et permettre la promotion des chefs de bureau et agents supérieurs dans le cadre normal.

8788. — 29 avril 1964. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre de l'intérieur : 1° si la décision prise le 25 février 1964 concernant une intégration complémentaire de 300 commis « ancienne formule » dans le corps des secrétaires administratifs entraîne pour les agents non intégrés dans le cadre « B » le classement dans l'échelle de rémunération ES 4 et, par suite, la possibilité d'accéder à l'indice ME 1 ; 2° dans la négative, s'il n'est pas disposé à poursuivre un reclassement des intéressés dans l'échelle des commis « ancienne formule » aux indices nets 185-315, indices attribués en 1948 aux commis des P. T. T. jusqu'à ce qu'ils

soient intégrés comme contrôleurs ; 3° selon quelles modalités seront intégrés les commis passant dans le cadre « B » et comment, en particulier, il entend tenir compte de l'ancienneté des intéressés.

8789. — 29 avril 1964. — M. Paul Coste-Floret, se référant aux réponses données par M. le ministre de l'intérieur à ses questions écrites n° 589 et 590 (*Journal officiel*, débats, A. N., du 14 février 1963, p. 2164), lui demande s'il a l'intention de proposer dans le projet de loi de finances pour 1965 l'ouverture des crédits nécessaires à la réalisation des mesures qui faisaient l'objet des deux questions écrites susvisées, à savoir : d'une part, titularisation des auxiliaires de préfecture rétribués sur le budget de l'Etat ou sur celui des départements, d'autre part, transformation des postes d'agents de bureau en emploi de commis de préfecture.

8790. — 29 avril 1964. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre de l'intérieur : 1° s'il peut préciser dans quel délai sera dressé le tableau d'aptitudes au grade de chef de section de préfecture, et quelles difficultés s'opposent à la parution du nouveau statut concernant les secrétaires en chef ; 2° à quel stade en sont les négociations avec M. le ministre des finances en vue de réparer les préjudices de carrière subis par les secrétaires administratifs de préfecture lors de leur reclassement dans les échelles fixées par le décret du 27 février 1961, en s'inspirant de la solution intervenue dans d'autres administrations sous la forme de bonifications de dix-huit mois.

8791. — 29 avril 1964. — M. Paul Coste-Floret, se référant à la réponse donnée par M. le ministre de l'intérieur à la question écrite n° 5591 de M. Orvoën (*Journal officiel*, débats, A. N., du 28 novembre 1963, p. 629), lui demande quel est le résultat actuel des pourparlers engagés avec les départements ministériels intéressés en vue de doter d'un nouveau statut, correspondant à leur qualification réelle, les fonctionnaires des préfectures désignés sous l'appellation d'agents de service, et s'il a l'intention de soumettre les fixations indiciaires résultant de cette réforme au conseil supérieur de la fonction publique au cours de sa prochaine réunion.

8792. — 29 avril 1964. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques d'indiquer le nombre de dossiers concernant des demandes tendant à obtenir l'allocation temporaire d'invalidité visée à l'article 23 bis de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959, qui ont été déposés antérieurement au 1^{er} janvier 1963 et qui n'ont pas encore fait l'objet d'une liquidation. Il lui demande notamment quel est le nombre de dossiers en instance concernant des accidents survenus avant l'intervention du décret n° 60-1089 du 6 octobre 1960 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 23 bis susvisé et quelles mesures il envisage de prendre pour hâter la liquidation de ces dossiers.

8793. — 29 avril 1964. — M. Bizet demande à M. le ministre des armées si, en raison de la pénurie de main-d'œuvre qui se fait sentir dans le domaine de la construction, il ne serait pas possible d'établir un régime spécial d'incorporation pour les ouvriers spécialisés du bâtiment appelés à effectuer leur service militaire obligatoire, en leur accordant, dans certaines conditions, soit un sursis d'incorporation analogue à celui dont bénéficiaient les mineurs de fond avant l'intervention du décret du 15 décembre 1959, soit une libération anticipée de leurs obligations militaires.

8794. — 29 avril 1964. — M. Nègre expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que le *Journal officiel* du 16 mai 1954 a publié trois arrêtés Interministériels en date des 27, 28 et 29 avril 1954, modifiant les arrêtés des 11, 12 et 15 juillet 1952. Ces arrêtés concernent les indemnités dont peut bénéficier le personnel affecté aux laboratoires des hôpitaux, à titre de participation aux recettes réalisées par ces établissements à l'occasion d'analyses effectuées pour le compte d'autres collectivités ou de particuliers non traités à l'hôpital. Le *Journal officiel* du 9 avril 1964 a également publié deux arrêtés permettant de faire bénéficier l'ensemble du personnel des laboratoires municipaux, d'une part, l'ensemble du personnel des laboratoires départementaux, d'autre part, de primes à titre de participation aux recettes réalisées par ces établissements à l'occasion d'analyses ou de travaux effectués pour le compte de particuliers ou d'autres collectivités publiques. Il lui demande si le bénéfice des dispositions de ces divers arrêtés peut être étendu aux personnels d'un centre départemental de transfusion sanguine, ce qui paraît logique, le laboratoire de ce centre effectuant des analyses pour des malades d'un centre hospitalier, de collectivités (telles que maison maternelle départementale, sanatoriums publics, hôpitaux ruraux) et également pour des malades de cliniques ou pour des particuliers, étant précisé que ces personnels sont des personnels titulaires d'un centre hospitalier, recrutés par ce dernier, et

qu'ils sont rémunérés sur le budget du centre départemental de transfusion sanguine, qui est un budget annexe repris, en recettes et en dépenses, dans une ligne du budget général du centre hospitalier.

8795. — 29 avril 1964. — M. Nègre rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que l'arrêté prévu à l'article 9 du décret du 4 octobre 1963, créant un diplôme d'études comptables supérieures, précise que seront dispensés du certificat d'études comptables les diplômés des écoles supérieures de commerce — option : certificat de gestion financière et comptable. Il souligne que jusqu'ici, à sa connaissance, les écoles supérieures de commerce n'ont pas préparé au certificat de gestion financière et comptable, et lui demande si l'option A — comptabilité — avec ou sans spécialisation des écoles de commerce, est admise en équivalence du certificat de gestion financière et comptable.

8796. — 29 avril 1964. — M. Gaudin attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation particulièrement défavorable des commis de préfecture issus de la loi du 3 avril 1950 qui, par le jeu de l'article 3 de ce texte, ont vu leur ancienneté amputée d'un nombre d'années très important, pouvant atteindre dix ans. Il constate que les homologues des autres administrations ont obtenu satisfaction en bénéficiant de l'application de la circulaire du 6 mai 1959, qui a permis à ces administrations de reconstituer la carrière de leurs agents lésés par cette mesure, alors que ces dispositions n'ont jamais été appliquées au personnel du même cadre dans les préfectures. Il lui rappelle, d'autre part, que les dispositions permettant la transformation des commis en agents administratifs (échelle ES 4) et agents spéciaux (échelle EM 2) ont été appliquées à la totalité du cadre des administrations, alors que ce passage a été réduit au 25 p. 100 du 9^e échelon pour les commis de préfecture. Ces déclassements successifs se traduisent, de ce fait, par une accession illusoire à l'échelle ES 4. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre en vue de corriger cette injustice.

8797. — 29 avril 1964. — M. Le Theule expose à M. le ministre de l'éducation nationale le cas des enseignants incorporés en septembre 1963 qui seront libérés en décembre 1964. Il lui demande s'il envisage pas d'intervenir auprès de M. le ministre des armées pour que des mesures spéciales soient prises en faveur de ces personnels, leur permettant d'assurer normalement la rentrée scolaire d'octobre 1964.

8798. — 29 avril 1964. — M. Maurice Schumann expose à M. le ministre des affaires étrangères que, le développement des relations humaines et commerciales entre les Etats membres de la Communauté économique européenne ayant entraîné un important accroissement du nombre de ressortissants français résidant dans les cinq autres pays, la nécessité de passer de nouveau les épreuves du permis de conduire gêne considérablement nos compatriotes représentant des entreprises industrielles et commerciales françaises. Ainsi un résident français doit posséder en Allemagne un permis de conduire allemand, de même qu'un ressortissant allemand en France. Il lui demande s'il envisage de proposer aux autres gouvernements l'établissement d'une réglementation commune aux six pays, permettant la création d'un permis de conduire européen valable sur tout le territoire de la C. E. E.

8799. — 29 avril 1964. — M. Maurice Schumann demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative : 1° si un fonctionnaire de l'Etat, détaché sur sa demande auprès d'un établissement public communal pour une durée de cinq ans — dont le détachement a d'ailleurs déjà été renouvelé pour une nouvelle période de cinq années peut valablement se voir opposer, en l'absence de toute procédure disciplinaire engagée à son égard, une décision mettant fin par anticipation au détachement, à la seule requête de l'administration auprès de laquelle il exerce actuellement ses fonctions ; 2° dans l'affirmative, quelles sont les garanties accordées par la législation et la réglementation en vigueur au fonctionnaire considéré contre l'arbitraire de l'administration.

8800. — 29 avril 1964. — M. Malguy expose à M. le ministre de la justice qu'il existe à Villiers-sur-Orge (Seine-et-Oise) un débit de boissons qui est situé à l'intérieur du périmètre de protection de 100 mètres fixé par arrêté préfectoral autour de l'hôpital psychiatrique de Vaulx et qui, de ce fait, doit être considéré comme supprimé. La porte, à partir de laquelle ce périmètre a été délimité, ayant été fermée le 20 septembre 1963, pour des raisons contingentes, il lui demande : 1° compte tenu du fait que la porte, qui est à l'origine du périmètre de protection, n'assure plus sa fonction essentielle qui est de permettre l'accès à la sortie des usagers, mais au contraire une fonction de clôture, si le débit en question cesse d'être supprimé ; 2° dans le cas où la mesure de suppression serait rapportée, s'il serait possible au propriétaire, déjà indemnisé par hypothèse, d'obtenir le transfert d'une nouvelle licence lui permettant d'assurer le maintien du débit de boissons.

8801. — 29 avril 1964. — **M. Boscher** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** les faits suivants : en 1958 s'est constituée à Etampes (Seine-et-Oise) une société civile immobilière ayant pour objet l'acquisition d'un immeuble industriels à Etampes et sa transformation en logements dans un but social et non lucratif. Cette transformation s'est traduite par la reconstruction complète de l'immeuble dont n'ont été conservés que les murs extérieurs — donc un complètement refait — reconstruction comprenant en outre une surélévation d'un étage et par suite une charpente et une toiture neuves, ainsi que l'édification d'annexes entièrement neuves. Cette opération a fait l'objet d'octroi de primes à la construction au taux de 3 F le mètre carré par décision du 9 mai 1960 et a été subventionnée à raison de 1.000 F le logement par la municipalité d'Etampes. Elle a abouti à la mise en service de seize logements sociaux entièrement équipés. Après l'achèvement de l'immeuble le gérant de la société a demandé, par lettre du 27 janvier 1961, le dégrèvement de la contribution foncière auprès du directeur des contributions directes de Seine-et-Oise. Cette demande a été rejetée, rejet motivé par le fait qu'il ne s'agirait que d'une transformation et non d'une construction nouvelle. Compte tenu des faits ainsi exposés, et de la politique du Gouvernement tendant à encourager la transformation de locaux industriels en logements, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'admettre l'octroi du dégrèvement en cause aux opérations du type ci-dessus décrit, et par conséquent de préciser d'une manière plus libérale la définition des opérations de construction y ouvrant droit.

8802. — 29 avril 1964. — **M. Le Theule** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sa question écrite n° 1825 qui a reçu une réponse au *Journal officiel*, débats A. N., du 26 juin 1963. Il suggérerait que les retraités de l'Etat perçoivent désormais leurs pensions à la fin de chaque mois et non plus trimestriellement. Il lui fut répondu que « l'adoption de cette mesure aurait pour effet de multiplier par trois les opérations relatives au paiement surcharge que les effectifs et l'équipement actuels des services ne permettent pas d'assumer. Cette réforme augmenterait considérablement le coût du service des pensions de l'Etat ». Sans méconnaître la valeur de ces arguments, **M. Le Theule** estime cependant que la gêne représentée pour les retraités modestes par une perception trimestrielle de leurs pensions mérite qu'on s'intéresse à leur cas et, compte tenu des difficultés et des dépenses que présenterait un paiement mensuel, demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** s'il ne peut envisager une solution moyenne avec règlement des pensions tous les deux mois, soit donc six paiements annuels au lieu de quatre, ce qui multiplierait le travail actuel, non plus par trois, mais par un et demi.

8803. — 29 avril 1964. — **M. Privat** expose à **M. le ministre de la santé publique et de la population** que le nombre de pharmaciens qui se présentent aux épreuves pour le recrutement des pharmaciens résidents des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics est très faible, n'atteignant que la moitié, voire le tiers ou même le quart à peine des places mises au concours. Le recrutement par voie de concours devient ainsi de plus en plus difficile. En outre, à ces difficultés de recrutement s'ajoutent des démissions relativement nombreuses. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en vue de remédier, avant le prochain concours, à cette situation due, à n'en pas douter, aux conditions peu favorables — de rémunération en particulier — qui sont offertes aux pharmaciens résidents des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics.

8804. — 29 avril 1964. — **M. Denvers** rappelle à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que l'ordonnance n° 58-1310 du 23 décembre 1958 a réglementé la durée du travail pour les chauffeurs professionnels des travaux publics et privés, et que ce texte, malgré de nombreuses interventions, est resté sans application réelle, par conséquent sans action efficace. Il lui demande, dans le cas où les dispositions de cette ordonnance appelleraient des difficultés d'application, s'il ne pense pas qu'il conviendrait de proposer au Parlement l'adoption de mesures nouvelles permettant d'assurer une sécurité plus grande pour les chauffeurs en particulier, et les usagers de la route en général.

8805. — 29 avril 1964. — **M. Cornut-Gentille** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation critique des retraités des chemins de fer. Sans méconnaître les impératifs du plan de stabilisation, il lui semble que les mesures suivantes devraient pouvoir être prises, qui apporteraient une amélioration certaine à cette situation : augmentation jusqu'à 68 p. 100 du taux des pensions de réversion, intégration par étape, dans le calcul des pensions, du complément de traitement non liquidable et de l'indemnité de résidence, attribution de l'indice B à tous les retraités antérieurement au 1^{er} janvier 1963, règlement rapide des bonifications de campagne aux cheminots anciens combattants. Il lui demande quelles sont ses intentions à cet égard.

8806. — 29 avril 1964. — **M. Cornut-Gentille** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la situation difficile de certains rapatriés d'Algérie, retraités du Groupement algérien de prévoyance. Le paiement des arrérages des prestations dues par le G. A. P. est actuellement effectué par le groupement interprofessionnel de prévoyance, à Paris, mais devra être interrompu pour le premier trimestre de cette année en raison de l'accroissement de ses charges, qui dépassent ses disponibilités financières. La reprise du versement de ces arrérages étant subordonnée à la mise en vigueur de l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 1963 (n° 63-1293 du 21 décembre 1963), il lui demande quand seront pris les décrets d'application de ce texte. Des indications permettant de penser que les droits des intéressés ne seraient pas intégralement respectés, ce qui paraît contraire aux accords d'Evian, il lui demande également s'il compte faire en sorte qu'il n'en soit pas ainsi et que des mesures d'urgence soient prises pour que la situation déjà pénible des intéressés ne s'aggrave pas dans les jours prochains.

8807. — 29 avril 1964. — **M. Ponsellé** appelle l'attention de **M. le ministre des rapatriés** sur la situation des petits épargnants repliés d'Afrique du Nord qui ne peuvent transférer leurs fonds déposés en Algérie étant donné que ces transferts sont soumis à l'autorisation de la Banque centrale d'Algérie, faisant fonction d'office des changes, et que celle-ci ne donne pratiquement pas d'autorisation. Aussi il lui demande s'il compte agir afin que des démarches soient effectuées en vue de permettre la liberté des transferts de fonds, conformément à l'article 10 du titre III de la déclaration relative à la coopération économique et financière du 19 mars 1962. Il lui demande par ailleurs s'il envisage de prendre des mesures pour que ces fonds bloqués soient considérés comme valables en paiement des impôts, des taxes ou des frais d'enregistrement nés à l'occasion de leur réinstallation en métropole ou de leur acquisition d'une propriété ou d'un fonds de commerce, ou en paiement des intérêts ou des annuités des prêts de réinstallation qui leur ont été accordés par des organismes de crédit fonctionnant sous garantie de l'Etat.

8808. — 29 avril 1964. — **M. Cerneau** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** qu'une commission interministérielle, réunie fin janvier 1964, a préparé un projet d'arrêté tendant à unifier le taux du creux de route pour les rhums exportés des Antilles et de la Réunion vers la métropole, étant donné l'identité de leurs conditions de transports, et il lui demande si cet arrêté paraîtra prochainement au *Journal officiel*.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES ETRANGERES

8202. — **M. Radies** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quelle est l'attitude du Gouvernement à l'égard de la résolution 265 relative à la politique générale du Conseil de l'Europe, adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 15 janvier 1964. (Question du 2 avril 1964.)

Réponse. — La résolution n° 265 a été examinée par les délégués des ministres du Conseil de l'Europe. Prenant en considération la résolution (63) 6 par laquelle le comité des ministres a décidé de tenir ses débats politiques à la lumière des avis de l'Assemblée consultative, le comité des délégués a décidé, avec l'assentiment de notre représentant, d'inclure cette résolution dans le dossier préparatoire de la réunion du 20 avril du comité des ministres. Le comité des ministres a abordé lors de cette réunion certains des sujets signalés à son attention par la résolution 265.

8203. — **M. Radies** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la recommandation n° 379 relative aux tarifs postaux des Etats membres du Conseil de l'Europe, qui a été adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 13 janvier 1964. Il lui demande si le Gouvernement y a donné suite ou envisage d'y donner suite. (Question du 2 avril 1964.)

Réponse. — La recommandation n° 379 fait actuellement l'objet d'une étude des ministres intéressés.

8205. — **M. Radies** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quelle suite a été donnée à la recommandation n° 383 relative à l'institution d'une pharmacopée européenne, adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 16 janvier 1964. (Question du 2 avril 1964.)

Réponse. — Le Gouvernement approuve la recommandation n° 383. Le représentant permanent de la France au Conseil de l'Europe l'a soutenue lors de la cent trentième réunion des délégués des ministres siégeant dans sa composition réduite aux représen-

tants des Etats parties à l'accord partiel du 16 novembre 1959. Il a reçu instruction de voter le crédit supplémentaire de 70.000 francs sur le budget de l'accord partiel (santé publique) pour 1964, crédit nécessaire à la mise en œuvre, le 1^{er} janvier 1965, des dispositions relatives à la pharmacopée européenne.

8230. — M. Dassié demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle est l'attitude du Gouvernement à l'égard de la résolution n° 270 relative à l'aide alimentaire adoptée par l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 16 janvier 1964 et si le Gouvernement envisage d'y donner suite, en particulier à son paragraphe 9. (Question du 8 avril 1964.)

Réponse. — Lors de sa réunion ouverte le 9 mars 1964 le comité des délégués des ministres du Conseil de l'Europe a décidé, avec l'appui du représentant de la France, de transmettre cette résolution aux gouvernements et à l'O. C. D. E. En ce qui nous concerne, l'examen de la question est en cours.

8231. — M. Dassié attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la recommandation n° 382 relative au commerce extérieur de l'Etat d'Israël, qui a été adoptée par l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 16 janvier 1964. Il lui demande si le Gouvernement y a donné suite ou envisage d'y donner suite. (Question du 8 avril 1964.)

Réponse. — Le Gouvernement français considère que cette recommandation porte sur un sujet qui échappe à la compétence du Conseil de l'Europe. Le représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe a fait connaître cette position lors de la réunion des délégués des ministres tenue le 9 mars à Strasbourg, au cours de laquelle il a été décidé de ne pas donner suite à la recommandation n° 382.

8232. — M. Dassié demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle est l'attitude du Gouvernement à l'égard de la recommandation n° 385 relative à la convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, qui a été adoptée par l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe le 17 janvier 1964, et si le Gouvernement est prêt à ratifier cette convention. (Question du 8 avril 1964.)

Réponse. — La question de la ratification de la convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion est actuellement à l'étude. Le Gouvernement n'a pas encore arrêté sa position.

AGRICULTURE

7760. — M. Delong appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le cas suivant : à la suite d'un accident du travail en agriculture, si l'accidenté a, après quinze ans, une aggravation de sa blessure, il n'est plus pris en charge par l'assurance accident du travail. Or, d'autre part, la caisse maladie, arguant qu'il s'agit d'une conséquence d'accident du travail, refuse également la prise en charge des soins. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette lacune. (Question du 14 mars 1964.)

Réponse. — Les enfants mineurs de seize ans des exploitants agricoles sont couverts au titre de l'assurance maladie, dans les mêmes conditions que les enfants des salariés, c'est-à-dire, en cas d'affection morbide ou en cas d'accidents de la vie privée, à l'exclusion des accidents du travail. Le cas signalé par l'honorable parlementaire ne paraît donc pouvoir concerner qu'un accident de la vie privée. Il pourrait être envisagé, pour l'avenir, de transférer la charge des accidents de la vie privée des enfants mineurs de seize ans des exploitants agricoles au régime obligatoire d'assurance accidents qui a fait l'objet d'un projet de loi actuellement pendant devant le Parlement. Une telle solution, qui devrait faire l'objet d'une étude approfondie, serait de nature, semble-t-il, à mettre fin à des situations telles que celle qui a été signalée. Une enquête sur le cas particulier pourra être effectuée, si l'honorable parlementaire veut bien faire connaître les nom et adresse de l'intéressé.

EDUCATION NATIONALE

6570. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le développement de la construction et les besoins immenses enregistrés en cette matière exigent un nombre toujours plus élevé d'ouvriers en bâtiment. Par ailleurs, les techniques modernes sans cesse renouvelées, employées dans la construction, exigent l'emploi d'un nombre toujours plus élevé de techniciens du bâtiment : ingénieurs, conducteurs de travaux, de bulldozers, de benne, etc. Il lui demande : 1° comment est assuré en France l'enseignement technique pour la formation de spécialistes et d'ouvriers du bâtiment ; 2° combien d'établissements d'enseignement technique du bâtiment — primaire, secondaire et supérieur — existent en France, et com-

bien de places comporte chacun de ces types d'enseignement ; 3° quelles sont les prévisions de son ministère pour assurer un enseignement technique du bâtiment susceptible de faire face aux besoins actuels du pays, en matière de construction, notamment dans le domaine de la création des établissements nouveaux ou de la réalisation des opérations d'agrandissement et dans celui de la formation des professeurs et des spécialistes nécessaires au développement de l'enseignement technique du bâtiment. (Question du 20 décembre 1963.)

Réponse. — 1° La formation des spécialistes et d'ouvriers du bâtiment est assurée respectivement par les lycées techniques et les établissements assimilés, et par les collèges d'enseignement technique. A. — Jusqu'à la rentrée scolaire de 1962, la formation des cadres pour les professions du bâtiment donnait lieu à un recrutement en classe de 4^e industrielle, cette formation conduisant en quatre ans au brevet d'enseignement industriel ou en cinq ans au diplôme d'élève breveté des écoles nationales professionnelles. Toutefois, cette dernière formation était réservée aux seuls lycées techniques d'Etat successeurs des anciennes écoles nationales professionnelles. Le brevet d'enseignement industriel était délivré à la suite d'un examen public, le diplôme d'élève breveté étant attribué à l'issue de la scolarité permettant à son titulaire de trouver une place dans la profession aux différents niveaux correspondant aux besoins de cadres moyens. A la rentrée scolaire 1964, les mêmes établissements, recrutant au niveau de la classe de seconde, doivent, en trois ans, conduire leurs élèves aux examens publics sanctionnés par la délivrance du titre de technicien breveté. B. — Jusqu'en 1967, les collèges d'enseignement technique recrutent leurs élèves à l'issue des classes de fin d'études pour les conduire en trois ans aux examens publics sanctionnés par la délivrance du certificat d'aptitude professionnelle. Munis de leur C. A. P., les jeunes gens peuvent postuler des emplois d'ouvriers qualifiés et les cours de perfectionnement leur permettent d'accéder à un niveau supérieur de qualification en se préparant aux épreuves des brevets professionnels. Lorsque les dispositions de l'article 32 du décret de 1959 entreront en application, les mêmes établissements recrutent leurs élèves à l'issue du premier cycle les conduiront en deux ans aux mêmes niveaux de qualification ; 2° les renseignements demandés par l'honorable parlementaire figurent aux tableaux annexes ci-joints (5 annexes) ; 3° le problème du nombre de spécialistes des métiers du bâtiment à former, pour répondre aux besoins en main-d'œuvre, techniciens et cadres, vient de faire l'objet d'une étude entre des représentants du ministère de la construction et du ministère de l'éducation nationale. Les conclusions, qui ont été déposées le 16 janvier dernier, sont actuellement exploitées au ministère de l'éducation nationale afin de déterminer l'importance de l'effort à réaliser pour répondre aux besoins ainsi recensés. Il y a lieu d'attendre les résultats de cette étude, pour en dégager des éléments d'appréciation de la situation actuelle et des indications sur les premières réalisations envisagées au titre de la fin du 1^{er} plan pour faire face aux besoins. En ce qui concerne, d'autre part, la formation des professeurs, il est rappelé que l'enseignement technique pour la formation de spécialistes et d'ouvriers du bâtiment est assuré dans les lycées techniques par des professeurs de construction et mécanique (industrie du bâtiment). Ces professeurs sont titulaires du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique, section B2, construction et mécanique (industrie du bâtiment). Le concours du certificat d'aptitude est ouvert chaque année pour un certain nombre de places correspondant aux vacances et aux créations de postes. Pour s'y présenter, les candidats doivent posséder quatre certificats (art. 25 de l'arrêté du 30 septembre 1959) préparés soit par les facultés, soit à l'école normale supérieure de l'enseignement technique : 1° certificat de mathématiques et mécanique ; 2° certificat de construction générale ; 3° certificat de mécanique appliquée (industrie du bâtiment) ; 4° certificat de construction spécialisée en bâtiment. Des professeurs techniques adjoints donnent l'enseignement pratique. Ils sont recrutés par concours, puis formés dans des « centres de formation » annexés aux lycées techniques ou aux écoles normales nationales d'enseignement professionnel. La scolarité prévue est de deux années dont vingt-cinq semaines en stage d'application dans l'industrie. Ces centres doivent ouvrir au début de l'année scolaire.

ANNEXE I

Liste des écoles d'ingénieurs assurant la formation dans la branche Bâtiment et travaux publics.

ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE D'ÉLÈVES par promotion.
Ecole supérieure du bâtiment, 57, boulevard Saint-Germain, Paris.	100
Institut supérieur du béton armé, 110, boulevard de la Libération, Marseille.	15 (plus élèves libres).
Ecole nationale d'ingénieurs de Strasbourg (T. P.).	35
Institut technique de l'université de Caen.	
Institut supérieur des matériaux et de la construction mécanique, Saint-Ouen (Seine).	30 (y compris les auditeurs).
Ecole nationale supérieure de mécanique de Nantes.	

ANNEXE II

Liste des lycées techniques assurant une formation professionnelle pour les métiers du bâtiment.

ÉTABLISSEMENTS	SPECIALITÉS ENSEIGNÉES
<i>Lycées techniques d'Etat.</i>	
Académie de Clermont-Ferrand :	
Egletons	Bâtiment.
Académie de Lyon :	
Lyon	Bâtiment et travaux publics.
Académie de Nantes :	
Nantes	Bâtiment et travaux publics.
<i>Lycées techniques.</i>	
Académie d'Aix :	
Marseille	Bâtiment gros œuvre.
Briançon	Bâtiment gros œuvre.
Académie de Caen :	
Caen	Bâtiment gros œuvre.
Académie de Clermont-Ferrand :	
Egletons	Bâtiment gros œuvre.
Felletin (école de métiers)	Bâtiment gros œuvre, charpente.
Académie de Grenoble :	
Grenoble (Vaucanson)	Bâtiment gros œuvre.
Annecy	Bâtiment gros œuvre.
Académie de Montpellier :	
Nîmes	Bâtiment gros œuvre, plomberie sanitaire.
Béziers	Bâtiment gros œuvre.
Académie de Paris :	
Paris, école de métiers, 15, rue Saint-Lambert	Bâtiment gros œuvre.
Vitry	Bâtiment gros œuvre, couverture, plomberie.
Académie de Toulouse :	
Gourdan-Polignan	Bâtiment gros œuvre, plomberie sanitaire.
Souillac	Bâtiment gros œuvre, plomberie sanitaire.

ANNEXE III

Liste des collèges d'enseignement technique assurant une formation professionnelle pour les métiers du bâtiment.

COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	SPECIALITÉS enseignées (voir liste jointe).
Académie d'Aix :	
Alx-en-Provence	j, n.
Aubagne	j.
Ajaccio	j, p.
Briançon	j.
Carnes	j.
Digne	j, p.
Embrun	b.
Draguignan	j.
Gap	a, j.
Grasse	j.
Hyères	j, m, p.
Manosque	j.
Marseille (13 ^e)	j, p.
Marseille (8 ^e)	j.
Marseille (14 ^e)	j, o.
Marseille (2 ^e)	m.
Menton	o, j.
Miramas	j, m.
Nice	a, b, j, l, p.
Saint-Denis (La Réunion)	j.
Saint-Louis (La Réunion)	j, p.
Toulon	j.
Vedène	j, l.

COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	SPECIALITÉS enseignées (voir liste jointe).
Académie de Besançon :	
Besançon	j, l, n, q.
Lons-le-Saunier	b, j, q.
Luxeull-les-Bains	a, c, h, j, l, n, p.
Académie de Bordeaux :	
Anglet	b, j, p.
Blanquefort	b, j, l, o, q.
Cayenne (Guyane)	j.
Chardeuil par Coulaures	b, j, o, p.
Clairac	b, j.
Gelos	b, j, l, o, p.
Académie de Caen :	
Caen	a, b, h, j, l, n, o, p.
Coutances	b, j, n, p.
Argentan	b, j, m, p.
Evreux	b, j, p.
Grand-Couronne	j.
Le Havre	a, j, n, p.
Le Mans	a, b, h, j, l, n, o, p.
Neufmesnil par Offranville	j.
Petit-Quevilly	c.
Rouen	f, h, j, k, l, n, p.
Saint-Vaast-la-Hougue	j.
Académie de Clermont-Ferrand :	
Clermont-Ferrand	j, o.
Felletin	b, j, m.
Meilhaud par Chidrac	j.
Montluçon	j, p.
Murat	j.
Le Puy	j.
Rbm	l, p.
Sainte-Florine	l, p.
Saint-Vaury	j.
Tulle	b, j.
Volvic	b, j.
Académie de Dijon :	
Chalon-sur-Saône	b, j.
Corbigny	j, p.
Dijon	a, h, j, l, o, p.
Mâcon	b, j.
Académie de Grenoble :	
Albertville	b, j, l, p.
Annecy	j, p.
Annemasse	j.
Chomerac	j.
Crest	p.
Grenoble	j.
Lamravoire	j.
Romans-sur-Isère	j, l, p.
Rumilly	b.
Saint-Michel-de-Maurienne	j, p.
Sassenage	b, j, l, p.
Volron	h, j.
Académie de Lille :	
Amiens	a, b, h, j, n, o, p.
Cambrai	d, j, l, q.
Douai	j.
Genech	a, e, h, j, n, o.
Lille	c, h, j.
Loos-les-Lille	a, b, h, j, l, n, p.
Mont-Saint-Eloi	a, b, e, h, j, l, m, o, p.
Lumbres	j.
Roubaix	a, j, l, o, q.
Saint-Pol-sur-Mer	j, l, m, p.
Tourcoing	a, c, e, h, j, p.
Académie de Lyon :	
Bourg-en-Bresse	j.
Bron	a, j, q.
Mâcon	q.
Néronde	j.
Saint-Etienne	q.
Thizy	j.
Villeurbanne	j.

COLLEGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	SPECIALITES enseignées (voir liste jointe).
Académie de Montpellier :	
Bédarieux	j, o.
Béziers	c.
Castelnaudary	j, p.
Montpellier	j, p.
Narbonne	j.
Nîmes	j.
Perpignan	j.
Uzès	j.
Vernet-les-Bains	j.
Villelongue-des-Monts	p.
Académie de Nancy :	
Charmes	j.
Bains-les-Bains	j, p.
Nancy	h, j, l, p.
Académie de Nantes :	
Angers	p.
Nantes	a, d, h, j, l, o, p.
Saint-Nazaire	b, j, o, p.
Saumur	b, j, o.
Académie d'Orléans :	
Bourges	b, h, j, p.
Châteauroux	j, p.
Saint-Jean-de-Braye	b, j, l, o, p.
Tours	j.
Académie de Paris :	
Paris, école des métiers, 15, rue Saint-Lambert	a, i, m.
Paris, rue Marx-Dormoy	b, h, j, p.
Alfortville	j.
Argenteuil	b, h, j, l, p.
Beauvais	j, p.
Corneilles-en-Paris	b, j, p.
La Rochette près Meun	j, p.
Massy	b, g, i, j.
Montrouge	a, b, f, h, j, o.
Neauphle-le-Vieux	a, b, j.
Les Pavillons-sous-Bois	j.
Poissy	b, j, p.
Saint-Gratien	j.
Sentis	p.
Versailles	h, k, l, p.
Vincennes	
Académie de Poitiers :	
Bellac	b, j, l, o, p.
Civray	c.
Royan	a, b, h, j, m, o, p.
Vouneuil-sous-Blard	b, j, o.
Académie de Reims :	
Chaumont	j.
Molion	b, h, j.
Reims	j, l, p.
Saint-Quentin	b, j, o, p.
Sedan	c, l, p.
Soissons	j.
Troyes	b, j, p.
Académie de Rennes :	
Brest	a, b, c, h, j, l, o, p.
Laval	b, j, h, l, p.
Pontivy	h, j, p.
Rennes	b, h, j, p.
Académie de Strasbourg :	
Hagenau	b, j.
Meiz	l, p.
Morhange	c.
Mulhouse	a, b, j.
Strasbourg	a, b, j, p.
Thionville	j.
Académie de Toulouse :	
Beaumont-de-Lomagna	j, m, o.
Albi	b.
Decazeville	j.
Gourdan-Polignan	j.
Lavelanet	j.
Millau	j.
Nogaro	b, j, o.
Saint-Girons	b, j, o, p.
Saint-Pé-de-Bigorre	a, b, j.
Tarbes	l, p.
Toulouse, rue Mathaly	a, j.
Toulouse, route d'Espagne	j, l, o, p.

Liste des spécialités enseignées dans les collèges d'enseignement technique assurant une formation professionnelle pour les métiers du bâtiment.

a) Carreleur mosaïste.	i) Fumiste industriel.
b) Charpentier en bois.	j) Maçon.
c) Charpentier en charpente métallique.	k) Monteur caloriste du bâtiment.
d) Charpentier coffreur.	l) Monteur en chauffage central.
e) Coffreur en béton armé.	m) Ouvrier en béton armé.
f) Coffreur boiseur.	n) Ouvrier en ciment armé, cimentier.
g) Constructeur en ciment armé (dessinateur).	o) Plâtrier.
h) Couvreur zingueur, couvreur ardoisier.	p) Plombier sanitaire.
	q) Plombier zingueur.

ANNEXE IV

MÉTIERS DU BATIMENT

Nombre d'élèves en cours de formation par natures d'établissements. (Année scolaire 1961-1962.)

SPECIALITES ENSEIGNEES	NATURE DE L'ETABLISSEMENT		
	Lycée technique d'état.	Lycée technique ou école de métiers.	Collèges d'enseignement technique.
Adjoint technique d'entreprise du bâtiment	45	169	>
Adjoint technique entreprise et travaux publics	117	106	>
Bâtiment gros œuvre	194	241	40
Carreleur mosaïste	>	58	658
Charpente en bois	>	70	>
Charpente métallique	>	>	308
Couverture, plomberie	>	80	>
Coffreur boiseur	>	>	189
Couvreur	>	32	894
Fumiste	>	>	50
Maçon	>	1.061	6.781
Monteur caloriste du bâtiment	>	>	31
Monteur en chauffage central	>	>	1.121
Ouvrier et béton et ciment armé	>	>	644
Plâtrier	>	>	1.530
Plombier sanitaire	>	161	2.801
Plombier zingueur	>	21	453
Totaux	346	1.999	15.500

ANNEXE V

Nombre de candidats présentés et reçus aux examens professionnels pour les métiers du bâtiment. (Session de 1962.)

SPECIALITES	CERTIFICATS d'aptitude professionnelle.		BREVETS d'enseignement Industriel.		BREVETS de techniciens.	
	P	R	P	R	P	R
	Adjoint technique d'entreprise du bâtiment	>	>	>	>	121
Adjoint technique entreprise et travaux publics	>	>	>	>	81	41
Métiers du bâtiment	>	>	>	>	39	31
Bâtiment gros œuvre	>	>	298	208	>	>
Carreleur mosaïste	435	263	>	>	>	>
Charpente en bois	568	333	10	9	>	>
Charpente métallique	247	178	>	>	>	>
Coffreur en béton armé	63	53	>	>	>	>
Constructeur en ciment armé	81	62	>	>	>	>
Couvreur	714	440	35	32	>	>
Fumiste industriel	5	5	>	>	>	>
Maçon	3.368	1.981	>	>	>	>
Monteur caloriste du bâtiment	21	18	>	>	>	>
Monteur en chauffage central	925	587	>	>	>	>
Ouvrier en béton armé	338	252	>	>	>	>
Ouvrier en ciment armé	100	83	>	>	>	>
Plâtrier	1.088	472	>	>	>	>
Plombier sanitaire	2.823	1.407	18	15	>	>
Plombier zingueur	412	119	>	>	>	>
Totaux	11.188	6.231	359	264	241	131

6679. — M. Delmas demande à M. le ministre de l'éducation nationale si un fonctionnaire peut être mis plusieurs fois, au cours de sa carrière, en disponibilité d'office avec bénéfice du demi-traitement ou si, plus particulièrement, une institutrice ayant obtenu, pendant une période de douze mois consécutifs, trois mois de congé de maladie à plein traitement et trois mois à demi-traitement, peut être mise en disponibilité d'office avec demi-traitement pendant six mois, bien que, antérieurement, elle ait déjà été placée dans cette position. (Question du 11 janvier 1964.)

Réponse. — Aucune disposition de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959, relative au statut général des fonctionnaires, et des textes d'application et instructions s'y rapportant (notamment les décrets n° 59-309 et n° 59-310 du 14 février 1959), n'interdit à un fonctionnaire de bénéficier plusieurs fois au cours de sa carrière de la mise en disponibilité d'office faisant suite à des congés de maladie d'une durée totale de six mois pendant une période de douze mois consécutifs, cette mise en disponibilité d'office pour raison de santé comportant la perception de la moitié du traitement d'activité et de la totalité des suppléments pour charges de famille pendant six mois.

7998. — M. Grenet rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale sa réponse en date du 6 juillet 1962 à la question écrite n° 15910 posée par M. Cance le 7 juin 1962 par laquelle il a indiqué que la réglementation des occupations de logements par les personnels civils de l'Etat a supprimé toutes les indemnités représentatives ou compensatrices de loyers en tenant lieu, la nécessité de service justifiant l'attribution gratuite du logement disparaissant automatiquement du jour où l'agent n'est plus logé sur les lieux mêmes de ses fonctions; que la location d'appartements en ville reste donc théoriquement possible mais à condition que leurs occupants fassent leur affaire personnelle des frais de loyers correspondants. Il lui expose qu'une ville par délibération de son conseil municipal approuvée par l'autorité de tutelle avait, depuis 1950, pris en location un appartement destiné au surveillant général du lycée de garçons à proximité de l'établissement, en raison de l'impossibilité de loger ce fonctionnaire au lycée; qu'en application de la réglementation en vigueur, le receveur municipal a refusé, à compter du 1^{er} janvier 1963, de régler au propriétaire de l'appartement loué par la ville le montant des loyers. Il lui demande, la ville étant menacée de poursuites judiciaires dans cette affaire: a) si le règlement des loyers dus peut être exceptionnellement effectué par la ville dans l'attente des travaux de construction ou d'aménagement des logements de fonctions nécessaires aux personnels d'encadrement des établissements scolaires annoncés dans la réponse ministérielle; b) si d'une manière générale le remboursement des indemnités représentatives de logements, dans l'attente de ces travaux, peut être assuré, la commune en cause éprouvant de grosses difficultés en vue du recrutement des fonctionnaires de l'ordre administratif des lycées. (Question du 28 mars 1964.)

Réponse. — En l'état actuel de la réglementation en vigueur, le logement des personnels administratifs et de surveillance répond à une nécessité absolue de service qui ne peut être entièrement accomplie que si les intéressés sont logés dans le bâtiment où ils doivent exercer leurs fonctions. Cette prestation n'a donc pas le caractère d'un avantage de carrière susceptible de recevoir une contrepartie sous forme d'une indemnité ou d'un remboursement des loyers versés soit par l'Etat, soit par une collectivité locale, dans l'hypothèse où un logement ne peut être assuré dans les locaux scolaires.

8291. — Mme Vaillant-Couturier attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les conséquences néfastes que ne manquerait pas d'entraîner le rattachement des services médicaux et sociaux de l'éducation nationale au ministère de la santé publique. Le maintien de ce service social au sein du ministère de l'éducation nationale permettrait: 1° d'éviter que la santé publique ne verse les assistantes sociales dans les secteurs polyvalents, rendant par conséquent inefficace le travail social très spécialisé qu'elles effectuent; 2° de conserver les liens étroits indispensables avec les enseignants et, par suite, de faciliter l'inspection des médecins chargés d'assurer les visites médicales des élèves. Le service des assistantes scolaires appelant une collaboration intime au sein de l'école, son transfert au ministère de la santé publique constituerait une source de conflits qui entraveraient inéluctablement son bon fonctionnement. Il lui demande s'il entend reconsidérer sa position et, dans l'affirmative, quelles dispositions il compte prendre pour s'opposer au rattachement des services sociaux de son ministère au ministère de la santé publique et de la population. (Question du 8 avril 1964.)

Réponse. — Il est de fait qu'un conseil interministériel a pris le 26 juin 1963 la décision de réorganiser les services extérieurs du ministère de la santé publique et de regrouper dans un service « d'action sanitaire et sociale » dépendant de ce même ministère divers services médicaux et sociaux relevant actuellement de la santé publique ou d'autres administrations. Il a été en particulier décidé que seront transférées au ministère de la santé publique les tâches médico-sociales et de contrôle médical de la direction des services médicaux et sociaux du ministère de l'éducation nationale (ainsi que les personnels correspondants), à l'exception de tâches très limitées qui ont une nature telle qu'elles ne peuvent être exercées que par le ministère de l'éducation nationale. Les moda-

lités d'application de cette décision ont été étudiées par une commission constituée auprès du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative mais ne sont pas encore définitivement arrêtées. Il est toutefois possible d'indiquer les conclusions provisoires auxquelles la commission a abouti et qui peuvent être ainsi résumées: 1° demeurerait de la compétence de l'éducation nationale: a) les recherches et études en vue de l'organisation de la scolarité et des conditions du travail scolaire et universitaire; b) le service social du personnel de l'éducation nationale; c) la médecine préventive de l'enseignement supérieur; d) la médecine de soin au sein des établissements publics d'enseignement. 2° Seraient transférées à la santé publique toutes les autres attributions médicales et médico-sociales précédemment cotoyées à l'éducation nationale, notamment les bilans de santé, les examens médicaux à la demande ou systématiques, le contrôle de la santé du personnel de l'éducation nationale, le dépistage de la tuberculose et des affections bucco-dentaires, la surveillance de l'hygiène générale du milieu scolaire, l'éducation sanitaire et le service social scolaire. Parialement conscient des liens qui unissent, par nature, la santé des écoliers et l'enseignement, le ministre de l'éducation nationale s'efforce de faire traduire dans les textes à l'étude les conditions qui doivent être immédiatement réunies pour que la nouvelle organisation des services médicaux et sociaux soit viable, c'est-à-dire pour qu'en tout état de cause puissent se perpétuer, dans l'intérêt premier des écoliers dont il a la responsabilité, l'étroite imbrication des services médicaux des services sociaux et des établissements d'enseignement, comme l'intime et confiante collaboration des médecins, des assistantes sociales et des maîtres. C'est pourquoi les études en cours s'orientent vers une organisation qui assure à tous les échelons la plus grande harmonie entre les organes de direction et de conception, d'exécution et de contrôle, relevant des deux ministères intéressés. Cette organisation, nécessairement plus complexe que l'organisation actuelle, n'en respectera pas moins la spécialité des tâches médico-sociales scolaires et, sous réserve d'aménagements possibles dans l'intérêt d'une meilleure coordination des activités relevant des nouveaux services d'action sanitaire et sociale, les équipes médico-sociales scolaires de secteur continueront d'exercer leur mission dans des conditions très proches des conditions actuelles.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

6326. — M. Trémollières expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu d'un décret impérial en date du 4 mai 1809, les enfants des généraux, officiers et soldats morts à la bataille d'Austerlitz ont été adoptés par le Gouvernement. Aujourd'hui, en 1963, les fils aînés d'environ 60 familles perçoivent encore à ce titre une dotation de 5 francs de rente. Si une telle pension suffisait à élever un enfant en 1810, elle est aujourd'hui dérisoire, car elle n'a jamais été relevée. En raison du petit nombre de bénéficiaires actuels, il lui demande s'il envisage d'appliquer à ces pensions les mesures de revalorisation prises en faveur des pupilles de la nation. (Question du 11 décembre 1963.)

Réponse. — Usant du droit que lui conférait l'article 21 du sénatus consulte du 30 janvier 1810 de disposer de son domaine extraordinaire « pour récompenser ses soldats et les grands services civils et militaires de l'Etat », Napoléon 1^{er} accorda de nombreuses dotations attachées ou non à des titres de noblesse transmissibles dans les conditions définies aux actes de constitution, c'est-à-dire, en règle générale, de mâle en mâle par ordre de primogéniture. Celles de ces dotations qui subsistent avaient été constituées sur des actions de la Compagnie du canal du Midi et de la Compagnie des canaux d'Orléans et du Loing, ces actions représentant la valeur des droits sur lesdits canaux confisqués aux émigrés par la Révolution française et passées, en 1809, sur l'ordre de l'Empereur, du domaine ordinaire au domaine extraordinaire de l'Etat. Les actions ainsi grevées devaient initialement faire retour au domaine de l'Etat à l'extinction des dotations. Toutefois, une loi du 5 décembre 1814 stipula que ces actions seraient rendues aux anciens propriétaires dépossédés pendant la Révolution, dans les conditions et à la date prévues par l'acte d'aliénation. Jusqu'au Second Empire, les dotations constituées sur les actions des canaux du Midi, d'Orléans et du Loing furent traitées de la même manière. Elles n'assuraient à leur propriétaire qu'un revenu variable, d'ailleurs assez faible, dépendant essentiellement des bénéfices réalisés sur l'exploitation des canaux. Cependant, le rachat pour cause d'utilité publique des concessions des canaux d'Orléans et du Loing ayant été prescrit par les lois des 1^{er} août 1860 et 20 mai 1863, il fut décidé que les dotations constituées sur des actions de ces canaux seraient désormais servies par le Trésor public dans les conditions de transmission prévues aux actes constitutifs sous la forme d'un revenu annuel fixé en *varietat* à 571,42 francs, soit 5,71 francs actuels (somme correspondant à l'intérêt au taux de 5 p. 100 de l'indemnité de rachat). La propriété du canal du Midi ne passa à l'Etat que beaucoup plus tard à la suite d'une convention du 3 novembre 1896. L'indemnité de dépossession accordée à la Compagnie du canal du Midi en rente 3 p. 100 sur l'Etat fut, à la dissolution de cette compagnie, en 1904, répartie entre les actionnaires. Les actions grevées de dotation donnèrent lieu à attribution de rentes 3 p. 100 grevées de cette même charge. Ainsi, dans leur forme présente, ces dotations, au demeurant fort peu nombreuses, représentent les intérêts des actions auxquelles elles se sont substituées, c'est-à-dire, en fait, le revenu de valeurs mobilières. Maintenus pour des motifs essentiellement honorifiques, elles ne constituent pas de toute évidence des dettes alimentaires et ne sauraient donc faire aujourd'hui l'objet de mesures de revalorisation.

6781. — M. Bolsson demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques, compte tenu des difficultés dans les emplois d'avancement dans certaines catégories de fonctionnaires des P. T. T. appartenant au cadre A, et en particulier chez les Inspecteurs centraux, à qui on a refusé le bénéfice des dispositions de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962, s'il n'y aurait pas lieu d'étendre aux fonctionnaires de la catégorie A le bénéfice des mesures prises en faveur des fonctionnaires de cette catégorie, non admis à bénéficier du congé spécial, qui étaient en service en Algérie le 31 mai 1962, et leur permettre l'admission à la retraite avec jouissance immédiate en application de l'article 7 de l'ordonnance n° 62-611 du 30 mai 1962. (Question du 18 janvier 1964.)

Réponse. — L'admission à la retraite anticipée prévue par l'article 7 de l'ordonnance du 30 mai 1962 constitue non pas un droit pour les intéressés, mais une faculté laissée à l'appréciation de l'administration et a pour objet de faciliter le reclassement, dans les cadres français, des personnels précédemment en service en Algérie, tout en évitant, dans la mesure du possible, l'apparition de surnombres. D'une manière générale, l'admission à la retraite anticipée constitue une mesure onéreuse pour les finances publiques, et ne peut, en tout état de cause, se justifier que pour des motifs fonctionnels, tels que la résorption de surnombres ou la réduction des effectifs d'un corps lorsque la réussite d'une réforme statutaire en dépend. Cette procédure ne saurait être utilisée pour dégager des postes en vue de favoriser l'avancement.

6782. — M. Bolsson expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les emplois d'avancement sont actuellement pratiquement inexistant dans certaines catégories de fonctionnaires des P. et T. appartenant au cadre A et, en particulier, chez les inspecteurs centraux. Si l'implantation de surnombres, actuellement à l'étude, dans la catégorie des inspecteurs peut permettre la reprise très partielle de l'avancement dans cette catégorie, elle n'aura aucun effet sur les tableaux d'avancement des inspecteurs centraux, en particulier aux télécommunications. En conséquence, il lui demande pour quelles raisons ne sont pas reprises les dispositions de la loi n° 56-762 du 4 août 1956. De nombreux inspecteurs centraux pourraient en demander le bénéfice, seule façon de décongestionner les tableaux d'avancement. Il lui demande également pour quelles raisons l'application de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 l'a été d'une façon très restrictive, n'accordant le bénéfice d'un congé spécial qu'à quelques hauts fonctionnaires des P. et T. (Question du 18 janvier 1964.)

Réponse. — Les possibilités de mise à la retraite anticipée, prévues par la loi n° 56-782 du 4 août 1956 en faveur de fonctionnaires appartenant à des corps de la catégorie A, ont eu pour effet de faciliter l'intégration, dans les cadres métropolitains, des fonctionnaires provenant des ex-cadres chérifiens et tunisiens. L'admission à la retraite anticipée, mesure onéreuse pour les finances publiques, ne revêt pas le caractère d'un droit pour les intéressés : c'est une faculté laissée à l'appréciation de l'administration. Elle ne saurait en tout état de cause intervenir qu'en faveur d'agents appartenant à des corps dans lesquels des surnombres importants sont constatés ou dans les corps où la réussite d'une réforme de structure est subordonnée à une réduction d'effectifs. Les mêmes critères doivent prévaloir en ce qui concerne l'application de l'ordonnance n° 62-91 du 26 janvier 1962 relative au congé spécial. En aucun cas les deux mesures de dégagements des cadres — dont l'objet est identique : faciliter le reclassement des personnels rapatriés d'outre-mer et la résorption des surnombres apparus à la suite de leur intégration dans les cadres métropolitains — ne sauraient être employées pour dégager des postes en vue de favoriser l'avancement. Le département des finances a autorisé la mise en congé spécial, au titre des dispositions de l'ordonnance du 30 mai 1962 concernant le dégagement des cadres des fonctionnaires en service en Algérie, de receveurs et inspecteurs des postes et télécommunications âgés d'au moins cinquante ans, dont le reclassement et l'intégration auraient causé des difficultés parfois insurmontables sans l'intervention de cette procédure.

6900. — M. Pic expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'usine de séparation des isotopes de Pierrelatte du commissariat à l'énergie atomique est, d'après la documentation publiée par cet organisme, un établissement classé comme centre de production, dont le caractère industriel et commercial ne fait par conséquent aucun doute, et où il est effectivement prévu en recettes la vente de l'uranium. Il n'y a donc légalement aucun motif, selon les dispositions du code général des impôts, à ce que le C. E. A. refuse de payer la patente au moment où l'usine fonctionnera ; et cependant, actuellement, le C. E. A. se refuse à payer, pour son usine et ses bâtiments annexes, les contributions foncières bâtie et non bâtie dues aux collectivités locales. Il lui demande si une disposition particulière exonère l'usine de Pierrelatte de tout impôt et, dans le cas contraire, s'il entend poursuivre par tous les moyens appropriés le recouvrement des contributions dues. (Question du 25 janvier 1964.)

Réponse. — Le commissariat à l'énergie atomique est soumis au régime fiscal de droit commun concernant les établissements publics. Il est rappelé, toutefois, à l'honorable parlementaire que, du fait de l'exemption de deux ans dont bénéficient la généralité des constructions nouvelles, les installations en cours d'édification sur le territoire de la commune de Pierrelatte ne pourront de toute manière être prises en compte pour l'établissement de la contri-

bution foncière qu'à partir de la troisième année suivant celle de leur achèvement. Le commissariat à l'énergie atomique n'est donc actuellement assujéti dans cette commune à la contribution foncière que pour les terrains et certaines constructions anciennes qu'il y possède. Quant à son imposition à la contribution des patentes, elle pourra être mise en œuvre lorsque l'exploitation aura effectivement commencé.

7799. — M. Planeix demande à M. le secrétaire d'Etat au budget : 1° s'il n'envisage pas d'augmentation des indemnités kilométriques allouées aux fonctionnaires qui utilisent leur automobile personnelle pour les besoins du service, alors que le barème actuel est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1957 et que, depuis cette date, les frais d'entretien et d'utilisation des véhicules automobiles ont augmenté dans de très fortes proportions ; 2° s'il ne serait pas possible de prévoir un tarif de remboursement appliqué effectivement aux véhicules de plus de 7 CV, alors que les dispositions actuellement en vigueur limitent le remboursement au tarif de 7 CV pour les véhicules utilisés à l'intérieur d'un département, même si leur puissance est supérieure. Dans les faits, ce système est particulièrement défavorable, car les modèles d'une cylindrée inférieure ou égale à 7 CV n'ont pas toujours un volume suffisant pour les déplacements personnels et il n'est pas possible à la majorité des fonctionnaires d'avoir un véhicule pour le service et un autre pour la promenade. (Question du 14 mars 1964.)

Réponse. — 1° La revalorisation des taux des indemnités kilométriques actuellement en vigueur est subordonnée à la conclusion des études entreprises à ce sujet par mes services ; 2° la limitation à 7 CV de la puissance des véhicules utilisés à l'intérieur d'un département s'explique par le souci de ne mettre à la charge de l'Etat que les dépenses afférentes à des véhicules dont la puissance soit en harmonie avec les nécessités du service.

8162. — M. Le Theule expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les pensions militaires proportionnelles mixtes concédées aux militaires rengagés dans l'armée, en vertu de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919, ne sauraient être regardées comme proportionnelles, du fait de l'insuffisance de la durée des services militaires (arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} avril 1942), et en conséquence ne peuvent donner droit aux veuves des militaires de carrière retraités proportionnels rengagés entre le 10 août 1913 et le 6 avril 1923, puis devenus fonctionnaires civils au titre des emplois réservés, au bénéfice des dispositions de l'article 33 de la loi du 7 août 1913 (art. L. 121 du code des pensions de retraites civiles et militaires) — ledit article prévoyant pour les veuves de ces militaires, quelle que soit la date du mariage relativement à la cessation des services militaires, l'obtention d'une pension civile rinunciante à la fois les services civils et militaires rendus par leur mari dans la limite de la moitié du maximum normal de la pension civile (moitié de 75 p. 100 du traitement de base de cette pension), lorsque la pension militaire proportionnelle n'est pas réversible (antériorité du mariage non réalisée). Il lui fait remarquer que l'insuffisance des services militaires invoquée par le Conseil d'Etat est indépendante de la volonté des intéressés qui ont vu leur carrière militaire interrompue par suite de graves blessures reçues au cours de la guerre de 1914-1918 et qui se sont trouvés dans l'impossibilité de continuer leur carrière militaire, ayant été réformés avec attribution d'une pension d'invalidité basée sur le pourcentage attribué aux blessures, et d'une pension militaire basée sur le nombre total des services et campagnes. Il lui paraît anormal que ces services militaires, qui ne sont pas compris dans les services comptant pour la pension civile, ne soient pas pris en compte pour le calcul de la pension civile de réversion et soient ainsi perdus pour la veuve du titulaire de ces pensions. Il lui demande s'il envisage de prendre des mesures pour que les pensions mixtes (art. 59 de la loi du 31 mars 1919), rémunérées par un petit nombre d'années de services militaires, soient, au même titre que les pensions militaires proportionnelles, admises à bénéficier des dispositions de l'article 33 de la loi du 7 août 1913, repris par l'article L. 121 du code des pensions, étant précisé qu'une telle mesure n'entraînerait qu'une très faible dépense budgétaire en raison du petit nombre d'intéressés (Question du 2 avril 1964.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire comporte une réponse négative. En effet, l'article 33 de la loi du 7 août 1913 prévoyait que les veuves des fonctionnaires qui, après avoir obtenu une pension militaire proportionnelle, ont été nommés à un emploi civil réservé, auraient droit à une pension civile liquidée compte tenu de la totalité des services militaires et civils du mari. Cette disposition, qui figurait dans une loi de recrutement de l'armée, et a été abrogée par l'article 104 de la loi du 1^{er} avril 1923, a eu pour objet de favoriser les engagements et rengagements de militaires de carrière au moyen de droits exceptionnels conférés à leurs ayants cause. Ainsi que toutes les mesures d'exception il convient d'en limiter la portée aux seuls cas expressément visés par le texte dont il s'agit ; en particulier, aux veuves des agents décédés « titulaires d'une pension militaire proportionnelle ». Or, les pensions mixtes concédées dans les conditions fixées par l'article 59 de la loi du 31 mars 1919 aux militaires qui n'ont pas accompli un nombre suffisant d'années de services pour ouvrir droit à une pension d'ancienneté ou proportionnelle ne peuvent être considérées comme de même nature que ces dernières. Sur ce point, la doctrine et la jurisprudence administrative sont constantes et un jugement récent du tribunal administratif de Lyon en date du 13 décembre 1963 (dame Blanchet) a confirmé l'arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} avril 1942 qui est évoqué dans la présente question.

INTERIEUR

7903. — M. Pierre Vitter expose à **M. le ministre de l'intérieur** que le secrétaire d'Etat au budget lui aurait suggéré l'élaboration d'un texte tendant à réserver un certain nombre de postes vacants, apparaissant dans les corps supérieurs de la sûreté nationale, aux officiers et officiers de police adjoints ayant combattu dans les Forces françaises libres. Il lui demande : 1° quelle suite il a cru devoir donner à cette suggestion ; 2° s'il entend non seulement réserver aux intéressés certains postes budgétaires vacants, mais encore prévoir, en toute hypothèse, leur promotion progressive en surnombre. (Question du 21 mars 1964.)

Réponse. — Sur l'initiative du ministre de l'intérieur, un projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale a été préparé pour régulariser la situation des fonctionnaires de police des Forces françaises libres. Ce texte, approuvé par un récent conseil des ministres, a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. Son adoption par le Parlement doit permettre la nomination dans les corps supérieurs de la Sûreté nationale, dans la limite des emplois vacants, des officiers de police et officiers de police adjoints ayant combattu dans les Forces françaises libres.

8170. — M. Bustin expose à **M. le ministre de l'intérieur** la situation administrative discriminatoire et préjudiciable faite à certains fonctionnaires de la Sûreté nationale, anciens combattants des F. F. L. Les statuts particuliers élaborés en 1953 ont abouti à une rétrogradation des F. F. L. recrutés sur titres en 1945 à la Sûreté nationale. Il en est ainsi : 1° de l'obligation d'avoir passé l'examen d'aptitude aux fonctions d'O. P. J. cet examen n'ayant été organisé régulièrement que jusqu'en 1948 et exigé en trois années d'appartenance à la Sûreté nationale ; 2° de l'ancienneté effective portée à douze ans pour la promotion au grade d'inspecteur principal, alors qu'il n'a jamais été tenu compte des reports d'ancienneté accordés aux anciens F. F. L. L'ordonnance de 1960, qui a permis par simple transformation d'emploi l'accession de nombreux membres de la Sûreté nationale au grade d'officier de police adjoint, a aggravé encore la situation des anciens F. F. L. Les dispositions des articles 3 à 7 de la loi n° 56-334 du 27 mars 1956 ne sont pas appliquées à la Sûreté nationale. Il lui demande : quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à l'injuste situation faite aux anciens résistants, fonctionnaires à la Sûreté nationale, alors que d'anciens collaborateurs ont été réintégrés avec d'importants rappels de traitement et ont obtenu d'importantes promotions. (Question du 2 avril 1964.)

Réponse. — Pour résoudre le problème posé par l'honorable parlementaire relatif à la situation des fonctionnaires de la Sûreté nationale, anciens combattants des F. F. L., le ministre de l'intérieur a fait préparer un projet de loi qui vient d'être adopté par un récent conseil des ministres. Ce texte a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. Son adoption par le Parlement doit permettre la nomination dans les corps supérieurs de la Sûreté nationale, dans la limite des emplois vacants, des officiers de police et officiers de police adjoints, ayant combattu dans les F. F. L.

8530. — M. Delachenal demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il n'estime pas qu'il y aurait lieu d'accorder le droit de voter par procuration aux électeurs qui sont toujours restés inscrits dans leur commune d'origine, où ils ont tous leurs intérêts, mais qui occupent actuellement un emploi salarié dans une autre commune, au moins lorsqu'elle est située dans un autre département que la commune d'origine, afin d'éviter à ces électeurs les frais de déplacement importants qui leur incomberaient pour aller voter. (Question du 16 avril 1964.)

Réponse. — En application de l'article 87 du code électoral, modifié par la loi n° 63-757 du 30 juillet 1963, les citoyens qui, ne se trouvant dans aucun des cas prévus pour exercer leur droit de vote par correspondance, établissent notamment que d'impérieuses raisons professionnelles les placent dans l'impossibilité d'être présents le jour du scrutin dans leur commune d'inscription, peuvent désormais voter par procuration. Pour bénéficier de cette disposition, les électeurs intéressés doivent se présenter devant le juge du tribunal d'instance de leur résidence, seul compétent pour apprécier le bien-fondé de leur requête.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

8262. — M. Michel Jacquet demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** s'il n'estime pas que les modalités d'attribution de la prime de rendement allouée chaque année aux fonctionnaires des P. T. T. donnent lieu à certaines discriminations arbitraires, aussi bien en ce qui concerne le choix des catégories de personnes appelées à en bénéficier que dans la fixation du taux plus ou moins élevé de la prime, et s'il n'envisage pas de la remplacer par un autre avantage, lequel pourrait consister, soit dans le treizième mois de traitement accordé à tous les fonctionnaires des P. T. T. ainsi que cela est prévu pour les agents de la plupart des services nationalisés et du secteur semi-public, soit en une prime de fin d'année analogue à celle dont bénéficient les fonctionnaires relevant du ministère des finances, qui serait attribuée de manière proportionnelle à toutes les catégories et dont le

taux correspondrait à la valeur d'un point d'indice à déterminer. (Question du 8 avril 1964.)

Réponse. — Les primes de rendement sont destinées à récompenser les efforts accomplis par certains fonctionnaires dans le domaine des tâches de conception, d'analyse et d'organisation. Il serait contraire à l'esprit du décret n° 46-1810 du 13 août 1946, qui a institué cet avantage, d'attribuer à chacun des bénéficiaires un taux uniforme. Ce décret précise, en effet, que ces primes sont essentiellement variables et personnelles, compte tenu de la valeur et de l'action des fonctionnaires appelés à en bénéficier. La question du paiement d'un treizième mois de traitement ou d'une prime de fin d'année au lieu et place des primes de rendement dépasse la compétence du ministère des postes et télécommunications et pose un problème interministériel dont la solution d'ensemble exige l'intervention du ministère des finances et des affaires économiques.

8308. — M. Fanton expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que son administration exigerait du titulaire d'un compte chèque postal désireux de payer un fournisseur étranger par virement postal une facture visée par la douane, document qui est conservé par l'administration. Une telle pratique a pour résultat de priver le commerçant de sa facture, ce qui peut être la cause de difficultés avec l'administration fiscale. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas possible de limiter l'exigence de l'administration des chèques postaux à la fourniture d'une photocopie de ladite facture. (Question du 9 avril 1964.)

Réponse. — En matière d'exécution des règlements financiers se rapportant aux importations, l'administration des P. T. T. est tenue d'observer, comme l'ensemble des banques, intermédiaires agréés auprès du ministère des finances et des affaires économiques, les dispositions de l'instruction n° 893 du 27 novembre 1961 de ce département. Ce texte publié au *Moniteur officiel du commerce international* (n° 87 du 6 décembre 1961, p. 3915), fixe, en effet, les conditions d'application par les intermédiaires agréés de l'avis 127 du 25 novembre 1961 relatif aux importations de marchandises en provenance de l'étranger (*Journal officiel* du 25 novembre 1961, p. 10822). Aux termes des dispositions des articles 20 et 25 de cette instruction, lesdits intermédiaires sont tenus d'exiger des importateurs, qui demandent à effectuer le règlement des marchandises importées, le dépôt de la facture originale visée par la douane, à l'exclusion de toute photocopie. Dans ces conditions, il n'est donc pas possible à mon administration de réserver une suite favorable à la suggestion de M. Fanton.

8315. — M. Tomasini expose à **M. le ministre des postes et télécommunications** que le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955, portant réforme de la publicité foncière, prescrit, dans son article 5, modifié par le décret n° 59-89 du 7 janvier 1959, que dans tout acte à publier l'identité des parties est certifiée par le notaire sur le vu d'un extrait de l'acte de naissance de l'intéressé ayant moins de six mois de date. Par suite, tous les notaires de France (au nombre d'environ 6.000) sont contraints journellement de se faire délivrer de tels extraits et de demander dans les recettes des postes la délivrance de mandats invariablement de 1 franc ou de 1,50 franc, au nom de : « M. le secrétaire de la mairie de N... ». Un notaire a demandé à une recette des postes un certain nombre de mandats « au porteur », ce qui lui fut refusé. Il s'est alors adressé à la direction départementale des postes et télécommunications, qui lui a répondu, par lettre du 28 mars 1964, que les mandats « au porteur » avaient été supprimés à partir du 1^{er} juillet 1953 et, que depuis cette date, tous les mandats sont nominatifs. Il lui demande s'il ne serait pas possible, pour donner satisfaction aux notaires, de rétablir ces mandats « au porteur » pour des sommes aussi minimes. Cela permettrait à chacun des notaires de s'en faire délivrer à l'avance une certaine quantité et éviterait des pertes de temps considérables pour les usagers, et l'encombrement des guichets. (Question du 9 avril 1964.)

Réponse. — Les mandats au porteur ont été supprimés en 1953 en raison du peu de succès qu'ils rencontrèrent auprès de la clientèle. Un essai récent d'utilisation de machines automatiques pour délivrer de tels titres n'a pas donné de résultats concluants. L'usage de plus en plus répandu du chèque, et notamment du chèque postal, diminuant encore l'intérêt présenté par le mandat au porteur, il n'est pas dans l'intention de l'administration des postes et télécommunications de rétablir cette catégorie de titres. Les difficultés signalées par les notaires peuvent être supprimées par l'utilisation du chèque postal. En effet, le règlement des sommes dues pour la délivrance d'actes de l'état civil par les services communaux peut être opéré par chèque postal établi au profit du comptable (receveur municipal, régisseur de recettes...) chargé de gérer les deniers de la collectivité locale. En outre, afin de faciliter l'usage de ce mode de règlement, l'administration des postes et télécommunications a accepté, en accord avec les départements ministériels des finances et de l'intérieur, que les chèques postaux puissent être établis au profit d'une autorité administrative locale (sous la forme mairie de... ou commune de... par exemple). Il appartient alors à cette dernière de les faire inscrire au crédit du compte courant postal du comptable intéressé. Ce procédé est d'ailleurs plus avantageux que l'utilisation des mandats, car les opérations étant réalisées par virement postal ne sont passibles d'aucune taxe.